Quatre-vingt-deuxième année. — N° 122. Le Numéro : 10 francs. Lundi 22 et Mardi 23 Mai 1950.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.000	1 650	900	700	500	300	200	4.500	2.500	1.350
Etranger	5.500	2.900	1.600	2.550	1.400	850	350	11.300	5.900	2.600

L'Edition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Edition COMPLÈTE comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION **QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e** | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 15 FRANCS

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Ministère de la justice.

Décret n° 50-572 du 18 mai 1950 relatif aux honoraires alloués pour la direction des travaux d'architecture exécutés au compte de l'Etat (ministère de la justice) (p. 5630).

Décret du 18 mai 1950 portant nomination d'un adel (p. 5630).

Arrêté du 16 mai 1950 complétant la liste des registres de l'état civil à reconstituer dans le ressort de chaque cour d'appel (p. 5630).

Ministère des affaires étrangères.

Décret n° 50-573 du 9 mai 1950 portant modification du décret n° 49-1536 du 1er décembre 1949 relatif aux frais de déplacement à allouer aux personnels civils et militaires en service dans les territoires occupés d'Allemagne et d'Autriche (p. 5635).

Ministère de la défense nationale.

Arrêté portant reclassement (administration centrale) (p. 5631).

Ordre de nomination (armée de l'air, active) (p. 5631).

Liste d'admission à l'école supérieure de guerre (p. 5635).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Décret n° 50-539 instituant une commission extraparlementaire chargée d'étudier les problèmes économiques et financiers créés par l'excédent de la production d'alcool (rectificatif) (p. 5631).

Arrêtés du 15 mai 1950 relatifs au tirage au sort des cinq séries du fonds 4 p. 100 amortissable 1934 (p. 5631).

Arrêté autorisant l'émission d'obligations par Electricité de France (rectificatif) (p. 5631).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Arrêté du 11 mai 1950 modifiant les dispositions de l'arrêté du 28 février 1949 autorisant le recrutement de personnels auxiliaires pour les services centraux et extérieurs de l'établissement national des invalides de la marine (p. 5635).

Arrêté du 15 mai 1950 relatif à l'inscription des candidats aux examens de la marine marchande (p. 5636).

Arrêté portant nomination du président de la commission supérieure d'appel prévue par la loi du 16 juin 1933 sur la sécurité et l'hygiène des navires de commerce, de pêche et de plaisance (p. 5636).

Arrêté portant nomination d'un membre du conseil supérieur des transports (p. 5636).

Ministère de la France d'outre-mer.

Décrets du 18 mai 1950 portant nominations et conférant l'honorariat (magistrature d'outre-mer) (p. 5636).

Décrets du 18 mai 1950 portant nominations, détachements, admission à la retraite et rapportant les dispositions d'un précédent décret (greffiers) (p. 5636).

Arrêté portant mise en position de mission à l'étranger d'un médecin africain et de deux fonctionnaires des cadres locaux de l'Afrique occidentale française (p. 5636).

Arrêté portant mise en position de mission à l'étranger d'un agent contractuel chef du service exportation à la direction du commerce extérieur de l'Indochine (p. 5637).

Arrêté portant mise en service détaché d'un administrateur auprès du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre (p. 5637).

Arrêté portant détachement (administration centrale) (p. 5637).

Tableaux d'avancement de classe et d'échelon des secrétaires d'administration pour l'année 1950 et *arrêtés* portant promotions (p. 5637).

Ministère de la santé publique et de la population.

Décret du 9 mai 1950 portant acceptation d'un legs (p. 5637).

Décrets du 9 mai 1950 portant création et suppression de bureaux de bienfaisance (p. 5638).

Arrêtés du 15 mai 1950 portant autorisation, pour la Société commerciale d'eaux minérales du bassin de Vichy, de procéder au recaptage d'une source et au chemisage d'une colonne de forage (p. 5638).

Arrêtés portant intégrations, affectations et détachements:

Administration centrale (p. 5638).

Inspection de la santé (p. 5638).

Pharmaciens inspecteurs (p. 5638).

Liste d'aptitude aux fonctions de directeur d'hôpitaux et hospices publics (p. 5638).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 5638).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocations de commissions — Réunions de commissions (p. 5644).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocation de commission (p. 5645).

INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE

Ordre du jour (p. 5646).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation) (p. 5646).

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Avis de vacances d'emplois dans le personnel enseignant de l'école polytechnique (modificatif) (p. 5648).

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Avis relatif au tirage de la vingtième tranche de la loterie nationale 1950 (p. 5648).

Résultats de l'exercice 1949 au 31 mars 1950 et états de développement, par ministère, des dépenses et des recettes budgétaires de l'exercice 1949 au 31 mars 1950 (p. 5649).

Résultats de l'exercice 1950 au 31 mars 1950 et état de développement, par ministère, des dépenses et des recettes budgétaires de l'exercice 1950 au 31 mars 1950 (p. 5651).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Tarifs de transport présentés à l'homologation ministérielle par les chemins de fer d'intérêt général (p. 5646).

Bulletin des recettes de la Société nationale des chemins de fer français (18e semaine de 1950) (p. 5653).

Annonces (p. 5654).

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

PUBLIÉS EN ANNEXES

Assemblée nationale. — Annexes: feuilles 60, 61 et 62 (session de 1949) (*pour l'édition complète*). (Voir le sommaire des annexes au *Journal officiel* du mardi suivant.)

SOMMAIRE DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

publiés du 15 au 21 mai 1950.

ASSEMBLEE NATIONALE

1re LÉGISLATURE. — SESSION DE 1949

Feuille 53.

Reclassement social des diminués physiques. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay (*suite*)..... p. 1665

Garantie aux métayers du bénéfice des dispositions prévues au statut du fermage et du métayage en matière d'impôt foncier. — Proposition de loi de M. Garcia.... p. 1675

Achat des engrais et amendements calcaires par les agriculteurs. — Proposition de loi de M. Ruffe..... p. 1675

Accord d'un dégrèvement aux utilisateurs de carburants agricoles. — Proposition de loi de M. Paumier..... p. 1675

Complément à l'article 61 du code des impôts directs en exonérant de l'impôt cédulaire les pensions d'invalidité et de retraite ainsi que les allocations aux vieux travailleurs. — Proposition de loi de M. Meck..... p. 1676

Flétrissement des députés communistes qui se sont rendus coupables d'outrages adressés au président Edouard Herriot. — Proposition de résolution de M. André Le Troquer ..... p. 1676

Modification et complément à la loi du 20 juillet 1949 permettant la revision du montant des patentes en 1949. — Proposition de loi de M. Delahoutre..... p. 1676

Modification de la loi du 20 juillet 1949 en ce qui concerne les délais impartis aux assemblées locales pour fixer les abattements sur les patentes. — Proposition de loi de M. Penoy..... p. 1676

Fixation au taux unique de 55.000 F par an du montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés. — Proposition de loi de M. Croizat..... p. 1676

Modification des articles 106 et 107 du règlement de l'Assemblée nationale. — Propositions de résolution de M. Jacques Bardoux..... p.1677 et 1678

Suppression de la taxe à la production de 12,50 p. 100 grevant le prix du vin. — Proposition de loi de M. Llante..... p. 1678

Attribution d'avances remboursables au crédit mutuel agricole pour financer les prêts à long terme et les prêts aux jeunes agriculteurs. — Proposition de résolution de M. Lucien Lambert..... p. 1679

Mise en vente libre de l'essence au prix de 40 F à partir du 1er novembre 1949. — Proposition de loi de M. Michel... p. 1679

Demande à l'Assemblée nationale d'une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi dont il est actuellement saisi. — Résolution..... p. 1679

Accélération des procédures pénales en matière de blessures par imprudence. — Proposition de résolution de M. Wasmer..... p. 1679

Accord de l'effet rétroactif à l'article 7 de la loi n° 49-1033 du 31 juillet 1949 qui a remplacé par des dispositions nouvelles l'article 185 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 modifiant l'article 505 du code de l'enregistrement. — Proposition de loi de M. Delahoutre..... p. 1680

Soumission des automobilistes auteurs présumés d'un accident à une prise de sang pour examen de la teneur éthylique. — Proposition de loi de M. Wasmer..... p. 1680

Restitution aux familles dans les plus brefs délais et aux frais de l'Etat des corps des soldats morts en Indochine. — Proposition de résolution de Mme Duvernois..... p. 1680

Modification du régime des allocations familiales agricoles. — Proposition de loi de M. Waldeck-Rochet..... p. 1680

Modification de la loi du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en permettant l'apparentement des listes. — Proposition de loi de M. Roques..... p. 1681

Modification de la loi du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale par l'apparentement des listes, la prime à la majorité, le panachage et les élections partielles. — Proposition de loi de M. Roques..... p. 1681

Bénéfice de l'exonération fiscale de vingt-cinq ans pour les immeubles construits pendant la période 1942-1945. — Proposition de loi de M. Roques..... p. 1681

Création, dans chaque région sanitaire d'un établissement de postcure pour les convalescents de poliomyélite. — Proposition de résolution de M. Mazuez..... p. 1681

Accord annuel aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 bénéficiaires de la retraite du combattant d'un déplacement gratuit à leur choix sur les chemins de fer français jusqu'à la revalorisation de leur retraite. — Proposition de résolution de M. Farinez..... p. 1681

Complément à l'article 81 du règlement d'Assemblée nationale. — Proposition de résolution de M. Barrachin..... p. 1684

Accord aux titulaires de la médaille d'honneur du travail d'une dotation de 250 F par an et de l'attribution gratuite par l'Etat de la médaille en même temps que le diplôme. — Proposition de loi de M. Poumadère..... p. 1685

Accord d'une indemnité provisionnelle de 3.000 F par mois à tous les salariés de l'industrie, du commerce, de l'agriculture ainsi qu'aux fonctionnaires, cheminots et personnels des établissements d'Etat. — Proposition de loi de M. Palinaud..... p. 1685

Marché libre de l'or et des monnaies-or. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux..... p. 1685

Fixation du prix de la betterave. — Proposition de résolution de M. Jean Masson..... p. 1686

Reconduction en faveur des vieux paysans de l'allocation temporaire jusqu'à la création de l'organisme professionnel autonome d'allocation-vieillesse prévue par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948. — Proposition de loi de M. Waldeck-Rochet..... p. 1686

Bénéfice au profit des conjoints qui exercent des activités artisanales, commerciales ou professionnelles distinctes d'une décote double pour le calcul de la taxe proportionnelle sur le revenu. — Proposition de loi de M. Gilles Gozard..... p. 1686

Revision des articles 45, 49, 50 et 22 de la Constitution. — Proposition de résolution de M. Eugène Rigal..... p. 1687

Suppression de l'autorisation préalable à laquelle sont encore soumis certains travaux de réparation et de construction. — Proposition de résolution de M Pierre Chevallier..... p. 1687

Modification et complément à la loi du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier. — Proposition de loi de M. Pierre André..... p. 1688

Prorogation des dispositions des décrets des 17 septembre 1946 et 27 septembre 1949 accordant une indemnité dite de « difficultés administratives » aux fonctionnaires en service dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. — Proposition de résolution de M. Mondon..... p. 1688

Demande en autorisation de poursuites concernant M. de Récy. — Rapport par M. Pierrard..... p. 1688

Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée..... p. 1688

Dispositions en faveur des locataires ou occupants de bonne foi à l'encontre desquels une décision d'expulsion a été prononcée en vertu des articles 18, 19 et 20 de la loi du 1er septembre 1948. — Proposition de résolution de M. Defferre..... p. 1688

Résorption du déficit des transports parisiens afin de maintenir les tarifs à leur niveau actuel. — Proposition de loi de M. Auguet..... p. 1689

Suppression de la contribution des patentes à partir du 1er janvier 1950. — Proposition de loi de M. Auguet..... p. 1689

Retour du montant de la contribution des patentes dues pour l'année 1949 à celui qui a été payé par les assujettis pendant l'année 1948. — Proposition de loi de M. Auguet..... p. 1689

Bénéfice de la gratuité de transport pour les colis de secours gratuits collectés au profit des sinistrés des Landes et de la Gironde. — Proposition de résolution de M. Chautard..... p. 1690

Payement d'une part de certains impôts par la remise de titres du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation. — Proposition de loi de M. Thoral..... p. 1690

Modification de l'article 16 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux..... p 1690

Harmonisation des prestations servies par les caisses de sécurité sociale avec l'ordonnance du 31 octobre 1945 sur la lutte antituberculeuse. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux..... p. 1690

Modification de l'article 83 du règlement sur le scrutin public à la tribune. — Proposition de résolution de M. Jacques Bardoux..... p. 1691

Modification du taux de la compétence des justices de paix. — Proposition de loi de M. André Mercier..... p. 1691

Donations et fondations des cinq académies de l'Institut de France. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux... p 1692

Travaux de mise hors d'eau et vote des crédits nécessaires pour indemniser les populations victimes du cyclone qui a dévasté la région de Fervaques, près Lisieux (Calvados). — Proposition de M. Joseph Laniel..... p. 1692

Réalisation à Paris, en 1951, d'une exposition internationale des inventions. — Proposition de résolution de M. Palewski..... p. 1693

Modification de l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage. — Projet de loi de M. Moussu... p. 1693

Modification de l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique. — Proposition de loi de M. Wasmer..... p. 1694

Nomination des juges de paix. — Proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon..... p. 1694

Exonération de l'impôt sur le revenu des personnes civiques des intérêts servis aux titulaires de livrets de caisse d'épargne. — Proposition de loi de M. Gilles Gozard.... p. 1694

Accord de secours aux victimes des inondations du Pas-de-Calais. — Proposition de résolution de M. Henneguelle.. p. 1695

Emploi de certains produits végétaux dans l'alimentation en vue de protéger la santé publique. — Proposition de loi de M. Paul Boulet..... p. 1695

Expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale. — Proposition de loi de M. Max Brusset..... p. 1695

Modification de l'article 121 de la loi du 18 décembre 1926 portant code du travail maritime. — Rapport par M. Gance..... p. 1696

Création d'un contingent exceptionnel de croix du mérite maritime en faveur des états-majors de la marine militaire ayant participé aux dragages. — Avis par M. Monjaret..... p. 1696

Aide aux victimes de la tempête qui a sévi sur nos côtes les 24, 25 et 26 octobre 1949. — Proposition de résolution de M. Guiguen..... p. 1696

Feuille 54.

Aide aux victimes de la tempête qui a sévi sur nos côtes les 24, 25 et 26 octobre 1949. — Proposition de résolution de M. Guiguen (*suite*)..... p. 1697

Admission des victimes civiles des incendies de forêts au bénéfice de la loi du 20 mai 1946 sur les réparations à accorder aux victimes de la guerre. — Proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon..... p. 1697

Modification de l'article 17 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions — Proposition de loi de M. Jacques Chevallier..... p. 1697

Modification des articles 4 et 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche. — Proposition de loi de M. Signor..... p. 1697

Modification de l'article 616 de la loi de 1807 relative au code de commerce. — Proposition de loi de M. Poumadère... p. 1697

Assimilation des victimes de l'incendie de la forêt de Gascogne aux bénéficiaires des lois concernant les victimes civiles de la guerre. — Proposition de loi de Mme Reynaud..... p. 1698

Reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre 1949 et pour le premier trimestre 1950, fixation du taux annuel de ladite allocation à 36.000 F et élévation du plafond des ressources à 100.000 F pour une personne seule et à 150.000 F pour un ménage. — Proposition de loi de M. Gérard Duprat.. p. 1698

Report du 15 novembre 1949 au 15 février 1950 du payement des impôts recouvrables au titre de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948. — Proposition de loi de M. Calas.... p. 1698

Reclassement des officiers retraités titulaires d'une pension définitive de mutilés de guerre. — Proposition de loi de M. Jacques Chevallier..... p. 1699

Modification des articles 58 et 59 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme des pensions civiles et militaires. — Proposition de loi de M. Jacques Chevallier..... p. 1699

Renforcement des installations thermiques de la centrale électrique mixte de Sainte-Tulle, prévision au budget d'équipement des crédits nécessaires et sursis à la fermeture de la mine du bois d'Asson. — Proposition de résolution de M. Girardot..... p. 1699

Accord à la fédération folklorique des provinces françaises de subventions comme aux fédérations sportives d'une promotion annuelle de légion d'honneur pour les folkloristes militants de la fédération et de la réduction de 50 p. 100 pour les voyages en collectif sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer français comme pour les mouvements sportifs de la jeunesse. — Proposition de résolution de M. Poumadère..... p. 1700

Lutte contre l'épidémie de cholérine qui sévit à l'île Molène depuis de nombreux mois. — Proposition de résolution de M. Signor..... p. 1700

Accord aux invalides de guerre, blessés des membres inférieurs, possesseurs d'un vélo-moteur, d'un contingent prioritaire de carburant. — Proposition de résolution de M. Arthaud..... p. 1700

Revalorisation des retraites des titulaires d'un livret de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Proposition de résolution de M. Jacques Chevallier..... p. 1700

Aide aux populations des côtes bretonnes victimes de la tempête des 24 et 25 octobre 1949. — Proposition de résolution de M. Tanguy-Prigent..... p. 1701

Report au 1er janvier de la majoration de 10 p. 100 devant être appliquée au montant des impôts qui n'auront pas été payés au 15 novembre. — Proposition de résolution de M. Mondon ..... p. 1701

Organisation du régime du travail dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. — Proposition de loi de M. Castellani..... p. 1701

Accord aux vieillards des hospices d'une somme mensuelle de 1.000 F à titre d'argent de poche, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent. — Proposition de loi de M. Genest..... p. 1703

Création d'un tribunal départemental de commerce dans les départements où le petit nombre des affaires ne permet point de créer un tribunal de commerce par arrondissement. — Proposition de loi de M. Durroux..... p. 1703

Constatation expresse de la nullité de l'acte dit loi du 9 novembre 1940 relative aux administrateurs de certaines sociétés d'intérêt public. — Proposition de loi de M. Closiermann..... p. 1703

Rétablissement de l'heure normale. — Proposition de résolution de M. Bonnet..... p. 1704

Ajournement de l'application de l'article 107 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais..... p. 1704

Majoration à l'encontre des contribuables de mauvaise foi des frais de poursuite précus en cas de non-paiement des impôts directs. — Proposition de résolution de M. Gilles Gozard ..... p. 1704

Création d'un carburant agricole spécial d'un prix inférieur de 33 p. 100 du prix de l'essence tourisme. — Proposition de loi de M. Gilles Gozard..... p. 1705

Intervention du Gouvernement auprès des autorités d'occupation pour que soient sauvegardés les vestiges des camps de concentration nazis, afin d'honorer leurs martyrs et de flétrir la barbarie hitlérienne. — Proposition de résolution de M. Minjoz..... p. 1705

Accord de la croix de la Légion d'honneur à certaines catégories de sous-officiers de réserve médaillés militaires. — Proposition de loi de M. Gau..... p. 1705

Association de l'Assemblée nationale au deuil éprouvé par les alles françaises lors de l'accident de l'avion régulier d'Air France Paris-New-York tombé aux Acores le 28 octobre 1949. — Proposition de résolution de M. Said-Mohamed Cheikh ..... p. 1705

Suppression de certaines mesures de radiations des listes électorales. — Proposition de loi de M. André Marty..... p. 1705

Fixation du prix de la betterave. — Proposition de résolution de M. Penoy ..... p. 1706

Création d'une tranche spéciale de la loterie nationale au profit des sinistrés des Landes. — Proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon..... p. 1706

Modification de l'article 20 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers. — Proposition de loi de Mme Francine Lefebvre ..... p. 1707

Développement et encouragement de l'élevage ovin afin de couvrir les besoins en laine de notre pays. — Rapport par M. Lucien Lambert..... p. 1707

Accord de délais et remises aux contribuables s'étant trouvés en état de chômage. — Proposition de résolution de M. Gazier ..... p. 1708

Modification des dispositions de l'article 4 du code de l'enregistrement en ce qui concerne les droits de mutation par décès des rappels d'arrérages de pensions de retraites — Proposition de loi de Mme Lempereur..... p. 1708

Fixation par décret des modalités d'application de l'article 13 du statut des déportés et internés de la Résistance. — Proposition de résolution de M. Minjoz..... p. 1708

Réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transfert à l'Etat de certaines dépenses. — Proposition de loi de M. Cordonnier..... p. 1708

Entreprises de crédit différé. — Avis..... p. 1715

Fixation du prix de la betterave. — Proposition de résolution de M. Desjardins..... p. 1716

Modification de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les loyers. — Proposition de loi de M. Glauque..... p. 1716

Fixation du prix de la betterave. — Proposition de résolution de M. Triboulet..... p. 1717

Fixation du prix de la betterave à sucre dans le cadre des textes réglementaires et des accords passés préalablement entre les services publics et la profession. — Proposition de résolution de M. Ramette..... p. 1717

Transferts de dommages de guerre immobiliers. — Proposition de loi de M. Courant..... p. 1717

Etablissements privés recevant des mineurs atteints de déficience physique ou psychique, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger. — Rapport par M. Gallet..... p. 1718

Modification de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel. — Proposition de loi de M. Louis Rollin..... p. 1721

Fixation du prix de la betterave — Rapport par M. Jean Masson ..... p. 1721

Complément et modification du décret n° 49-1360 du 27 septembre 1949 relatif à l'indemnité administrative accordée aux fonctionnaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. — Proposition de résolution de Mme Schell..... p. 1721

Augmentation de la ration de café de 125 à 250 grammes à compter du 1er décembre 1949 sans augmentation de prix. — Proposition de résolution de M. Genest..... p. 1722

Suspension sans délai de toute importation de vins étrangers pour la durée de la campagne vinicole de 1949-1950. — Proposition de résolution de M. Gros..... p. 1722

Accord d'un crédit provisionnel afin d'indemniser les agriculteurs et les viticulteurs pour les pertes subies au cours des orages qui se sont abattus sur certaines régions de France en 1949. — Proposition de loi de M. Poumadère ..... p. 1722

Revalorisation du traitement annuel de la médaille militaire. — Proposition de résolution de M. Dusseaulx..... p. 1723

Réalisation effective et sans délai de la péréquation intégrale des retraites. — Proposition de résolution de M. Jacques Grésa ..... p. 1723

Complément à l'arrêté du 3 novembre 1949 en vue d'étendre le bénéfice de la prime exceptionnelle aux salariés des professions agricoles et forestières. — Proposition de résolution de M. Renard..... p. 1723

Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée..... p. 1724

Accord de l'allocation-vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire et qui ne bénéficient pas de la loi du 13 juillet 1949. — Proposition de résolution de M. Mondon..... p. 1724

Promulgation du décret portant application de la loi du 2 août 1949 instituant la carte sociale des économiquement faibles. — Proposition de résolution de M. Mondon.... p. 1724

Accord du bénéfice de la prime exceptionnelle de 3.000 F aux jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans. — Proposition de résolution de M. Genest..... p. 1724

Fixation à 120.000 F par an de l'allocation spéciale pour tierce personne des grands mutilés, pensionnés de la caisse de prévoyance des inscrits maritimes. — Proposition de loi de M. Marcel Ramon..... p. 1724

Modification de la loi validée du 29 mars 1942 relative à la prescription de l'action publique et des peines. — Avis. p. 1725

Interdiction de l'importation, de la fabrication et de la mise en vente de boissons dites « Coca-Cola » ou de toute autre boisson similaire dans la métropole, en Algérie et dans les pays et territoires de l'Union française. — Proposition de résolution de M. Gros..... p. 1725

Maintien de la ligne de chemin de fer Quimper-Penmarch et complément sur cette ligne du trafic marchandises par le trafic voyageurs. — Proposition de résolution de M. Signor..... p. 1725

Attribution d'appareils de prothèse à titre gratuit aux mutilés du travail inscrits maritimes. — Proposition de loi de M. Marcel Ramon..... p. 1726

Amnistie des condamnations, institution d'un régime de libération anticipée et suppression de l'indignité nationale pour faits de collaboration. — Proposition de loi de M. Deshors..... p. 1726

Réalisation au 1er janvier 1950 du reclassement intégral des fonctionnaires, postiers, agents des services publics et assimilés, dans le cadre du statut de la fonction publique. — Proposition de loi de M. Jacques Gresa..... p. 1728

Accord du bénéfice de la prime exceptionnelle de 3.000 F aux personnels des services domestiques. — Proposition de résolution de Mme Vermeersch..... p. 1728

Décalage des grandes vacances scolaires. — Proposition de résolution de M. Penoy..... p. 1728

Institution d'une subvention nationale pour favoriser la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur pratiquée dans les aéro-clubs pour les jeunes de moins de vingt et un ans. — Proposition de loi de M. Couston..... p. 1728

Feuille 55.

Institution d'une subvention nationale pour favoriser la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur pratiquée dans les aéro-clubs pour les jeunes de moins de vingt et un ans. — Proposition de loi de M. Couston (*suite*)... p. 1729

Modification du décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires. — Proposition de loi de M. Loison..... p. 1729

Versement d'un mois supplémentaire de prestations familiales au cours du quatrième trimestre 1949. — Proposition de résolution de M. Bonnet..... p. 1729

Loi de finances pour l'exercice 1950. — Projet de loi..... p. 1729

Feuille 56.

Loi de finances pour l'exercice 1950. — Projet de loi (*suite*)... p. 1761

Feuille 57.

Loi de finances pour l'exercice 1950. — Projet de loi *(suite)*... p. 1793
Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. — Projet de loi..... p. 1807

Feuille 58.

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. — Projet de loi *(suite)* ..... p. 1825

Feuille 59.

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. — Projet de loi *(suite)* ..... p. 1857
Statut du fermage. — Proposition de résolution de M. Hénault ..... p. 1857
Nouvelles avances pour le Trésor à la caisse nationale de crédit agricole. — Proposition de loi de M. Gilles Gozard. p. 1858
Modification de l'article 1er de la loi du 9 mai 1946 relative à l'autonomie administrative et financière des Comores. — Avis..... p. 1858
Application aux agents retraités des collectivités locales du régime de sécurité sociale appliqué aux fonctionnaires retraités de l'Etat. — Proposition de loi de M. Cordonnier ..... p. 1858
Délais impartis aux assemblées locales pour fixer les abattements sur les patentes. — Rapport de M. Jean Blocquaux ..... p. 1858
Codification et renforcement de la lutte antialcoolique. — Proposition de résolution de M. Cordonnier..... p. 1858
Association de l'Assemblée nationale au deuil éprouvé par les ailes françaises lors de l'accident de l'avion régulier d'Air France Paris—New-York tombé aux Açores le 28 octobre 1949. — Rapport par M. Beauquier..... p. 1859
Création d'un établissement administratif permanent à l'île Amsterdam. — Rapport par M. Castellani..... p. 1859
Développement du tourisme dans divers départements. — Rapport par M. Louis Martel..... p. 1860
Emploi de certains extraits dilués dans les boissons ou de tous autres produits d'origine végétale ou chimique susceptibles de mettre en danger la santé publique. — Proposition de loi de M. Thibault..... p. 1861
Bénéfice au profit des victimes civiles des incendies de forêt des dispositions de la loi du 20 mai 1946 concernant les victimes civiles de la guerre. — Proposition de loi de M. Audeguil..... p. 1861
Assouplissement des mesures restrictives de liberté des voyages internationaux. — Rapport par M. Livry-Level. p. 1861
Protection de l'olive métropolitaine en l'intégrant dans le plan de sept ans défini par le décret n° 47-1402 du 26 juillet 1947. — Proposition de loi de M. Zunino..... p. 1861
Relèvement du taux de la prime d'encouragement à la reconstitution des oliveraies et accord des crédits nécessaires à son financement. — Proposition de loi de M. Lucien Lambert ..... p. 1862
Accord, à partir du 1er décembre 1949, à tous les travailleurs employés dans les mines, du transport gratuit du charbon qui leur est alloué. — Proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute..... p. 1862
Etablissement du statut du personnel de la compagnie Air France. — Proposition de résolution de M. Midol..... p. 1863
Exercice et organisation des professions de médecin, chirurgien dentiste et de sage-femme. — Rapport par M. Pierre-Fernand Mazuez..... p. 1863
Règlement définitif des comptes de l'Assemblée nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique pour l'exercice 1947. — Rapport par M. Aubry. p. 1865
Accord aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignées par les malades de la réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de chemin de fer et de la franchise postale. — Proposition de loi de M. Mora..... p. 1867
Considération de la poliomyélite comme maladie permettant d'accorder aux fonctionnaires le bénéfice des dispositions de l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946. — — Proposition de loi de M. Barthélémy..... p. 1867
Modification du régime d'imposition de certaines exploitations de polyculture. — Proposition de loi de M. Palewski ..... p. 1867
Garantie de l'écoulement normal de notre production d'huile d'olive, limitation des importations d'huiles étrangères et établissement et réalisation d'un programme de recherches, d'amélioration et de vulgarisation oléicole et oléotechnique. — Proposition de résolution de M. Michel..... p. 1868
Accord à tous les prestataires de la caisse autonome des mines d'une prime de vie chère de 3.000 F, payable le 1er décembre 1949 et renouvelable. — Proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute..... p. 1868
Statut des déportés et internés de la Résistance. — Proposition de résolution de M. Roger Roucaute..... p. 1868
Ouverture de nouveaux chantiers de barrage dans les Alpes du Dauphiné et de Savoie. — Proposition de résolution de M. Billat..... p. 1869
Prescription aux banques d'appliquer dans un esprit plus libéral la décision du conseil national de crédit du 29 septembre 1948 qui limitait les ouvertures de crédit et les soumettait à des justifications et autorisations préalables. — Proposition de résolution de M. Deshors. p. 1869
Renforcement des pénalités pour l'émission des chèques sans provision. — Proposition de résolution de M. Deshors. p. 1870
Affectation des bénéfices de la loterie nationale au financement de la retraite du combattant. — Rapport par M. Touchard..... p. 1870
Péréquation intégrale des retraites civiles et militaires. — Rapport par M. Cherrier..... p. 1870
Augmentation des prestations de la sécurité sociale et des prestations familiales et simplification et amélioration de la gestion des organismes de la sécurité sociale. — Proposition de loi de M. Croizat..... p. 1871
Extension du bénéfice de la prime exceptionnelle aux salariés des professions agricoles et forestières. — Rapport par M. Hilaire Perdon..... p. 1872
Augmentation des retraites minières et de toutes les prestations servies par la caisse autonome des mines. — Proposition de loi de M. Gabriel Roucaute..... p. 1872
Amélioration de la situation des chômeurs totaux et partiels. — Proposition de loi de M. Patinaud..... p. 1872
Organisation de la célébration du centenaire de la fondation de l'école normale militaire de gymnastique et d'escrime de Joinville-le-Pont. — Proposition de résolution de M. Joinville..... p. 1874
Accord de l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949. — Proposition de loi de M. Gérard Duprat ..... p. 1875
Accord à la carte sociale des économiquement faibles d'un caractère de priorité afin de faciliter l'accès de divers transports publics aux titulaires de ladite carte. — Proposition de résolution de M. Midol..... p. 1875
Obligation de l'assurance automobile et création d'une caisse de garantie. — Proposition de résolution de M. Deshors. p. 1875
Suppression de certaines mesures de radiation des listes électorales. — Rapport par M. Minjoz..... p. 1876
Statut du personnel des trésoreries des invalides de la marine. — Proposition de résolution de M. Cayol..... p. 1876
Institution d'une commission pour étudier le problème de l'immigration des Nord-Africains dans la métropole. — Proposition de résolution de M. Benchennouf..... p. 1877
Régime des pensions civiles et militaires. — Proposition de loi de M. Siefridt..... p. 1878
Composition et fonctionnement du Conseil économique. — Proposition de loi de M. Max Brusset..... p. 1879
Retour du montant de la contribution des patentes due pour l'année 1949 à celui qui a été payé par les assujettis pendant l'année 1948. — Rapport par M. Blocquaux..... p. 1879
Modification et complément aux dispositions de la loi du 20 juillet 1949 permettant la revision du montant des patentes en 1949. — Rapport par M. Blocquaux..... p. 1878
Ajournement de l'application de l'article 107 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale. — Rapport par M. Charles Barangé..... p. 1878
Prorogation jusqu'au 15 décembre 1949 des délais accordés par la loi du 20 juillet 1949 aux collectivités locales pour procéder à une réduction du montant des patentes. — Proposition de loi de M. Louis Rollin..... p. 1879
Non-répercussion des coupures de courant électrique sur le fonctionnement des établissements hospitaliers. — Proposition de résolution de M. Castellani..... p. 1879
Retour à la liberté du marché des fromages de garde. — Proposition de résolution de M. Jean Masson..... p. 1879
Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée ..... p. 1880
Dispositions nécessaires pour éviter les coupures de courant électrique aux hôpitaux et maisons de santé agréées. — Proposition de résolution de M. Maurice Fredet..... p. 1880
Versement d'une avance à la caisse centrale du crédit maritime mutuel — Proposition de résolution de M. Guiguen. p. 1880
Secours aux familles des péris en mer au cours de la tempête des 24, 25 et 26 octobre 1949. — Proposition de résolution de M. Guiguen..... p. 1881
Institution d'un laboratoire national du ministère de la santé publique et de la population groupant en laboratoire unique le laboratoire central du ministère de la santé publique et de la population, le laboratoire de contrôle des médicaments antivénériens et l'institut supérieur de vaccine. — Rapport par M. Barrot..... p. 1881
Modification de l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les loyers. — Proposition de loi de M. Ramarony..... p. 1885
Organisation et protection contre les incendies et autres fléaux et remise en valeur de la forêt de Gascogne. — Proposition de loi de M. Garcia..... p. 1886

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret n° 50-572 du 18 mai 1950 relatif aux honoraires alloués pour la direction des travaux d'architecture exécutés au compte de l'Etat (ministère de la justice).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu les articles 52 de la loi de finances du 27 février 1912, et 85 de la loi de finances du 8 août 1947, relatifs aux honoraires alloués aux architectes pour la direction des travaux exécutés au compte de l'Etat;

Vu le décret du 7 août 1929 fixant les honoraires alloués aux architectes chargés des travaux pour le compte du ministère de la justice,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 1er du décret du 7 août 1929, fixant les honoraires alloués aux architectes chargés des travaux pour le compte du ministère de la justice, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Les honoraires alloués aux architectes à l'occasion des travaux de toute nature exécutés au compte de l'Etat (ministère de la justice) ne peuvent dépasser, pour les premiers 10 millions de francs, 5 p. 100 du montant des mémoires après règlement, revision et application des rabais, savoir:

« Composition des projets, plans, devis, cahiers des charges.....	2	p. 100.
« Direction et conduite des travaux.....	1,75	—
« Vérification des travaux et règlement des mémoires	1,25	—
« Soit ensemble.....	5	p. 100.

Et, au-dessus de 10 millions de francs, 4 p. 100, savoir:

« Composition des projets, plans, devis, cahiers des charges.....	1,60	p. 100.
« Direction et conduite des travaux.....	1,40	—
« Vérification des travaux et règlement des mémoires	1	—
« Soit ensemble.....	4	p. 100.

« Si l'administration juge utile de confier la vérification et le règlement à un vérificateur spécial, celui-ci reçoit, à titre d'honoraire, 1 p. 100 au plus, à déduire des honoraires de l'architecte.

« Quand les projets, plans et devis établis sur demande régulière de l'administration ne sont pas suivis d'exécution, il est dû, de ce chef, aux architectes, des honoraires spéciaux. Le taux de ces honoraires, qui est fixé par le garde des sceaux, ministre de la justice, compte tenu, le cas échéant, de l'état d'avancement de l'étude, ne peut être supérieur à 2 p. 100 du montant du projet.

« Si les travaux venaient ensuite à être exécutés, le montant de l'allocation accordée en vertu du paragraphe précédent serait déduit des honoraires de l'architecte ».

Art. 2. — Le décret susvisé du 7 août 1929 est complété par un article 4 *bis*, ainsi conçu:

« Lorsque les travaux sont exécutés à plus de 20 km de leur résidence ordinaire, les architectes peuvent recevoir, pour frais de voyage et, éventuellement, de séjour, une allocation spéciale calculée sur les bases du tarif suivant:

« *a*) Frais de transport:

« 1° Chemins de fer, tramways, bateaux, voitures publiques: remboursement du prix réel de transport en 1re classe pour les architectes, en 2e classe pour les vérificateurs;

« 2° Voitures particulières (à défaut de tout autre moyen de communication): attribution des indemnités kilométriques allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat utilisant leur voiture personnelle dans l'intérêt du service;

« *b*) Frais de séjour:

« Les frais de séjour ne donnent lieu à remboursement que dans les cas d'absence excédant sept heures. Les architectes et les vérificateurs peuvent, dans ce cas, recevoir des indemnités pour frais de mission dans les conditions et aux taux prévus pour les fonctionnaires du groupe II en ce qui concerne les architectes, et du groupe III en ce qui concerne les vérificateurs ».

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 4. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet à compter du 1er janvier 1949.

Fait à Paris, le 18 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ MAYER.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

Décret du 18 mai 1950 portant nomination d'un adel.

Par décret en date du 18 mai 1950, M. Nouï Mehidi Zine Labidine, adel à la mahakma de Châteaudun-du-Rhumel, est nommé, sur sa demande, en la même qualité, à la mahakma de Bône, poste qu'il occupait précédemment.

Complément à la liste des registres de l'état civil à reconstituer dans le ressort de chaque cour d'appel.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi du 15 décembre 1923 relative à la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre, modifiée par la loi provisoirement applicable du 6 février 1941;

Vu l'article 5, alinéa 2, du décret du 30 octobre 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi;

Vu l'arrêté du 12 février 1947 et les arrêtés subséquents fixant la liste des registres de l'état civil à reconstituer dans le ressort de chaque cour d'appel, et nommant les membres des commissions de reconstitution,

Arrête:

Article unique. — La liste des actes de l'état civil à reconstituer, publiée au tableau A annexé à l'arrêté du 12 février 1947 modifié, est complétée ainsi qu'il suit:

COMMUNE	NATURE DES ACTES DÉTRUITS	ANNÉES
Cour d'appel de Nancy.		
DÉPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE		
Arrondissement de Toul.		
Canton de Colombey-les-Belles.		
Housselmont ...	Actes de toute nature.....	1860 à 1862 1913 1915 à 1924 1926 à 1927 1929 à 1937

Fait à Paris, le 16 mai 1950.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
JACQUES DONNEDIEU DE VABRES.

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Décret n° 50-539 instituant une commission extraparlementaire chargée d'étudier les problèmes économiques et financiers créés par l'excédent de la production d'alcool.

Rectificatif au *Journal officiel* du 16 mai 1950, page 5287, 1re colonne, article 4, 2e ligne, au lieu de: « ...pourront obtenir communication à tous les rapports... », lire: « ...pourront obtenir communication de tous les rapports... ».

Tirage au sort des cinq séries du fonds 4 p. 100 amortissable 1934.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi du 23 décembre 1933;

Vu le décret du 11 juillet 1934, portant création d'obligations du Trésor 4 p. 100 amortissable et fixant (art. 3) les dates des tirages au sort des séries remboursables,

Arrête:

Art. 1er. — Le lundi 5 juin 1950, à dix heures du matin, il sera procédé publiquement dans la salle des guichets de la direction de la dette publique, 29-31, rue du Bac, au tirage au sort des cinq séries du fonds 4 p. 100 amortissable 1934 (décret du 11 juillet 1934) qui, aux termes du décret précité, doivent être remboursées le 16 juillet 1950.

A cet effet, cinq des bulletins indiquant les numéros des séries à rembourser seront extraits successivement de la roue destinée à cette opération.

Art. 2. — Le présent arrêté sera déposé au bureau chargé du contreseing pour être publié au *Journal officiel* et notifié à qui de droit.

Fait à Paris, le 15 mai 1950.

Pour le ministre des finances et des affaires économiques:
Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
Pour le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et par délégation:
Le directeur du cabinet,
MICHEL GAUDET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'arrêté en date de ce jour réglant les conditions du tirage des cinq séries du fonds 4 p. 100 amortissable 1934 (décret du 11 juillet 1934) à rembourser le 16 juillet 1950,

Arrête:

Art. 1er. — Une commission est instituée à l'effet de procéder aux opérations prescrites par l'arrêté susvisé.

Art. 2. — Sont nommés membres de cette commission:

Le directeur de la dette publique ou son représentant, président.

Le directeur général chargé de la direction des opérations financières de la caisse autonome d'amortissement ou son représentant.

Le directeur du Trésor ou son représentant.

Un administrateur du 1er bureau du service des rentes qui remplit les fonctions de secrétaire.

Art. 3. — Le présent arrêté sera déposé au bureau chargé du contreseing pour être publié au *Journal officiel* et notifié à qui de droit.

Fait à Paris, le 15 mai 1950.

Pour le ministre des finances et des affaires économiques:
Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
Pour le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et par délégation:
Le directeur du cabinet,
MICHEL GAUDET.

Emission d'obligations par Electricité de France.

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 mai 1950: page 5599, 1re colonne, visas, compléter les visas par: « Vu le décret n° 50-565 du 18 mai 1950 »; article 5, 6e alinéa, 2e ligne, au lieu de: « conformément à l'article 3 », lire: « conformément à l'article 4 »; 2e colonne, article 8, 1er alinéa, 2e ligne, au lieu de: « conformément aux dispositions du décret susvisé », lire: « conformément aux dispositions du décret n° 48-1795 du 26 novembre 1948 susvisé ».

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Administration centrale.

Par arrêté en date du 13 mai 1950, pris en application de l'ordonnance du 29 novembre 1944 et après avis de la commission de reclassement des personnels civils de la guerre, la situation administrative de M. Plessis (Gaston-René), rédacteur principal, a été revisée comme il suit, pour la période du 1er janvier 1938 au 31 décembre 1945:

Rédacteur principal de 1re classe, à compter du 1er janvier 1938;
Sous-chef de bureau de 3e classe, à compter du 1er janvier 1943;
Sous-chef de bureau de 2e classe, à compter du 18 mars 1944.

Ordre de nomination (armée de l'air, active).

Les sous-officiers dont les noms suivent, inscrits au tableau d'avancement de l'année 1950 ou figurant sur les listes d'ancienneté des sous-officiers de carrière, sont nommés aux grades ci-après, à compter du 1er mars 1950:

ACTIVE

I. — **Au grade d'adjudant-chef.**

Les adjudants:

A. — CORPS DU PERSONNEL NAVIGANT

Pilote.

Sourd (Elie), G. A. O. A. 2.
Léger (Robert-Gabriel), G. T. L. A. 2/60.
Ferrero (Ismaël), G. A. O. A. 2.
Soulet (Roger-Jean), E. L. A. 44.
Cazeneuve (Antoine), G. T. A. 1/64.

Mitrailleur.

Fabre (Pierre-Fernand), B. A. 706.

Radiotélégraphiste en avion.

Haulin (Charles-Jean), G. L. A. 48.
Clément (Henri-Marie), E. L. A. 51.
Brun (François-Pierre), B. A. 706.
Calaudi (Antoine-Paul), G. T. A. 1/64.

Mécanicien volant.

Sellier (Robert-Michel), G. L. A. 48.
Dandreau (Jean-Alexis), G. T. 2/61.
Bataille (René-André), G. T. L. A. 2/60.
Hiliau (Pierre), G. T. 1/63.

Parachutiste d'essai.

Sergeant (Odiscar-Jean), B. A. 118.

B. — CORPS DU PERSONNEL NON NAVIGANT SPÉCIALISTE

Mécanicien avion.

Mugneret (André-Pierre), parc 2/140.
Penavayre (Roger-Georges), P. C. 482.
Ricard (Alfred-Daniel), G. T. 1/25.
Barre (Albert-Elie), E. O. M. 84.
Charenton (Adolphe-Louis), B. A. 121.
Kesler (Léopold-Jean), G. T. 1/25.
Bouquin (Marcel-Anatole), E. A. A. 602.
Dufert (Hubert-Henri), parc 2/708.
Auberge (Louis-Marius), B. E. 949.
Gabriel (Arsène-Victor), B. A. 706.
Pierre (Jean-Marcel), B. A. 721.
Chaland (Pierre), G. T. 2/61.
Boisnard (Robert-Jean), parc 2/106.
Grezet (Henri), D. T. I. C. A. R.
Billères (Georges), S. T. M. A. 671.
Verney (Claudius-Louis), E. A. A. 601.
Stiker (Paul-Henri), B. A. 121.
Leclercq (Roland-Jean), G. T. L. A. 1/60.
Chatelain (Georges-Etienne), G. T. 2/64.
Lejeune (Georges-Marie), G. T. 1/63.
Lux (Aloïse-Louis), G. C. 1/2.
Besseron (Maurice-Gérard), G. C. 1/1.

Mécanicien armement.

Loiseau (Jules-Alexandre), D. T. I. A.
Ozeel (Jean-Pierre), C. T. R. R. T. 472.
Barthoulot (Henri-René), G. T. L. A. 2/60.
Constance (Roger), B. A. 705.

Télémécanicien.

Pauly (Jean-Charles), B. A. 1/209.
Martin (Georges-Alfred), C. T. A. 803.
Provost (André-Victor), S. T. T. A.
Chauve (Roger-Jean), C. T. A. 804.
Felaix (Pierre-Jean), B. A. 1/209.
Imbard (Henri-Charles), C. T. A. 805.
Zeriatti (Marcel), S. M. A. A.
Sarraud (Victor), C. E. I. T.
Bon (Pierre-Louis), G. C. 2/3.
Rousseau (René-Gabriel), G. T. L. A. 2/60.
Chovet (Henri-Pierre), G. R. 1/33.
Aguffe (Gilbert-Paul), B. A. 118.
Mirac (Jean), C. T. A. 803.
Bernicat (Jean-François), C. T. A. 809.
Leville (Pierre), C. T. A. 808.
Lebreau (Léon), G. T. 1/63.
David (Albert-Alphonse), S. G. A. C. C.
Buhler (Henri-Louis), B. A. 723.
Ducastaing (Germain), G. T. L. A. 2/60.
Saurel (Roger-Louis), C. T. A. 804.

Mécanicien équipement (bord et photo)

Cadet (Ernest-René), S. S. O. P. A. A.
Heitzler (Ernest-Georges), B. A. T. T. 106.
Freydefont (Albert), G. R 1/31.
Hugot (Pierre), G. L. A. 48.
Bernard (André-Charles), S. T. A.
Ruch (Pierre-Joseph), G. R. 1/33.
Kicinski (François-Jean), G. T. 3/61.
Vincent (Gilbert), E. R. 33.
Lamure (Maurice-François) B. A. 707.

Mécanicien atelier (toutes sous-spécialités).

Herbster (Albert-Paul), C. R. R. T. 461.
Dubourg (René-Pierre), A. R. A. A. 681.
Carpentier (Roger-Marcel), C. R. R. T. 433.
Bergua (Roger-Albert), A. S. R. M. A. 862.
Vieuxmaire (Henri-Auguste), B. A. 721.
Gonnet (Georges), E. R. O. M. 80.
Kluijtmans (John-Christian), C. R. R. T. 485.
Guedenet (Robert-Claude), G. T. 1/63.
Torre (André-Léonard), C. A. 1/149.

C. — Corps du personnel non navigant du service général

Infirmier.

Chaumanet (Jean-Charles), S. S. A., Afrique occidentale française.

Moniteur d'éducation physique.

Fenger (Ernest), B. A. 109.
Voisin (Jean-Georges), B. A. 1/702
Venec (Jean-Raoul), B. A. 721.

Exploitant des transmissions.

Jardel (Jean-Alain), C. T. A. 803.

Musicien.

Dhainaut (Alphonse), musique air.

Chauffeur.

Portella (Emile-Joseph), E. M. ah E. O.
Keller (Robert), 281e compagnie de B. R. E.

Secrétaire d'état-major.

Mettefeu (Roger-Hippolyte), E. M. C. S. E. A. et 3e R. A.
Jeudy (Louis-Maurice), A. S. F. A.
Martin (Frédéric-Lucien), B. A. 701.
Gil (Léon-Georges), S. P. A. A.
Berque (Jean-René), parc 2/188.
Longueville (Louis), E. M. G. F. A. A.
Callieret (Marius-Léon), E. A. A. 601.
Daubigne (Gérard-Yves), B. A. 722.
Chipot (René-Charles), C. M. 227.
Jaumard (Jean-Louis), S. P. A. A.
Garbe (Marcel-Robert), C. A. en Afrique équatoriale française.
Pausset (Paul-Emmanuel), E. M. air, Algérie.
Beaucher (René-Marcel), E. M. G. F. A. A.
Barbe (Pierre-Jean), B. A. 117.
Quetelard (Robert-Gaston), S. P. A. A.
Gerbaud (Jean-Edgard), E. M. C. S. E. A. et 3e R. A.
Hiriart (Jean), G. T. 1/63
Penaux (André-Lucien), cabinet militaire.

Contrôleur de piste.

Jacquet (Gaston-Pierre), C. L. A. Toulouse.

Moniteur au sol d'entraînement au P. S. V.

Simon (Emmanuel-Michel), C. I. E. T.

Fusilier de l'air.

Choffat (Charles-Albert), B. A. 1/102.
Guillon (Henri), C. T. R. R. T. 473.
Saleck (Guillaume), B. A. 121.
Lancelot (André-Louis), E. A. A. 601.
Dupont (Jules-Auguste), C. R. A. P. 201.
Briquet (Robert-René), M. C. H. 798.
Godichal (Adrien-Louis), C. R. A. P. 201.
Gehin (Georges-Emilien), C. C. A. A. A.
Vinnac (Marcel-Gaston), D. G. 3/139.
Bordat (Armand), B. A. 1/114.
Peuvrel (René-Eytienne), B. A. 118.
Vautard (Pierre-Nicolas), B. A. 1/112.
Simonne (Henri-Charles), B. E. 740.
Merello (André-Joseph), Z. D. A. 902.

Comptable.

Jiguet-Covex (Joseph-Hubert), C. A. B. 755.
Garcia (Marcel-Clément), C. E. I. T.
Kollicker (Armand), B. E. 740.

Expert textiles et cuirs.

Poteau (Jean-Pierre), M. C. N. 798.

Gérant de mess.

Escafre (Henri-François), B. A. 706.
Beauvillain (François), G. T. 1/63.
Bigou (Léonce-Robert), B. A. 1/209.

II. — **Au grade d'adjudant.**

Les sergents-chefs:

A. — Corps du personnel navigant

Pilote.

1er tour (choix). Boureau (Georges-Ernest), G. C. 1/3.
2e tour (choix). Bon (Michel-Gabriel), G. T. 1/63.
3e tour (choix). Collas (Georges-Louis), G. A. O. A. 2.
4e tour (ancienneté). Leclerc (Henri), E. O. M. 82.
1er tour (choix). Molinie (Paul-François), E. R. O. M. 80.
2e tour (choix). Henry (René), G. T. 3/61.

Mitrailleur.

1er tour (choix) Mattei (Fritz-Honoré), G. T. 1/25.
2e tour (choix) Melmoux (Lucien-Etienne), E. L. A. 51.
3e tour (choix). Espinet (Roger-Georges), G. T. 2/61.
4e tour (ancienneté). Barra (René-Louis), G. T. 1/63.

Radiotélégraphiste en avion.

1er tour (choix). Herbet (Raymond-Camille), S. G. A. C. C.
2e tour (choix). Pennamen (Pierre-Marie), B. A. 706.
3e tour (choix). Germond (Pierre-Désiré), E. O. M. 84.
4e tour (ancienneté). Demion (René), E. M. 60e escadre.
1er tour (choix). Denglos (Roger-Lucien), G. L. A. 50.

Mécanicien volant.

1er tour (choix). Ricard (André-Marcel), G. T. 3/61.
2e tour (choix). Moureaud (Henri-Georges), G. T. L. A. 2/60.
3e tour (choix). Gillet (Jean-Marie), G. T. L. A. 1/60.
4e tour (ancienneté). Queteuil (Robert-Léon), G. T. 2/61.
1er tour (choix). Sauton (Georges-Guy), E. M. G. M. M. T. A.
2e tour (choix). Boulanger (Marcel-Fernand), G. T. 2/61.
3e tour (choix). Barthon (Jean), G. T. 2/61.
4e tour (ancienneté). Dourthe (Jean-Louis), G. T. 2/60.

B. — Corps du personnel non navigant spécialiste

Mécanicien avion.

1er tour (choix). Golfouse (André-Georges), G. T. 1/62.
2e tour (choix). Lehoul (Alban-Edmond), B. A. 707.
3e tour (choix). Dubloc (Jean-Louis), B. A. 703.
4e tour (ancienneté). Girault (Roger-Eugène), air A. O. F.
1er tour (choix). Marchal (Gaston-Paul), C. T. 2/61
2e tour (choix). Guerineaud (André-Roger), B. A. 721.
3e tour (choix). Demay (Robert-Désiré), S. M. A. A.
4e tour (ancienneté). Wiart (Jean-Jules), E. A. A. 606.
1er tour (choix). Maury (Claude-Roger), A. C. E. V.
2e tour (choix). Fourcade (Léon-Adrien), B. E. 703.
3e tour (choix). Taltegrain (Pierre-Gaston), B. E. 722.
4e tour (ancienneté). Salabert (Jean), A. R. A. A. 681.
1er tour (choix). Couget (Maurice-Antoine), B. A. 721.
2e tour (choix). Chalaye (Marcel-Jean). B. A. 721.
3e tour (choix). Raymond (Roger-Clément), parc 2/110.
4e tour (ancienneté). Abric (Marcel-André), D. T. R. A. Alger.
1er tour (choix). Guerin (Denis-Louis), G. T. 1/25.
2e tour (choix). Rousset (Edouard-Marius), G. T. L. A. 1/60.
3e tour (choix). Gageard (Maurice-Laurent), G. A. O. A. 3.
4e tour (ancienneté). Vachez (Martial-Jean), parc 2/106.
1er tour (choix). Perla (Pierre-Félicien), B. A. 118.
2e tour (choix). Flin (Jean-Gabriel), E. P. A. A. 58.
3e tour (choix). Ory (Jean-Edmond), 61e E. T.
4e tour (ancienneté). Degousse (Fernand), E. P. A. A. 58.
1er tour (choix). Berland (Georges-Eugène), G. C. 1/2.
2e tour (choix). Joanlanne (Gilbert-Louis), S. M. A. A.
3e tour (choix). Robert (Etienne), P. C. 482.
4e tour (ancienneté). Drugeon (Gabriel), B. A. 701.
1er tour (choix). Lafargue (Pierre), G. C. 1/1.
2e tour (choix). Berger (Henri), B. A. 721.
3e tour (choix). Estelle (Marcel-Marius), E. M. 3e R. A.
4e tour (ancienneté). Carpentier (Jean), parc 11/106.
1er tour (choix). Simon (Albert-François), G. C. 2/2.

Mécanicien armement.

1er tour (choix). Brocheriou (Raymond-Sylvain), parc 2/708.
1er tour (choix). Simon (Albert-François), G. C. 2/2.
3e tour (choix). Larroque (François-Louis), B. E. 706.
4e tour (ancienneté). Pelletier (Adrien-Charles), E. O. M. 86.
1er tour (choix). Barbaux (Jean-Jules), G. C. 2/3.

Télémécanicien.

1er tour (choix). Quentin (Georges), A. P. E. 1/609.
2e tour (choix). Fabre (Auguste), B. A. 160.
3e tour (choix). Neuville (Hubert-Marie), C. E. T. 815.
4e tour (ancienneté). Riboulot (André-Marie), B. A. 701.
1er tour (choix). Veirun (Pierre-Emile), C. T. A. 1/805.
2e tour (choix). Jouen (Gaston-Raymond), S. T. T. A.
3e tour (choix). Vinet (Marcel-Max), E. P. A.
4e tour (ancienneté). Buscoz (Robert-André), C. T. T. 4/72.
1er tour (choix). Lleida (René-Jacques), B. A. 723.
2e tour (choix). Ferchat (Jean-Yves), B. A. 723.
3e tour (choix). Chalainier (Louis-Julien), C. I. E. T.
4e tour (ancienneté). Clair (André-François), C. T. A. 809.
1er tour (choix). Perdrix (Albert-Célestin), C. E. I. T.
2e tour (choix). Panzani (Paul-Louis), B. D. C. A. 72.
3e tour (choix). Pietrini (Auguste-Charles), C. E. T. 815.
4e tour (ancienneté). Bruvier (Denis-Georges), dét. trans. en Allemagne.

Mécanicien équipement (bord et photo).

1er tour (choix). Orgeas (André-Charles), 2e E. C.
2e tour (choix). Dassise (Maurice-Léon), E. R. O. M. 80.
3e tour (choix). Fayet (Pierre), C. E. A. M.
4e tour (ancienneté). Boyer (Georges), G. R. 6/31.
1er tour (choix). Peudes (Jean-Léon), B. E. 708.

Mécanicien atelier (toutes sous-spécialités).

1er tour (choix). Marion (Armand-Emile), E. R. 33.
2e tour (choix). Combaz (Jean-Eugène), E. P. A.
3e tour (choix). Cosia (Etienne), C. R. R. T. 461.
4e tour (ancienneté). Richou (Henri), parc 2/118.
1er tour (choix). Vidal (Léonce-Jean), B. A. 117.
2e tour (choix). Durand (Henri-Marius), C. I. E. T.

C. — Corps du personnel non navigant du service général

Infirmier.

1er tour (choix). Liebert (Ferdinand-Jean), B. A. 723.

Moniteur d'éducation physique.

1er tour (choix). Demachter (Hubert-Martial), B. A. O. M. 1/170.

Exploitant des transmissions.

1er tour (choix). Brutails (Roger-Lucien), C. G. A. A. A.
2e tour (choix). Ducommun (Jean), 801e C. T. A.
3e tour (choix). Tchakerian (Michel), C. E. T. 802.
4e tour (ancienneté). Cezard (Paul), B. A. 117.
1er tour (choix). Escudie (Georges-Pierre), C. T. A. 804.

Musicien.

Babin (André), musique de l'air.

Chiffreur.

1er tour (choix). Gorsse (André-Henri), D. B. A. 114.

Secrétaire d'état-major ou dactylo.

1er tour (choix). Morard (Jean-Léonard), S. P. A. A.
2e tour (choix). Lamboray (Robert-Joseph), S. P. A. A.
3e tour (choix). Remeau (France-Marcel), E. M. 61e E. T.
4e tour (ancienneté). Charpentier (Lucien), E. M. 2e R. A.
1er tour (choix). Kohler (Félix-Louis), B. A. 1/157.
2e tour (choix). Viennet (Gilbert-Léon), service information.
3e tour (choix). Lheritier (Henri-Marcel), E. M. B. A. 102.
4e tour (ancienneté). Boyard (Raoul-Paul), 4e escadre.
1er tour (choix). Deschamps (Jean-René), B. A. 1/139.
2e tour (choix). Boucher (Emile-André), E. M. 5e R. A.
3e tour (choix). Tournier (Georges-Edmond), C. E. T. 815.
4e tour (ancienneté). Devos (Paul-Armand), P. C. 482.
1er tour (choix). Orlandi (Roger-Henri), G. T. 1/63.
2e tour (choix). Leman (Robert-Roger), B. A. 160.
3e tour (choix). André (Robert-Jean), P. D. C. 71.
4e tour (ancienneté). Anelle (Henri-Charles), S. P. A. A. 4.

Contrôleur de piste.

1er tour (choix). Pauthonier (Pierre-Lionel), 3e E. C.
2e tour (choix). Cailloux (Marcel), C. L. A. Dijon.

Moniteur au sol d'entraînement au P. S. V.

1er tour (choix). Colson (Jean-René), B. E. 708.

Fusilier de l'air.

1er tour (choix). Roques (Maurice-Marc), G. T. 1/62.
2e tour (choix). Boehler (Edouard-Marcel), B. A. 112.
3e tour (choix). Knoderer (Jean), E. M. 61e E. T.
4e tour (ancienneté). Combecave (Paul), C. A. A. 5/72.
1er tour (choix). Madec (Eugène), E. A. A. 601.
2e tour (choix). Lequeux (Marcel-René), B. A. O. M. 1/162.
3e tour (choix). Mouton (Daniel-Ferdinand), 2e E. C.
4e tour (ancienneté). Michaud (François), P. C. 482.
1er tour (choix). Sanchez (Jules-Raymond), D. M. A. A. 631.
2e tour (choix). Lambillon (Robert), E. M. 60e esc.
3e tour (choix). Charlier (Albert-Marcel), B. A. 121.
4e tour (ancienneté). Bejean (Emile-Robert), B. A. 1/111.
1er tour (choix). Foynat (Jean-Emile), 61e E. T.
2e tour (choix). Nessler (Alfred), 281e C. B. R. E.

Comptable.

Les sergents-majors:
1er tour (choix). Moulucon (Lucien-Noël), C. A. 1/173.
2e tour (choix). Toiron (René-Simon), B. A. 209.
3e tour (choix). Gratias (Alphonse-Georges), D. B. A. T. S. 190.
4e tour (ancienneté). Peres (François), B. A. 111.

Expert textiles et cuirs.

Le sergent-chef:
1er tour (choix). Chouet (Pierre-Henri), M. C. H. 797.

III. — **Au grade de sergent-major.**

Comptable.

Les sergents-chefs:
1er tour (choix). Girsch (Henri), O. L. C. B. A. 772.
2e tour (choix). Sudour (Louis-Gilbert), E. M. G. M. M. T. A.
3e tour (choix). Marais (Edouard-Jean), B. A. O. M. 1/181.
4e tour (ancienneté). Mangin (Georges), B. A. 117.
1er tour (choix). Bois (Marcel-Jean), B. A. 109.

IV. — **Au grade de sergent-chef.**

Les sergents:

A. — Corps du personnel navigant

Pilote.

1er tour (choix). Juret (Jean-Marie), G. A. O. A. 3.
2e tour (choix). Brenot (Philippe-Auguste), B. A. 705.
3e tour (choix). Boudinet (Pierre-Jean), C. R. A. P. 204.
4e tour (ancienneté). Negaret (Marcel), C. E. R. A. Villacoublay.
1er tour (choix). D'Huist (Jean-Jules), B. A. 705.
2e tour (choix). Cave (Jean), G. C. 1/1.
3e tour (choix). Allegraud (Marcel-François), G. Ae O. A. 3.
4e tour (ancienneté). Liste épuisée.
1er tour (choix). Chabas (Paul-Germain), G. C. 2/3.
2e tour (choix). Peyre (Louis-Antoine), B. A. 702.

Mitrailleur.

1er tour (choix). Delcloy (Georges), B. A. 706.
2e tour (choix). Vernaton (Louis-Désiré), G. T. 1/61.
3e tour (choix). Biroleau (Jean), B. A. 706.
4e tour (ancienneté). Liste épuisée.

Radiotélégraphiste en avion.

1er tour (choix). Four (Raymond-François), E. O. M. 82.
2e tour (choix). Barloy (Jacques-Fernand), G. L. A. 50.
3e tour (choix). Godillot (Gabriel), E. L. A. 41.
4e tour (ancienneté). Liste épuisée.
1er tour (choix). Marcoud (Jean-Marcel), G. T. L. A. 2/60.
2e tour (choix). Gherardi (Ernest-Paul), E. L. A. 41.

Mécanicien volant.

1er tour (choix). Galea (Jean), G. T. 1/25.
2e tour (choix). Audounet (Roger-Antoine), B. A. 162.
3e tour (choix). Jaubert (Gabriel-Joseph), G. T. 1/25.
4e tour (ancienneté). Zimmermann (Lucien), E. O. M. 82.
1er tour (choix). Corbet (André-Jean), G. T. L. A. 2/60.
2e tour (choix). Trincat (Xavier-Jean), G. T. 1/25.

B. — Corps du personnel navigant spécialiste

Mécanicien avion.

1er tour (choix). Bernot (André-Jean), 61e E. T.
2e tour (choix). Riou (Louis-Marie), C. R. A. P. 205.
3e tour (choix). Andrieu (Jean-Julien), B. A. 708.
4e tour (ancienneté). Danger (Ernest), C. I. E. T. Toulouse.
1er tour (choix). Camborde (Fernand-Marcel), Z. D. A. 901.
2e tour (choix). Aubrun (Marcel-Maurice), B. A. 708.
3e tour (choix). Poupart (Henri-Charles), E. A. A. 601.
4e tour (ancienneté). Lazareth (Antoine), parc 2/106.
1er tour (choix). Choquel (Roger-Eugène), C. P. O. M. A. A.
2e tour (choix). Lasnier (Louis-André), E. L. A. 43.
3e tour (choix). Roger (Jean-Marcel), C. R. A. P. 204.
4e tour (ancienneté). Godereaux (Roland), E. O. M. 83.
1er tour (choix). Souron (Raymond-Jean), B. A. 721.
2e tour (choix). Champarnaud (Jean-Raymond), G. C. 2/3.
3e tour (choix). Six (Maurice-Henri), C. R. A. P. 204.
4e tour (ancienneté). Lerede (Gabriel), E. C. 3/508.
1er tour (choix). Accacebled (Norbert-Julien), G. T. 1/63.
2e tour (choix). Bretonnet (Jacques-Armand), C. T. A. 333.
3e tour (choix). Cazard (Marcel-Sylvain), E. M. G. M. M. T. A.
4e tour (ancienneté). Toitot (Raymond), G. A. O. A. 2.
1er tour (choix). Laventure (René-Auguste), parc 2/106.

Mécanicien armement.

1er tour (choix). Le Denmat (François), B. A. 106.
2e tour (choix). Clement (Pierre-Edmond), parc 2/106.
3e tour (choix). Louf (Raymond-Edouard), parc 2/140.
4e tour (ancienneté). Godet (Maurice), G. M. 3/6.
1er tour (choix). Fabre (Germain-Armand), S. A. 1/158.
2e tour (choix). Pion (Roger-Camille), G. C. 2/3.

Télémécanicien.

1er tour (choix). Baquey (Jean-Henri), G. T. 1/25.
2e tour (choix). Martin (Georges-Edouard), C. T. A. 804.
3e tour (choix). Guirriec (Jean-Antoine), C. E. T. 812.
4e tour (ancienneté). Daniel (Jacques), E. T. 2/723.
1er tour (choix). Bernard (François), G. T. 1/25.
2e tour (choix). Douguet (Pierre), G. C. 1/6.
3e tour (choix). Panserrieu (Emile-Lucien), centre transmissions.
4e tour (ancienneté). Lafourcade (Pierre-Louis), C. T. 931.
1er tour (choix). Braconnier (Pierre-Fernand), G. C. 2/3.
2e tour (choix). Sbraire (André-Marcel), C. E. I. T.
3e tour (choix). Senlenac (Henri-Pierre), B. A. 707.
4e tour (ancienneté). Salvador (Victor-Bruno), P. C. 482.
1er tour (choix). Luitringer (Jacques-Henri), B. A. 701.
2e tour (choix). Somoneau (Jean-Max), C. T. A. 806.

Mécanicien équipement (bord et photo).

1er tour (choix). Crepin (Eugène), parc 2/106.
2e tour (choix). Segala (Gustave-Jean), B. E. 708.
3e tour (choix). Fouchet (André-Maurice), E. R. O. M. 60.
4e tour (ancienneté). Zimmermann (René), G. C. 1/1.
1er tour (choix). Amblard (Georges-Marius), G. C. 1/5.
2e tour (choix). Dauliac (Jean-Pierre), G. T. 1/25.

Mécanicien atelier (toutes sous-spécialités).

1er tour (choix). Lamoureux (Paul-André), C. R. R. T. 433.
2e tour (choix). Etanchaud (Jean-Louis), B. A. 721.
3e tour (choix). Gozin (Roger-Armand), G. T. 2/61.
4e tour (ancienneté). Ballans (Pierre), A. R. A. A. 681.
1er tour (choix). Ruggeri (Roger-André), G. C. 2/5.
2e tour (choix). Oger (Bernard-Jean), B. A. 721.

C. — Corps du personnel non navigant du service général

Infirmier.

1er tour (choix). Masegosa (Pierre-Marcel), B. A. 1/114.
2e tour (choix). Aubourlin (Maurice), S. S. A. E. O.

Moniteur d'éducation physique.

1er tour (choix). Tete (Paul), B. A. 721.

Exploitant des transmissions.

1er tour (choix). Barbe (Pierre-François), C. T. A. 803.
2e tour (choix). Mole (Jean-André), Bè A. 723.
3e tour (choix). Princhaboy (Edouard-Grégoire), C. T. A. 804.
4e tour (ancienneté). Folini (Jean-Baptiste), C. I. T. 2/209.
1er tour (choix). Gouts (Georges), centre transmissions.
2e tour (choix). Ruan (André), E. M. 5e E. C.
3e tour (choix). Tavillan (Georges), C. E. T. 812.
4e tour (ancienneté). Lafferrere (Jean), B. A. 723.

Musicien.

Blanc (Paul), musique air.

Chiffreur.

1er tour (choix). Delrieu (Jules-Stomatios), B. A. 707.

Secrétaire dactylo.

1er tour (choix). Defranchi (Jean-Joseph), E. M. Air Algérie.
2e tour (choix). Evanno (Pierre-Marie), D. B. A. T. S. 190.
3e tour (choix). Mathieu (Robert-Laurent), G. C. 1/4.
4e tour (ancienneté). Ricciarelli (Vasindole), E. M. 5e R. A.
1er tour (choix). Julbin (Albert-Marie), M. R. H. 781.
2e tour (choix). Even (François-Georges), C. I. E. T.
3e tour (choix). Rouault (Marcel-Jean), G. T. 1/61.
4e tour (ancienneté). Colin (Emile-Georges), B. A. 740.
1er tour (choix). Leblond (Michel), E. M. 4e R. A.
2e tour (choix). Juliot (Georges-Joseph), E. M. 2e R. A.
3e tour (choix). Lecorre (Ludovic-Jean), O. L. D. C. 1re DA et 1re RA.
4e tour (ancienneté). Laurier (Robert-Pierre), B. A. 1/106.
1er tour (choix). Regley (André-Maxime), P. C. 482.
2e tour (choix). Peuch'Estrade (Paul-Jean-Marie), G. T. 2/62.
3e tour (choix). Betxe (André-François), B. A. 1/160.
4e tour (ancienneté). Boffa (Florent), Air A. E. F.
1er tour (choix). Rouviere (Raymond-Louis), B. A. 117.
2e tour (choix). Castet (Roger), D. B. A. 191.
3e tour (choix). Campo (Xavier-Henri), B. A. 721.
4e tour (ancienneté). Paihle-Belair (Bernard), E. M. G. M. M. T. A.

Surveillant de travaux.

1er tour (choix). Delzongle (Francis), B. A. 705.

Contrôleur de piste.

1er tour (choix). Carlotti (Vincent), C. A. A. 217.

Moniteur au sol d'entraînement au P. S. V.

1er tour (choix). Moulin (Marcel-Georges), C. I. E. T.

Fusilier de l'air.

1er tour (choix). Galbois (Pierre-Eugène), B. C. I. A. A. A. 267.
2e tour (choix). Ardourel (Henri-Alexandre), D. B. A. 101.
3e tour (choix). Lacombe (Jean-Médard), B. A. 1/111.
4e tour (ancienneté). Destremont (André), B. A. 1/102.
1er tour (choix). Faure (Jean-Baptiste), C. R. A. P. 204.
2e tour (choix). Delacour (Raymond-André), B. A. 1/13 6.
3e tour (choix). Touzeau (Martin), E. T. F. 725.
4e tour (ancienneté). Descamps (André-Louis), B. A. 1/104.
1er tour (choix). Viaux (Paul), S. A. 1/126.
2e tour (choix). Chichignoud (René-Emile), S. A. 1/114.
3e tour (choix). Estavel (André-François), E. M. C. S. E. A. et 3e RA.
4e tour (ancienneté). Segalas (Gaston), B. A. 117.
1er tour (choix). Angelvy (Roger-Emile), B. A. 710.
2e tour (choix). Comte (Jean-Denis), S. T. A. 374.
3e tour (choix). Maillebuau (Pierre-Frédéric), B. A. 1/136.
4e tour (ancienneté). Lassus-Lafon (Pierre), C. R. R. T. 433.
1er tour (choix). Bordet (Edgard-Pierre), E. M. 1re D. A. et 1re R. A.
2e tour (choix). Ordas (Julien-Daniel), C. B. A. 761.
3e tour (choix). Suzanne (Fernand-André), C. M. 224.
4e tour (ancienneté). Leccia (Joseph-Ange), Z. D. A. 902.
1er tour (choix). Pipier (André-Jean), B. A. 1/114.
2e tour (choix). Masson (Jacques-Georges), E. A. A. 604.

Sécurité incendie.

1er tour (choix). Renaud (Camille), B. A. O. M. 1/171.

Comptable.

1er tour (choix). Mora (Marcel), C. B. A. 763.
2e tour (choix). Morieux (Camille-René), Z. D. A. 901.
3e tour (choix). Wurtz (André-Paul), Central mécanographie.
4e tour (ancienneté). Robert (Camille-Emile), B. A. 740.
1er tour (choix). Garretta (Eugène), B. A. 118.
2e tour (choix). Ancel (Henri), C. G. A. 598 *bis*.
3e tour (choix). Renars (Roland-Félix), D. B. A. T. S. 53.
4e tour (ancienneté). Rousseau (Claude-Roland), C. E. I. T. 872.
1er tour (choix). Guenegant (André-Roger), C. B. A. 770.

Expert textiles et cuirs.

1er tour (choix). Brut (Abel-Auguste), M. C. H. 797.

Les affectations mentionnées ci-dessus sont celles des intéressés au moment de leur proposition.

Liste d'admission à l'école supérieure de guerre.

Les officiers et fonctionnaires militaires dont les noms suivent sont désignés pour suivre l'enseignement de l'école supérieure de guerre avec la 4e promotion de cette école:

Ingénieurs militaires des fabrications d'armement.

M. Duclos (Raymond-Jean-Alexandre), ingénieur militaire principal.

Médecins militaires.

(Troupes métropolitaines.)

M. Ory (Jean-Auguste-Antoine), médecin commandant.

(Troupes coloniales.)

M. Peyron (Jacques-Paul-Marie), médecin commandant.

Intendants militaires.

M. Ourliac (André-Louis-Pierre-Léon), intendant militaire de 2e classe.

Ces officiers et fonctionnaires seront mis en route par leur corps sur l'école d'application des transmissions à Montargis, où ils devront se présenter le lundi 26 juin dans la matinée, munis:

a) D'un ordre de mission II *bis* donnant droit aux indemnités de déplacement sur le trajet de leur garnison à Montargis, payable par leur corps ou intendance d'origine;

b) D'un certificat de leur chef de corps précisant leur grade, échelle de solde et situation de famille, en vue du payement des prestations familiales en zone française d'occupation en Allemagne.

A partir du leur arrivée à l'école d'application des transmissions, et jusqu'au 30 septembre inclus, ils seront détachés de leur corps et pris en charge, au point de vue indemnités de déplacement, par le groupement des services des écoles de l'enseignement militaire supérieur.

Ils seront affectés à l'école supérieure de guerre à la date du 1er octobre 1950.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret n° 50-573 du 9 mai 1950 portant modification du décret n° 49-1536 du 1er décembre 1949 relatif aux frais de déplacement à allouer aux personnels civils et militaires en service dans les territoires occupés d'Allemagne et d'Autriche.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères, du ministre de la défense nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le décret n° 49-1536 du 1er décembre 1949 relatif aux frais de déplacement à allouer aux personnels civils et militaires en service dans les territoires occupés d'Allemagne et d'Autriche;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est modifié ainsi qu'il suit l'article 3 du décret n° 49-1536 du 1er décembre 1949 susvisé:

« *Art.* 3. — Les personnels qui conformèrent aux dispositions du décret n° 48-868 du 26 mai 1948 continuent de percevoir les prestations d'alimentation « en opérations de guerre » ne peuvent cumuler lesdites prestations avec les indemnités fixées ci-dessus. Pendant la durée de leurs déplacements, ils perçoivent les indemnités pour frais de déplacements diminuées du montant des prestations d'alimentation auxquelles ils peuvent prétendre ».

Art. 2. — Est modifié ainsi qu'il suit dans son dernier alinéa l'article 6 du décret n° 49-1536 du 1er décembre 1949 susvisé:

« Les officiers ou militaires non officiers qui conformèrent aux dispositions du décret n° 48-869 du 26 mai 1948 continuent de percevoir les prestations d'alimentation « en opérations de guerre », ne peuvent cumuler lesdites prestations avec les indemnités fixées ci-dessus. Pendant la durée de leurs déplacements, ils perçoivent les indemnités pour frais de déplacement diminuées du montant des prestations d'alimentation auxquelles ils peuvent prétendre ».

Art. 3. — Est modifié ainsi qu'il suit l'article 7 du décret n° 49-1536 du 1er décembre 1949 susvisé:

« *Art.* 7. — Les militaires envoyés en déplacement dans les camps et centres d'instructions reçoivent dans les conditions et selon les taux prévus par le règlement sur les frais de déplacement des militaires isolés:

« S'ils ne perçoivent aucune prestation d'alimentation, l'indemnité d'absence temporaire.

« S'ils perçoivent la totalité ou une fraction des prestations d'alimentation, l'indemnité d'absence temporaire diminuée du montant des prestations d'alimentation auxquelles ils peuvent prétendre ».

Art. 4. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre d'Etat, le ministre de la défense nationale, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et qui aura effet à compter du 1er janvier 1950.

Fait à Paris, le 9 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMAN.

Le ministre d'Etat,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre de la défense nationale,
R. PLEVEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Modification aux dispositions de l'arrêté du 28 février 1949 autorisant le recrutement de personnels auxiliaires pour les services centraux et extérieurs de l'établissement national des invalides de la marine.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme (marine marchande) et le secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le décret n° 48-1600 du 13 octobre 1948 relatif au recrutement des personnels non titulaires;

Vu la loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948 portant réforme des pensions des marins français du commerce et de la pêche;

Vu le décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la réorganisation et à l'unification du régime d'assurance des marins, en particulier l'article 72;

Vu l'arrêté du 28 février 1949 portant dérogation en faveur de l'établissement national des invalides de la marine aux dispositions de l'article 1er du décret du 13 octobre 1948 précité,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sont maintenus en fonctions, sans limitation de durée, dix des vingt auxiliaires des services extérieurs de l'établissement national des invalides de la marine visés au deuxième paragraphe de l'article 2 de l'arrêté du 28 février 1949.

Art. 2. — L'utilisation des dix autres agents en supplément d'effectif devra cesser au plus tard le 31 décembre 1950; elle pourra toutefois être prolongée jusqu'au 31 mars 1951 au plus tard pour cinq unités.

Art. 3. — Le directeur de l'établissement national des invalides de la marine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mai 1950.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme (marine marchande),
Pour le ministre et par délégation:
Le chef de cabinet,
VICTOR DESHUSSES.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ALAIN BARJOT.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Inscription des candidats aux examens de la marine marchande.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu le décret du 16 novembre 1948 portant règlement d'administration publique pour la délivrance des titres exigés des capitaines, patrons, seconds ou lieutenants sur les navires de commerce, de pêche ou de plaisance;

Vu le décret du 16 novembre 1948 portant règlement d'administration publique pour la délivrance des titres exigés pour l'exercice des fonctions de chef mécanicien, chef de quart et d'adjoint au chef de quart sur les navires de commerce, de pêche et de plaisance;

Vu le décret du 17 novembre 1936 instituant le diplôme spécial de radiotélégraphiste de la marine marchande;

Vu le décret du 27 août 1936 sur les fonctions de commissaire à bord des navires à passagers des compagnies de navigation contractuelles ou subventionnées;

Vu l'arrêté du 12 octobre 1938, modifié par arrêté du 29 mai 1942, relatif aux conditions d'inscription aux examens pour l'obtention des brevets de la marine marchande,

Arrête:

Article unique. — Les dispositions du paragraphe 3° de l'article 9 de l'arrêté du 29 mai 1942 sont modifiées ainsi qu'il suit:

« *Art. 9.* — Le dossier d'inscription du candidat doit être composé comme suit:

. . . . . .

« 3° Un extrait du casier judiciaire (bulletin n° 3) n'ayant pas plus de deux mois de date ».

Fait à Paris, le 15 mai 1950.

Le secrétaire général de la marine marchande,
Pour le ministre et par délégation:
RENÉ COURAU.

Nomination du président de la commission supérieure d'appel prévue par la loi du 16 juin 1933 sur la sécurité et l'hygiène des navires de commerce, de pêche et de plaisance.

Par arrêté du 15 mai 1950, M. André Bouffard, conseiller d'Etat, est nommé président de la commission supérieure d'appel prévue par la loi du 16 juin 1933 sur la sécurité et l'hygiène des navires de commerce, de pêche et de plaisance.

Nomination d'un membre du conseil supérieur des transports.

Par arrêté du 16 mai 1950, M. Emile Hugues, député, est nommé membre du conseil supérieur des transports, en remplacement de M. Jean-Paul David.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret du 18 mai 1950 portant nomination dans la magistrature d'outre-mer.

Par décret en date du 18 mai 1950, M. Richard (Yves) est nommé juge suppléant dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française (poste vacant).

Décret du 18 mai 1950 portant nomination dans la magistrature d'outre-mer.

Par décret en date du 18 mai 1950, M. Lorenzi (Antoine), avocat à la cour d'appel de Bastia, est nommé juge au tribunal de 3e classe de Niamey, en remplacement de M. Minel, appelé à d'autres fonctions.

Décret du 18 mai 1950 portant nomination dans la magistrature d'outre-mer.

Par décret en date du 18 mai 1950, M. Donzeau, juge de paix à compétence étendue de Boco-Dioulasso (poste transformé), est nommé juge de paix à compétence étendue de Bouaké (poste créé).

Décret du 18 mai 1950 portant nomination d'un magistrat d'outre-mer.

Par décret en date du 18 mai 1950, M. de Rozario (Hubert), juge suppléant dans le ressort de la cour d'appel de Madagascar, est nommé, sur sa demande, juge suppléant près le tribunal de première instance de Pondichéry (poste vacant).

Décret du 18 mai 1950 accordant l'honorariat à un magistrat d'outre-mer.

Par décret en date du 18 mai 1950, M. Thillard (Pierre), conseiller de cour d'appel en retraite, est nommé conseiller honoraire de cour d'appel.

Décret du 18 mai 1950 portant nomination d'un greffier en chef des territoires d'outre-mer.

Par décret en date du 18 mai 1950, M. Cisse (Amadou), greffier en chef du tribunal de 3e classe de Bobo-Dioulasso, est nommé à grade égal, sur sa demande, greffier en chef du tribunal de 3e classe de Saint-Louis, en remplacement de M. Bernetel, appelé à d'autres fonctions.

Décret du 18 mai 1950 portant nomination d'un greffier en chef à Saint-Pierre et Miquelon.

Par décret en date du 18 mai 1950, M. Serignat (Francis), commis greffier de 1re classe du service judiciaire de Saint-Pierre et Miquelon, est nommé greffier en chef près le tribunal d'appel de Saint-Pierre et Miquelon, en remplacement de M. Plantegenest, décédé.

Décret du 18 mai 1950 portant détachement d'un greffier de justice de paix à compétence ordinaire.

Par décret en date du 18 mai 1950, M. Servain (Roger), greffier de la justice de paix à compétence ordinaire de Basse-Terre, est placé, sur sa demande, en service détaché, au haut commissariat de la République au Cameroun, pour compter de la veille de son embarquement.

Décret du 18 mai 1950 portant détachemsnt d'un greffier de justice de paix à compétence ordinaire.

Par décret en date du 18 mai 1950, M. Bellay (Luc), greffier notaire de la justice de paix à compétence ordinaire de Sinnamary, est placé, sur sa demande, en service détaché, au haut commissariat de la République en Afrique occidentale française, pour compter de la veille de son embarquement.

Décret du 18 mai 1950 portant admission à la retraite d'un greffier en chef d'outre-mer.

Par décret en date du 18 mai 1950, M. Langlois (Adrien), greffier en chef de la cour d'appel de Madagascar, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de services.

Décret du 18 mai 1950 rapportant la révocation d'un greffier en chef des territoires d'outre-mer.

Par décret en date du 18 mai 1950:

Le décret du 2 février 1942 portant révocation de M. Iorss (Martial) de ses fonctions de greffier en chef du tribunal supérieur d'appel de Papeete est rapporté.

M. Iorss (Martial) est réintégré dans le cadre des greffiers en chef des Etablissements français de l'Océanie. Il est, toutefois, suspendu de ses fonctions pous une période de cinq ans, à compter du 2 février 1942, et sera affecté à la première vacance.

Mise en position de mission à l'étranger d'un médecin africain et de deux fonctionnaires des cadres locaux de l'Afrique occidentale française.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 24 avril 1950, MM. Kamara (Gaspar), médecin africain principal de 3e classe; Diallo Thiemoko Amadou, aide-spécialiste infirmier, et Mane Paveni, auxiliaire de gendarmerie de 1re classe, en service en Afrique occidentale française, sont placés dans la position de mission à Djeddah (Arabie), pour une durée maximum de trois mois, à compter du 30 août 1949, aux fins d'accompagner le pèlerinage musulman de l'Afrique occidentale française aux lieux saints de l'Islam.

Mise en position de mission à l'étranger d'un agent contractuel chef du service exportation à la direction du commerce extérieur de l'Indochine.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 24 avril 1950, M. Bruley (Jean), chef du service exportation à la direction du commerce extérieur de l'Indochine, est placé dans la position de mission à Singapour, du 10 au 14 novembre 1949, pour participer à la séance du sous-comité du riz de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Mise en service détaché d'un administrateur auprès du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Par arrêté du 19 mai 1950, M. Dierx (René-Louis-André), administrateur de 2e classe des colonies, est placé, sur sa demande, pendant une période de deux ans, à compter de la date de sa prise de service, dans la position de service détaché auprès du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre, pour assurer les fonctions de secrétaire général de l'office des anciens combattants et victimes de la guerre de Madagascar.

Administration centrale.

Par arrêté du 19 mai 1950, Mme Deloy-Menabe, commis principal de 2e classe d'ordre et de comptabilité de l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer, est placée en position de service détaché en Afrique équatoriale française, en conservant sa qualité de commis d'ordre et de comptabilité, pour une période maximum de cinq ans, à compter de la veille du jour de son départ.

Durant la période de son détachement, Mme Deloy-Menabe devra acquitter, conformément aux dispositions du décret du 30 juin 1934, la retenue de 6 p. 100 pour la retraite basée sur le traitement d'activité afférent à son grade et à son échelon, dans le service dont elle est détachée.

Durant la même période, la contribution complémentaire de 12 p. 100, instituée par le décret du 30 juin 1934 précité, sera à la charge du budget de l'Afrique équatoriale française.

Tableau d'avancement d'échelon des secrétaires d'administration (année 1950).

Pour secrétaire d'administration principal 2e échelon.

MM. Rage (Célestin), à compter du 1er janvier 1950;
Fougeron (Marcelin), à compter du 13 mars 1950;
Mlle Marcoux (Gabrielle), à compter du 23 mars 1950;
M. Verger (Charles), à compter du 9 septembre 1950,
secrétaires d'administration principaux, 1er échelon.

Pour secrétaire d'administration de 1re classe, 3e échelon.

MM. Bellemin-Laponnaz (Victor), à compter du 1er janvier 1950;
Peraldi (Marcel), à compter du 19 avril 1950;
Mme Colin (Paulette), à compter du 8 septembre 1950,
secrétaires d'administration de 1re classe, 2e échelon.

Pour secrétaire d'administration de 1re classe, 2e échelon.

MM. Douziech (Roger), à compter du 18 février 1950;
Nicoli (Don-Jacques), à compter du 15 avril 1950;
Mme Marcillac (Lucienne), à compter du 19 juin 1950;
Mlle Nocquet (Jane), à compter du 19 juin 1950,
secrétaires d'administration de 1re classe, 1er échelon.

Pour secrétaire d'administration de 2e classe, 3e échelon.

Mlles Benard (Mathilde), à compter du 1er janvier 1950;
Verique (Louise), à compter du 1er janvier 1950,
secrétaires d'administration de 2e classe, 2e échelon.

Pour secrétaire d'administration de 2e classe, 2e échelon.

M. Zanolini (Emile), à compter du 8 octobre 1950, secrétaire d'administration de 2e classe, 1er échelon.

PROMOTIONS

Par arrêté du 25 avril 1950, sont promus:

Secrétaires d'administration principaux, 2e échelon.

MM. Rage (Célestin), à compter du 1er janvier 1950;
Fougeron (Marcelin), à compter du 13 mars 1950;
Mlle Marcoux (Gabrielle), à compter du 23 mars 1950,
secrétaires d'administration principaux, 1er échelon,

Secrétaires d'administration de 1re classe, 3e échelon.

MM. Bellemin-Lapennaz (Victor), à compter du 1er janvier 1950;
Peraldi (Marcel), à compter du 19 avril 1950,
secrétaires d'administration de 1re classe, 2e échelon.

Secrétaires d'administration de 1re classe, 2e échelon.

MM. Douziech (Roger), à compter du 18 février 1950;
Nicoli (Don-Jacques), à compter du 15 avril 1950,
secrétaires d'administration de 1re classe, 1er échelon.

Secrétaires d'administration de 2e classe, 3e échelon.

Mlles Benard (Mathilde), à compter du 1er janvier 1950;
Verique (Louise), à compter du 1er janvier 1950,
secrétaires d'administration de 2e classe, 2e échelon.

Tableau d'avancement de classe des secrétaires d'administration (année 1950).

Pour secrétaire d'administration principal, 1er échelon.

Mme Gouin (Augustine), à compter du 1er janvier 1950 (ancienneté remontant au 1er juillet 1948);
Mlle Pracastin (Hélène), à compter du 1er janvier 1950 (ancienneté remontant au 1er septembre 1948);
Mme Couannon (Marguerite), à compter du 1er janvier 1950 (ancienneté remontant au 1er septembre 1948;
MM. Minne (Marcel), à compter du 1er janvier 1950 (ancienneté remontant au 11 octobre 1948);
Varlet (Albert), à compter du 1er janvier 1950 (ancienneté remontant au 23 avril 1949);
Mmes Grelier (Aurore), à compter du 1er mai 1950;
Simon (Jeanne), à compter du 1er mai 1950;
MM. Jegen (Georges), à compter du 18 juin 1950;
Riche (Camille), à compter du 10 juillet 1950,
secrétaires d'administration de 1re classe, 3e échelon.

Pour secrétaire d'administration de 1re classe, 1er échelon.

M. Boosz (Auguste), secrétaire d'administration de 2e classe, 3e échelon, à compter du 29 mars 1950.

PROMOTIONS

Par arrêté du 19 mai 1950, sont promus:

Secrétaires d'administration principaux, 1er échelon.

Mme Gouin (Augustine), à compter du 1er janvier 1950 (ancienneté remontant au 1er juillet 1948);
Mlle Pracastin (Hélène), à compter du 1er janvier 1950 (ancienneté remontant au 1er septembre 1948);
Mme Couannon (Marguerite), à compter du 1er janvier 1950 (ancienneté remontant au 1er septembre 1948);
MM. Minne (Marcel), à compter du 1er janvier 1950 (ancienneté remontant au 11 octobre 1948);
Varlet (Albert), à compter du 1er janvier 1950 (ancienneté remontant au 23 avril 1949);
Mmes Grelier (Aurore), à compter du 1er mai 1950;
Simon (Jeanne), à compter du 1er mai 1950,
secrétaires d'administration de 1re classe, 3e échelon.

Secrétaire d'administration de 1re classe, 1er échelon.

M. Boosz (Auguste), secrétaire d'administration de 2e classe, 3e échelon, à compter du 29 mars 1950.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Décret du 9 mai 1950 portant acceptation d'un legs.

Par décret en date du 9 mai 1950, est considéré comme nul et non avenu le projet de transaction proposé par la commission administrative du bureau de bienfaisance de Bricquebosc dans sa délibération du 16 novembre 1949.

Le bureau de bienfaisance de Bricquebosc est autorisé à accepter à titre définitif l'intégralité des biens légués en sa faveur par M. Louis-Auguste Cosnefroy.

Le bureau de bienfaisance de Virandeville est autorisé à accepter le legs particulier qui lui a été consenti par M. Louis-Auguste Cosnefroy.

Décret du 9 mai 1950 portant création d'un bureau de bienfaisance dans la commune du Pizou (Dordogne).

Par décret en date du 9 mai 1950, est autorisée la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune du Pizou (Dordogne).

Décret du 9 mai 1950 portant suppression du bureau de bienfaisance de Grendelbruch (Bas-Rhin).

Par décret en date du 9 mai 1950, le bureau de bienfaisance de Grendelbruch est supprimé.

Autorisation, pour la Société commerciale d'eaux minérales du bassin de Vichy, de procéder au recaptage d'une source et au chemisage d'une colonne de forage.

Par arrêté en date du 15 mai 1950, la Société commerciale d'eaux minérales du bassin de Vichy a été autorisée à procéder au recaptage de la source « Electra », située sur le territoire de la commune de Saint-Sylvestre-Pragoulin (Puy-de-Dôme), à l'intérieur du périmètre de protection des sources domaniales du bassin de Vichy.

Par arrêté en date du 15 mai 1950, la Société commerciale d'eaux minérales du bassin de Vichy a été autorisée à procéder au chemisage de la colonne ascensionnelle du forage dénommé source « Familiale », situé sur le territoire de la commune d'Hauterive, à l'intérieur du périmètre de protection des sources domaniales de Vichy.

Administration centrale.

Par arrêté du 9 mai 1950, M. Siroux (Raymond), administrateur civil de 1re classe au ministère de la santé publique et de la population, est placé en position de détachement auprès du ministère des affaires étrangères (commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes), pour une durée de cinq ans, à compter du 18 juin 1948, pour exercer les fonctions d'administrateur du cadre provisoire institué par l'ordonnance n° 45-2667 du 2 novembre 1945.

Par arrêté en date du 13 mai 1950, pris en application des dispositions des articles 7 et 12 du décret du 3 mars 1950 fixant le statut particulier des pharmaciens inspecteurs de la santé, Mme Wildt, née Cheynel, pharmacien, agent supérieur au ministère de la santé publique et de la population, a été intégrée dans le corps des pharmaciens inspecteurs de la santé, à compter du 1er janvier 1949, en qualité de pharmacien inspecteur et placée, à compter de la même date, au troisième échelon de son grade.

Par arrêté en date du 13 mai 1950, pris en application des dispositions des articles 7 et 12 du décret du 3 mars 1950 fixant le statut particulier des pharmaciens inspecteurs de la santé, Mlle Ferrari (Hélène), pharmacien, agent supérieur au ministère de la santé publique et de la population a été intégrée dans le corps des pharmaciens inspecteurs de la santé, à compter du 1er janvier 1949, en qualité de pharmacien inspecteur et placée, à compter de la même date, au troisième échelon de son grade.

Inspection de la santé.

Par arrêté en date du 13 mai 1950, Mme le docteur Jacob, médecin inspecteur de la santé de la Côte-d'Or, est affectée, en la même qualité, dans l'intérêt du service, dans le département de l'Aube.

Par arrêté en date du 13 mai 1950, M. le docteur Jacob, médecin inspecteur de la santé de la Côte-d'Or, est affecté, dans l'intérêt du service, dans le département de l'Aube, où il sera chargé des fonctions de directeur départemental de la santé.

Par arrêté du 19 mai 1950, M. le docteur Bellec (Robert-Auguste-Jean), médecin inspecteur de la santé (4e échelon) dans le département du Finistère, est placé en service détaché, pour une durée maximum de cinq ans, à compter du 1er janvier 1950, et mis à la disposition du maire de Brest en vue d'exercer les fonctions de directeur des services d'hygiène de cette ville.

Pharmaciens inspecteurs.

Par arrêté du 10 mai 1950, M. Sirguey (Henry), pharmacien inspecteur principal de 2e classe, est placé en service détaché, pour une durée maximum de cinq ans, à compter du 15 janvier 1950, et mis à la disposition du ministre de la santé publique de la régence de Tunisie en vue d'exercer les fonctions de pharmacien inspecteur en Tunisie.

Liste d'aptitude aux fonctions de directeur d'hôpitaux et hospices publics.

Par arrêté en date du 9 mai 1950, sont admis à figurer sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur d'hôpitaux et hospices publics les fonctionnaires de l'administration de l'assistance publique à Marseille dont les noms suivent:

MM. Loniewski, sous-chef de bureau.
Santarini, directeur des services financiers.
Vadon, sous-chef de bureau.

Par arrêté en date du 10 mai 1950, sont inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur d'hôpitaux et hospices publics, les fonctionnaires de l'administration de l'assistance publique de Marseille dont les noms suivent, qui assurent ou ont assuré les fonctions de direction dans un établissement relevant de ladite administration:

Mlle Cayol, directrice de la maternité.
MM. Copet, chef du personnel à la direction générale.
Gabriel, directeur de l'hôpital Salvator.
Martin, secrétaire trésorier du bureau de bienfaisance et directeur du bureau d'assistance.
Paoletti, directeur de l'hôpital Sainte-Marguerite.
Pelle, directeur de l'hôpital de la Timone.
Polidor, économe général.
Rispy, directeur de l'Hôtel-Dieu.

Par arrêté en date du 10 mai 1950, sont inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur d'hôpitaux et hospices publics établie pour l'année 1950, à la suite du concours sur titres ouvert le 14 avril 1950, les agents dont les noms suivent:

Mlle Briandet, inspectrice principale, directrice départementale de la population du Doubs.
MM. Chasse, administrateur civil de 2e classe au ministère de la santé publique et de la population.
Croquet, directeur économe de l'hôpital-hospice de Clamecy (Nièvre).
Dupont, sous-directeur des hospices de Chartres (Eure-et-Loir).
Espaze, inspecteur principal de la population à Belfort.
Jaspard, directeur économe de l'hôpital-hospice de Neufchâteau (Vosges).
Lart, directeur économe de l'hôpital-hospice de Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).
Lecene, préfet de 2e classe.
Lecluse, directeur économe de l'hôpital-hospice de Comines (Nord).
Lejeune, sous-directeur du centre hospitalier de Rouen (Seine-Inférieure).
Marchais, préfet.
le docteur Michel-Marguerit, directeur départemental de la santé de l'Isère.
Pé, sous-préfet de Béthune.
Tacalio, directeur économe de l'hôpital-hospice de Sainte-Menehould (Marne).
Mlle Thiar, administrateur civil de 2e classe au ministère de la santé publique et de la population.
M. Trichard, sous-directeur des hospices de Chartres (Eure-et-Loir).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1950

Ordre du jour du mardi 23 mai 1950.

A neuf heures trente. — 1re SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi de MM. Couston et Guesdon tendant à instituer une subvention nationale de 20 millions de francs, pour favoriser la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur, pratiquée dans les aéroclubs, pour les jeunes de moins de vingt et un ans. (Nos 8333, 9476. — M. Jacques Gresa, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

2. — Vote de la proposition de loi de M. Bour et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 48-1279 du 17 août 1948 relative aux indemnités de fonction des membres du conseil général de la Seine. (N°s 9200, 9533, 9625. — M. Schaff, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Appel nominal des signataires de la demande d'arbitrage de M. André Marty sur l'urgence de la discussion de la proposition de loi tendant à assurer aux lock-outés de la S. N. E. C. M. A. une indemnité égale aux trois quarts de leur salaire habituel. (N° 9821.)

4. — Suite de la discussion d'urgence du rapport de la commission des finances sur la proposition de loi de M. Marcel David et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux fonctionnaires pour les dernières tranches du reclassement une majoration double de la majoration accordée par le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949. (N°s 9283-9381. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

5. — Discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Fievez et plusieurs de ses collègues tendant à imposer au même titre que les salariés les tisseurs à domicile entrant dans le cadre de l'article 33 du code du travail. (N° 9619.)

6. — Suite de la discussion d'urgence du rapport de la commission des pensions sur les propositions de loi: 1° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues, établissant un statut spécial aux déportés du travail et à leurs ayants cause; 2° de M. Darou et plusieurs de ses collègues établissant un statut des déportés du travail. (N°s 4597-5128-5219. — M. Mouton, rapporteur.)

7. — Suite de la discussion d'urgence du rapport de la commission des pensions sur les propositions de loi: 1° de M. Darou et plusieurs de ses collègues, tendant à établir le statut des réfractaires; 2° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues, tendant à établir un statut des réfractaires. (N°s 6109-6898-6985. — M. Darou, rapporteur.)

8. — Discussion d'urgence du rapport de la commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'affiliation au régime de sécurité sociale des grands invalides de guerre incapables, du fait de leurs blessures, de se livrer à un travail lucratif. (N°s 5229-9458. — M. Mazier, rapporteur.)

9. — Discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter la nomenclature des produits agricoles passibles de la taxe à la production au taux de 5 p. 100.) (N° 9684.)

10. — Discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à présenter aux membres du Parlement, avant un délai d'un mois, un rapport d'ensemble sur les travaux et les conclusions des commissions départementales d'économies instituées par le décret du 7 juin 1949. (N° 9540.)

11. — Discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ne prévoir aucune réduction du crédit global affecté au ministère de l'éducation nationale et au secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports. (N°s 9710-9809. — Mme Lempereur, rapporteur.)

12. — Arbitrage sur l'urgence de la discussion de la proposition de résolution de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours d'urgence de 50 millions aux 13.500 ouvriers de l'usine Michelin à Clermont-Ferrand. (N°s 9766, 9791. — M. Besset, rapporteur.)

13. — Arbitrage sur l'urgence de la discussion de la proposition de loi de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédit sur le budget de l'éducation nationale. (N°s 9767 rectifié, 9815. — M. Simonnet, rapporteur.)

14. — Discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Duveau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les fonctionnaires retraités ayant conservé leur résidence dans les territoires de la zone C. F. A. d'un indice de correction équivalent à celui dont bénéficient les fonctionnaires en activité de service dans les mêmes territoires. (N° 9802.)

15. — Discussion d'urgence, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires. (N°s 9685, 9862, 9968. — M. Lamine-Guèye, rapporteur.)

16. — Discussion d'urgence du rapport de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Lefèvre-Pontalis tendant à régulariser la situation des assesseurs en place dans les sections composant les tribunaux paritaires cantonaux et d'arrondissement en modifiant la loi n° 50-41 du 12 janvier 1950, relative à l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 et à l'article 2 de la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage. (N°s 9768, 9814. — M. Lamarque-Cando, rapporteur.)

17. — Discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Maurice Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à développer les centres de formation professionnelle accélérée, notamment par le maintien et le rétablissement de l'intégralité des crédits prévus au budget de 1950. (N° 9864.)

18. — Arbitrage sur l'urgence de la discussion du rapport de la commission des pensions sur la proposition de loi de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 2, 9 et 27 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949, portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat titulaires de la loi du 21 mars 1928. (N°s 9702, 9776. — M. Le Coutaller, rapporteur.)

19. — Discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Viatte tendant à inviter le Gouvernement à protéger l'industrie française de la taille du diamant. (N° 9885.)

20. — Eventuellement, arbitrage sur l'urgence de la discussion de la proposition de loi de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux lock-outés de la S. N. E. C. M. A. une indemnité égale aux trois quarts de leur salaire habituel. (N° 9821.)

A quinze heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion des interpellations:

1° De M. Frédéric-Dupont, sur les agissements des nouvelles brigades fiscales, récemment embauchées en dehors du personnel régulier, parmi les anciens agents du contrôle économique et qui, pendant plusieurs jours s'installent chez les commerçants, fouillent leurs tiroirs, violent leur domicile personnel, traitant les contribuables comme des malfaiteurs;

2° De M. Chambeiron, sur l'activité des brigades polyvalentes de contrôle

2. — Suite de la discussion du projet de loi instituant, pour le mois de janvier 1950, une majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires. (N°s 9722-9910-9917. — M. Bouxom, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention tendant à étendre et à coordonner l'application des législations de sécurité sociale aux ressortissants des parties contractantes du traité de Bruxelles. (N°s 9315-9788. — M. Duquesne, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention entre la France et l'Organisation européenne de coopération économique sur la situation, au regard des législations françaises de sécurité sociale, du personnel français et du personnel étranger employés par ladite organisation. (N°s 9386-9786. — M. Duquesne, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la Suisse sur l'assurance vieillesse et survivants. (N° 9646.)

6. — Suite de la discussion du projet de loi et des lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. (N°s 8337-8426-9215-9521-9546-9727-9917-9948. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

Agriculture. — M. Abelin, rapporteur.

A vingt et une heures. — 3e SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion du projet de loi et des lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. (N°s 8337-8426-9215-9521-9546-9727-9917-9948. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

Agriculture. — M. Abelin, rapporteur (*suite*).

Séances du mardi 23 mai 1950.

Des billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

Galeries — Depuis M. Béné, jusques et y compris M. Beugniez.

Tribunes. — Depuis M. Sigrist, jusques et y compris M. Terrenoire.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 23 mai 1950.

N° 6833 (annexes V et VI). — Projet de loi autorisant la ratification de l'accord résultant des lettres échangées le 17 mai 1946 entre les représentants de la France et de l'Italie, complétées par des lettres interprétatives en date des 28 octobre et 2 novembre 1948, assurant provisoirement aux ressortissants de chacun des deux pays, sur le territoire de l'autre, le régime du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'établissement (renvoyé à la commission du travail).

N° 8264. — Proposition de loi de M. Meck tendant à améliorer les rentes des veuves d'accidentés du travail (renvoyée à la commission du travail).

N° 9503. — Proposition de loi de M. Meck modifiant les dispositions du code des assurances sociales du 19 juillet 1911 et de la loi du 30 décembre 1911 sur l'assurance des employés en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, jusqu'au 1er juillet 1946, et pour lesquelles les anciens assurés de ces régimes ont la possibilité d'option jusqu'au 1er juillet 1956 (renvoyée à la commission du travail).

N° 9831. — Proposition de résolution de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à faire délimiter au plus tôt la frontière franco-italienne d'après les clauses du traité de paix (renvoyée à la commission des affaires étrangères).

N° 9834. — Proposition de loi de M. Meck tendant à faire réserver un certain pourcentage de la cotisation en matière de sécurité sociale pour le risque de l'assurance vieillesse (renvoyée à la commission du travail).

N° 9860. — Proposition de loi, formulée par M. Denvers et transmise par M. le président du Conseil de la République, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 1er de la loi du 20 décembre 1919 relative à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins (renvoyée à la commission de la marine marchande).

N° 9923. — Rapport, par M. Marius Cartier, au nom de la commission des moyens de communication, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter, avant le 1er mai 1950, un programme de fabrication d'autorails, afin d'en doter nos lignes secondaires, et de voitures métalliques présentant un maximum de confort et de sécurité pour les usagers de la société nationale des chemins de fer français et à accorder à cette société les crédits nécessaires pour lui permettre de passer les commandes correspondant à ce plan.

N° 9924 (1). — Rapport, par M. Barel, au nom de la commission des moyens de communication, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à confier aux départements des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches-du-Rhône l'exploitation par autobus de la ligne Nice-Meyrargues.

N° 9927. — Proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement: 1° à augmenter la tranche de crédits accordée au département du Nord pour l'entretien et l'amélioration de son réseau routier; 2° à décider d'entreprendre la construction de l'autoroute Paris-Lille au cours de l'année 1950 (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 9928. — Avis de M. Viatte, au nom de la commission du travail, sur la proposition de loi tendant à adapter la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres des professions agricoles et forestières.

N° 9936. — Proposition de loi, formulée par M. Restat et transmise par M. le président du Conseil de la République, tendant à modifier les articles 129 à 141 de la loi de finances du 31 mars 1932 relatifs à l'assurance contre la grêle et à la caisse de solidarité contre les calamités agricoles (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 9938. — Rapport, par M. Rosenblatt, au nom de la commission des pensions, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles au déblocage d'avoirs en « reichmark » déposés dans une banque allemande, en zone française d'occupation, et appartenant à des Français déportés au camp de Schirmeck pendant l'occupation allemande.

N° 9966. — Proposition de loi, formulée par M. Saller et transmise par M. le président du Conseil de la République, relative au statut des chefs autochtones en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française (renvoyée à la commission des territoires d'outre-mer).

N° 9978. — Avis de M. Simonnet, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi tendant à exonérer tous les pupilles de la nation des droits d'inscription et d'examen.

N° 9979 (1). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (renvoyée à la commission des immunités parlementaires).

N° 9980. — Proposition de loi de M. Monin tendant à détaxer les produits d'alimentation dérivés du lait dans les mêmes conditions que celui-ci (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 9982. — Rapport, par M. Gilles Gozard, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 63 de la loi n° 48-1516 du 26 décembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relative à diverses dispositions d'ordre financier.

N° 9983. — Proposition de loi de M. Gaillard tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Chasseneuil à la mémoire des héros de la Résistance (renvoyée à la commission des finances).

N° 9985. — Rapport, par M. Burlot, au nom de la commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949 (subventions au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.) et au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.).

N° 9986. — Rapport, par M. Gabelle, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950, en vue d'interdire toute réduction de crédit sur le budget des ponts et chaussées.

N° 9987. — Rapport, par M. Emile-Louis Lambert, au nom de la commission des pensions, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance.

N° 9989. — Avis de M. Aubry, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi tendant à permettre l'affiliation au régime de la sécurité sociale des grands invalides de guerre, incapables, du fait de leurs blessures, de se livrer à un travail lucratif.

N° 9991. — Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 96 concernant les bureaux de placement payants (renvoyé à la commission du travail).

N° 9992. — Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire conclue, le 22 juin 1949, entre la France et le Danemark (renvoyé à la commission de la défense nationale).

N° 9993. — Projet de loi tendant à ratifier le décret du 1er mars 1950 approuvant une délibération prise, le 22 novembre 1949, par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie demandant la modification du régime des déclarations de cabotage des marchandises (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 9994. — Projet de loi portant règlement des charges extracontractuelles des entreprises gazières nationalisées et des autres entreprises concessionnaires de services publics (renvoyé à la commission de la production industrielle).

N° 9995. — Projet de loi relatif aux radio-éléments artificiels (renvoyé à la commission de la famille).

N° 9996. — Rapport par M. Lamps au nom de la commission des finances sur la proposition de loi tendant à imposer, au même titre que les salariés, les tisseurs à domicile entrant dans le cadre de l'article 33 du code du travail.

N° 9997 (1). — Avis de M. Lecourt présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours d'urgence de 50 millions aux 13.500 ouvriers de l'usine Michelin à Clermont-Ferrand.

(1) Le tirage de document est limité aux besoins de Mmes et MM. les députés et des services de l'Assemblée nationale.

Modification aux listes électorales des membres des groupes.

GROUPE DU CENTRE RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT D'ACTION PAYSANNE ET SOCIALE

(18 membres au lieu de 17.)

Ajouter le nom de M. Oopa Pouvanaa.

Convocations de commissions.

La commission des affaires économiques se réunira le mercredi 24 mai 1950, à quatorze heures trente (local de la commission n° 263):

I. — Examen de la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution (n° 9955) de M. Barthélémy relative à la sauvegarde de l'industrie de la taille du diamant

II. — Suite de la discussion du rapport de M. André Hugues sur la proposition de résolution (n° 9563) de M. Fernand Chevalier tendant à suspendre l'application des accords franco-italiens du 7 mars 1950.

III. — Suite de la discussion du rapport de M. André Hugues sur les projets de loi (nos 7165 et 8851) autorisant la ratification du traité et du protocole additionnel d'union douanière entre la France et l'Italie.

IV. — Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 9945) relatif au contrôle des ententes professionnelles.

V. — Echange de vues sur les propositions de la commission des économies.

VI. — Avis sur le rapport de M. Gilles Gozard relatif au développement des crédits de fonctionnement du département des affaires économiques (nos 8337 et 8426, annexe n° 8).

La commission des affaires étrangères se réunira (local du 7e bureau):

1° Le mardi 23 mai 1950, à dix heures.

Audition de M. Robert Schuman, ministre des affaires étrangères, sur la déclaration du Gouvernement en date du 9 mai 1950, proposant de placer la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une autorité commune.

2° Le mercredi 24 mai 1950, à dix heures.

I. — Suite de la discussion du rapport de M. Marc Scherer sur les propositions de résolution (nos 8091 rectifiée et 8727) de M. d'Aragon et de M. Paul Boulet relatives à l'utilisation des armes atomiques.

II. — Questions diverses.

La commission de l'agriculture se réunira (local de la commission n° 232):

1° Le mardi 23 mai 1950, à seize heures.

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de résolution (n° 9848) de M. Damas (création d'un bureau forestier en Guyane);

La proposition de loi (n° 9857) de M. Martineau (organisation du marché des sels de l'Ouest);

La proposition de loi (n° 9859) de M. Girardot (changement de dénomination des gardes et brigadiers des eaux et forêts);

Le projet de loi (n° 9872) (conditions d'assujettissement au régime agricole des prestations familiales des personnes exerçant à titre accessoire une activité professionnelle agricole).

II. — Rapport de M. Roulon sur sa proposition de loi (n° 9866) relative à la fixation du prix du blé.

III. — Suite de l'avis de M. Cerclier sur la proposition de loi de M. Corfonnier relative à la réforme des finances locales (taxe d'abatage) (n°s 8302 et 9329).

2° Le mercredi 24 mai 1950, à quatorze heures trente.

Suite de l'avis de M. Gérard Vée sur le projet et les propositions de loi relatifs au régime de l'allocation vieillesse (n°s 8715, 9556, 8372 et 8487).

La commission des boissons se réunira le mercredi 24 mai 1950, à neuf heures quarante-cinq (local de la commission n° 232);

I. — Examen du rapport de M. Castera sur la proposition de résolution (n° 8771) de M. Juge (suspension de l'arrachage des vignes).

II. — Questions diverses.

La commission de la défense nationale se réunira le mercredi 24 mai 1950, à dix heures (local de la commission n° 213):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de résolution (n° 9240) de M. Max Brusset tendant à maintenir en activité l'usine de la S. N. C. A. S. O. de Rochefort-sur-Mer;

La proposition de loi (n° 9741) de M. Livry-Level tendant à la création d'un contingent spécial de décorations au titre de la Résistance au bénéfice des évadés de guerre;

La proposition de loi (n° 9742 de M. Livry-Level tendant à étendre aux évadés de guerre le bénéfice du statut du combattant volontaire de la Résistance;

La proposition de loi (n° 9743) de M. Livry-Level tendant à attribuer une citation donnant droit au port de la Croix de guerre aux titulaires de la médaille des évadés 1939-1945;

La proposition de loi (n° 9797) de M. Hutin-Desgrées tendant à faciliter l'application de la loi du 25 avril 1949 créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit de certains combattants;

La proposition de résolution (n° 9800) de M. Mora tendant à éviter de nouveaux licenciements et la fermeture de l'usine Bréguet, de Bayonne-Anglet (Basses-Pyrénées).

II. — Rapport de M. Arnal sur le projet de loi (n° 9713) concernant l'organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte.

III. — Rapport supplémentaire de M. Girardot sur la proposition de résolution de M. Michelet tendant à modifier, en faveur des cadres chargés de famille, l'instruction du 23 juin 1949 qui règle le tour de départ aux T. O. E. (n°s 8181 et 8632).

IV. — Rapport de M. Girardot sur la proposition de loi (n° 7766) de M. Bartolini tendant à l'organisation des services sociaux des personnels civils du ministère de la défense nationale.

V. — Avis de M. Froment sur la proposition de résolution de M. Guiguen tendant à accorder tous les ans un voyage gratuit aux travailleurs de l'Etat déplacés pour les besoins du service (n°s 8809 et 9561).

VI. — Suite du rapport de M. Billat sur la proposition de loi (n° 8091) de M. Césaire portant désaffectation et cession de terrains et locaux militaires à Fort-de-France.

VII. — Questions diverses.

La commission de l'éducation nationale se réunira le mercredi 24 mai 1950, à quinze heures (local de la commission n° 262):

I. — Exposé de M. Simonnet, rapporteur spécial de la commission des finances, sur le budget de l'éducation nationale.

II. — Suite de la discussion du rapport de M. Cayol sur les propositions de loi de M. Albert Masson, de M. Cayol, de M. Doutrellot et de M. Garaudy tendant à assurer le versement d'une rémunération aux étudiants (n°s 5388, 6118, 9356 et 9453).

III. — Examen du rapport de M. Farine sur le projet de loi relatif à la ratification de l'accord du 1er août 1949 portant remise réciproque de documents d'archives entre la France et l'Italie (n° 9026).

IV. — Examen de l'avis de M. Farine sur les propositions de loi de M. Deixonne et de M. Thuillier tendant à protéger les dessinateurs français contre certaines formes de dumping dans les périodiques destinés à la jeunesse (n°s 7744, 7796 et 9601).

V. — Examen du rapport de M. Billères sur les propositions de loi et de résolution relatives au reclassement de diverses catégories de personnel enseignant (n°s 2697, 4123, 6385, 6410, 6555, 6556, 6832, 7448, 7512, 8450 et 8832).

VI. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 9561) de Mlle Rumeau: avantages tarifaires sur les chemins de fer pour les colonies de vacances;

La proposition de loi (n° 9610) de M. Airoldi: rétablissement du billet collectif à 50 p. 100 pour les organisations de plein air et de jeunesse;

La proposition de loi (n° 9607) de M. Raymond Guyot: attribution aux étudiants d'une réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne;

La proposition de loi (n° 9732) de M. Hénault: création de sociétés coopératives familiales scolaires.

VII. — Nomination de rapporteurs pour avis pour:

La proposition de loi (n° 9219) de M. Mazuez: modification des conditions d'attribution des prestations familiales;

La proposition de loi (n° 9273) de Mme Claeys: abrogation de l'article 20 du décret du 20 décembre 1946 sur l'assiduité scolaire;

La proposition de loi (n° 9608) de M. Djemad tendant à décharger de classe les directeurs des écoles primaires comptant plus de trois cents élèves.

VIII. — Questions diverses.

La commission de la famille, de la population et de la santé publique se réunira le mardi 23 mai 1950, à dix-sept heures (local de la commission n° 219):

I. — Examen des conclusions d'un rapport d'enquête.

II. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 9836) de MM. Bouxom et Yves Fagon en faveur des mères décorées.

III. — Nomination d'un rapporteur pour avis pour la proposition de résolution (n° 9876) de M. Truffaut concernant le contrôle de l'emploi des allocations familiales.

La commission de l'intérieur se réunira le mercredi 24 mai 1950, à seize heures (local de la commission n° 207):

I. — Nomination d'un rapporteur pour une pétition (n° 306).

II. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 9772) de M. Cordonnier tendant à modifier l'article 111 de l'ordonnance du 17 mai 1945 relative aux services publics des départements et communes;

La proposition de loi (n° 9847) de M. Emile Hugues tendant à réglementer le dépôt légal;

La proposition de loi (n° 9904) de M. Césaire relative à la situation des personnels des services du conditionnement à la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion;

La proposition de résolution (n° 9575) de M. Capitant relative au classement indiciaire des personnels de la police municipale de Paris;

La proposition de résolution (n° 9825) de M. Labrosse relative au versement par l'Etat, aux collectivités locales, de la contre-partie des impôts directs et taxes indirectes non versées par les entreprises de l'Etat;

La proposition de résolution (n° 9900) de M. Touchard relative à la péréquation des pensions des sapeurs-pompiers de Paris.

III. — Nomination d'un rapporteur pour avis pour la proposition de résolution (n° 8693) de M. Mokhtari tendant à la création d'une commission chargée d'enquêter sur la situation des travailleurs Nord-Africains.

IV. — Nouvel examen de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la réglementation de l'activité des entreprises privées participant au service extérieur des pompes funèbres. (N°s 3969, 6193, 7701 et 9015. — M. Schaff, rapporteur.)

V. — Nouvel examen du rapport de M. Borra sur la proposition de loi (n° 9161) de M. Rabier relative aux conseils de prud'hommes en Algérie.

VI. — Suite de l'avis de M. Badiou sur le projet (n° 6349) et la proposition de loi (n° 4952) de M. Segelle relatifs aux bureaux d'aide sociale.

VII. — Suite du rapport de M. Fonlupt-Esperaber sur la proposition de loi (n° 7126), dont il est l'auteur, relative aux syndicats de communes.

VIII. — Rapport de M. Cordonnier sur le projet de loi (n° 9024) relatif à l'extension à l'Algérie de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers.

IX. — Questions diverses.

La commission de la justice et de législation se réunira le mercredi 24 mai 1950, à neuf heures trente et à quatorze heures trente (local de la commission n° 250):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 9901) de M. Frédéric-Dupont tendant à la suppression immédiate des cours de justice et des chambres civiques;

La proposition de loi (n° 9897) de M. Girardot tendant à remettre en liberté les objecteurs de conscience emprisonnés.

II. — Rapport de M. Courant sur: 1° la proposition de loi (n° 8865) de M. Poirot tendant à assurer la reconstitution rapide des archives hypothécaires détruites pour faits de guerre; 2° la proposition de loi (n° 9099) de M. Crouzier tendant à la reconstitution des registres hypothécaires détruits par faits de guerre.

III. — Suite du rapport de M. Charpin, sur: 1° le projet de loi (n° 8807) portant amnistie et relatif aux condamnations pour faits de collaboration ou de commerce avec l'ennemi; 2° la proposition de loi (n° 6156) de M. Louis Rollin tendant à admettre au bénéfice

de la grâce amnistiante les personnes condamnées à la dégradation nationale, soit à titre principal, soit accessoirement à une autre peine; 3° la proposition de loi (n° 7754) de M. Bidault tendant à amnistier certaines condamnations, à instituer le régime de libération anticipée, à apporter certaines modifications à la législation relative à la répression de faits de collaboration; 4° la proposition de loi (n° 7758) de M. Bernard Lalay, sénateur, tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie et de la revision à certaines catégories de personnes, à l'exception de celles qui auront, par leurs agissements, provoqué l'arrestation, la torture, la déportation ou la mort de patriotes ou apporté à l'ennemi une collaboration économique spontanée; 5° la proposition de loi (n° 8042) de M. Debû-Bridel, sénateur, tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie: *a*) aux anciens combattants et anciens résistants de la guerre 1939-1945; *b*) aux travailleurs condamnés pour faits de grève; *c*) à certaines catégories de délinquants primaires; 6° la proposition de loi (n° 8329) de M. Deshors tendant à amnistier les condamnations, à instituer un régime de libération anticipée, à supprimer l'indignité nationale pour faits de collaboration, délit visé par les ordonnances des 18 novembre, 28 novembre et 26 décembre 1944; 7° la proposition de loi (n° 8416) de M. Michelet portant amnistie en faveur de certaines catégories de personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre, 28 novembre et 26 décembre 1944.

IV. — Suite du rapport de M. Louis Rollin sur le projet de loi (n° 4967) relatif à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger.

V. — Rapport de M. Minjoz sur: 1° le projet de loi (n° 9291) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse; 2° la proposition de loi (n° 8852) de M. Mazuez tendant à déclarer incompatibles avec le mandat législatif les fonctions de directeur de publication de tout journal ou écrit périodique.

VI. — Rapport de M. Garet sur le projet de loi (n° 6895) tendant à mettre fin au régime des réquisitions de logement et les propositions de loi (n°s 997, 1186, 1703, 2681, 2876, 3721, 4516, 8080, 8395, 8539, 8573, 9294 et 9388) de M. Minjoz, de M. Pflimlin, de M. Frédéric-Dupont, de M. Angeletti, de Mme Péri, de M. Mondon, de M. Chaulard, de M. Burlot, de M. Delachenal et de M. Berger tendant à modifier l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux réquisitions de logement (3e partie).

VII. — Rapport de M. Grimaud sur les propositions de loi tendant à modifier la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers.

VIII. — Rapport de M. Minjoz sur le projet de loi (n° 7912) et la proposition de loi (n° 7975) de M. Gozard relatifs aux entreprises de crédit différé.

IX. — Suite du rapport de M. Minjoz sur le projet de loi (n° 3938) relatif au fonctionnement du conseil supérieur de la magistrature et à l'exercice de ses attributions.

X. — Rapport de M. Gallet sur le projet de loi (n° 5883) concernant certains officiers publics et ministériels et auxiliaires de justice.

XI. — Rapport de M. Minjoz sur la proposition de loi (n° 1760) de M. Lapie tendant à l'interdiction des contrats de fourniture exclusives de bières et autres boissons intervenus entre producteurs ou distributeurs de bières et de boissons et propriétaires, locataires ou gérants de débits de boissons.

XII. — Rapport de M. Wasmer sur la proposition de résolution (n° 1402) de M. Gautier tendant à inviter le Gouvernement à proroger l'article 5 de l'ordonnance du 11 avril 1945 et l'article 10 de l'ordonnance du 21 avril 1945 relatifs à la dévolution de certains biens meubles récupérés de l'Etat à la suite d'actes de pillage et de spoliation commis par l'occupant.

XIII. — Rapport de M. Wasmer sur la proposition de loi (n° 908) de M. Meck relative à l'application de l'ordonnance du 21 avril 1945 sur les spoliations.

XIV. — Rapport de M. Wasmer sur la proposition de loi (n° 2716) de M. Rincent tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 47-1091 du 19 juin 1947 modifiant et complétant l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi.

XV. — Rapport de M. Defos du Rau sur la proposition de loi (n° 872) de M. Paumier tendant à compléter l'article 671 du code civil et à modifier la distance de la ligne séparative pour les plantations d'arbres d'essence forestière.

XVI. — Rapport de M. Desjardins sur le projet de loi (n° 4392) relatif à la police de la circulation routière.

La commission des moyens de communication et du tourisme se réunira le mercredi 24 mai 1950, à seize heures (local de la commission n° 211):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

Le projet de loi (n° 9745) instituant un régime de retraites pour les personnels navigants professionnels de l'aéronautique civile;

Le projet de loi (n° 9867) portant déclassement de la section Watten-Saint-Pierre-Brouck de la ligne d'intérêt général Watten-Gravelines;

Le projet de loi (n° 9889) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention du 12 mai 1949 relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique-Nord;

Le projet de loi (n° 9915) portant déclassement de la section Couterne-Bagnoles-de-l'Orne de la ligne d'intérêt général de Couterne à la Ferté-Macé;

La proposition de résolution (n° 5878) de M. Charles Benoist et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le trafic des transports S. N. C. F. dans la banlieue de Paris et à procéder au déclassement des voitures dans lesdits trains aux heures de pointes, en remplacement de M. Charles Benoist;

La proposition de résolution (n° 6005) de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux aéro-clubs d'aviation légère et sportive la détaxe des carburants utilisés pour la formation des pilotes, en remplacement de M. Charles Benoist.

II. — Nomination de rapporteurs pour avis pour:

La proposition de loi (n° 9561) de Mme Marcelle Rumeau et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir les avantages tarifaires consentis antérieurement à 1947 par la Société nationale des chemins de fer français à tout transport de jeunes de moins de vingt et un ans se rendant en camp ou colonie de vacances;

La proposition de loi (n° 9607) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à prendre toutes dispositions utiles afin que soit attribuée aux étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles une réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne;

La proposition de loi (n° 9610) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 p. 100 aux organisations de plein air et de jeunesse;

Le projet de loi (n° 9819) portant fixation d'un programme aérien;

La proposition de résolution (n° 7224) de M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour octroyer aux chômeurs totaux ou partiels le bénéfice de la demi-gratuité sur les transports en commun, tramways, autobus, chemins de fer, en remplacement de M. Charles Benoist;

La proposition de résolution (n° 7230) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour octroyer aux chômeurs de la région parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne) le bénéfice de la demi-gratuité sur les transports en commun, autobus, métro et chemins de fer, en remplacement de M. Charles Benoist.

III. — Rapport de M. Dufour sur la proposition de résolution (n° 9170), dont il est l'auteur, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic des voyageurs et des messageries sur la ligne de chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mûre (Isère).

IV. — Examen d'une proposition de M. Poumadère tendant à ce que la commission des moyens de communication et du tourisme demande la discussion d'urgence de la proposition de loi (n° 9313), dont il est l'auteur, tendant à accorder une réduction de 50 p. 100 aux bénéficiaires des billets congés payés avec accès à tous les trains et s'étendant aux membres de la famille obligés de voyager isolément.

V. — Questions diverses.

La commission des pensions se réunira le mercredi 24 mai 1950, à quinze heures trente (local de la commission n° 206):

I. — Examen des rapports:

De M. Poirot, sur la proposition de loi (n° 8731), dont il est l'auteur, tendant à fixer la pension des veuves de guerre à la moitié et la pension des ascendants à 33 p. 100 de la pension allouée à un invalide à 100 p. 100;

De M. Emile-Louis Lambert, sur le projet de loi (n° 9748) portant reconduction et modification de la législation sur les emplois réservés;

De M. Durroux, sur la proposition de loi (n° 9418) de M. Aubry tendant à instituer au ministère des anciens combattants une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur en faveur des aveugles de la Résistance,

De M. Durroux, sur la proposition de résolution (n° 9675) de M. de Raulin-Laboureur tendant à lever la forclusion pour les propositions de récompenses en faveur des membres des F. F. C., des F. F. L., des F. F. I. et de la R. I. F.

II. — Questions diverses.

La commission de la presse se réunira le mercredi 24 mai 1950, à quinze heures trente (local de la commission n° 230):

Audition de M. Pierre-Henri Teitgen, ministre d'Etat chargé de l'information, sur le budget de la radiodiffusion et de la télévision.

La commission de la production industrielle se réunira (local de la commission n° 264):

1° Le mardi 23 mai 1950, à onze heures trente.

Demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution (n° 9975) de M. Servin tendant à maintenir en activité les houillères de Ronchamp (Haute-Saône).

2° Le mercredi 24 mai 1950, à dix heures.

I. Nomination d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 9975) de M. Servin tendant à maintenir en activité les houillères de Ronchamp (Haute-Saône).

II. — Communication de M. Le Scellour sur son rapport relatif à l'augmentation de la retraite des mineurs.

III. — Rapport de M. Gabriel Roucaute sur la proposition de résolution (n° 9181) de M. Lecœur tendant à appliquer l'article 12 du statut du mineur, décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, décret établi en conformité de la loi du 14 février 1946.

IV. — Rapport de M. Mudry sur sa proposition de loi (n° 8132) tendant: 1° à supprimer le privilège exorbitant que détiennent les trusts de l'électrochimie et de l'électrométallurgie en matière de fournitures d'électricité; 2° à faire payer les fournitures d'électricité aux trusts et aux gros industriels à des prix correspondant aux prix de revient et à supprimer ainsi les faveurs qui leur ont été accordées et dont les conséquences financières sont supportées par les petits et moyens consommateurs.

V. — Rapport de M. Védrines sur la proposition de loi (n° 9254) rectifié de M. Alphonse Denis tendant à modifier et à compléter l'article 49 de la loi du 21 avril 1810 sur les mines de façon à sauvegarder les droits de la collectivité en cas de restriction ou d'abandon d'une exploitation minière.

VI. — Avis de M. André Denis sur le projet de loi (n° 6027) portant statut des entreprises publiques.

VII. — Rapport de M. Finet sur la proposition de loi (n° 8713) de M. Mudry tendant à compléter l'article 15 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité, en vue d'empêcher la restitution illégale aux anciennes compagnies du gaz et de l'électricité, des biens transférés à la nation en 1946.

VIII. — Rapport de M. Le Sciellour sur le projet de loi (n° 4966) modifiant le décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines.

IX. — Questions diverses.

La commission de la reconstruction et des dommages de guerre se réunira le mardi 23 mai 1950, à vingt et une heures (local de la commission n° 208).

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de résolution (n° 9795) de M. Coudray tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 46-2963 du 31 décembre 1946 fixant le maximum de valeur locative au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté;

La proposition de résolution (n° 9796) de M. Coudray tendant à inviter le Gouvernement à publier par décret les dérogations à l'indemnisation des stocks sur la base des quantités nécessaires au fonctionnement de l'entreprise pendant trois mois;

La proposition de loi (n° 9806) de M. Fievez tendant à la construction chaque année de 150.000 logements.

II. — Examen en deuxième lecture du projet de loi sur la réparation des dommages de guerre (n°s 8581 et 9959).

III. — Examen du rapport de M. Siefridt sur le projet et la proposition de loi de M. Caillavet portant aménagement du prélèvement sur les loyers (n°s 8184 et 9501).

IV. — Questions diverses.

La commission des territoires d'outre-mer se réunira le mardi 23 mai 1950, à seize heures (local de la commission n° 254):

I. — Examen de la demande d'avis de l'assemblée de l'Union française sur la proposition de loi (n° 9352) de M. Mamadou Konaté tendant à la création d'un cadre unique du personnel des chemins de fer de l'Afrique occidentale française.

II — Rapport de M. Malbrant sur la proposition de résolution (n° 8818) de M. Bayrou tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures qui s'imposent pour améliorer le fonctionnement de la justice en Afrique équatoriale française.

III. — Suite de l'examen du rapport de M. Joseph Dumas sur le projet de loi instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer.

La commission du travail et de la sécurité sociale se réunira le mercredi 24 mai 1950, à quinze heures (local de la commission n° 261):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 9832) de M. Jean-Paul David: encouragement à la formation d'apprentis par les artisans;

La proposition de loi (n° 9899) de Mme Roca: salaire de base des prestations familiales;

Le projet de loi (n° 9958): convention de sécurité sociale entre la France et la Yougoslavie.

II. — Rapport de M. Alfred Costes sur la proposition de loi (n° 9821) de M. Marty relative aux ouvriers lock-outés de la S. N. E. C. M. A.

III. — Rapport de Mme Francine Lefebvre sur la proposition de résolution (n° 9864) de M. Maurice Guérin relative aux crédits de la formation professionnelle accélérée.

IV. — Suite du rapport de M. Mazier sur le projet et les propositions de loi relatifs à la formation professionnelle (n°s 202, 870, 1696, 2149, 4460 et 7037).

V. — Suite du rapport de M. Besset sur les propositions de loi de M. Besset, de Mme Lefebvre, de M. Patinaud et de M. Signor relatives au chômage (n°s 4126, 7188, 7190, 8370, 8873 et 9692).

VI. — Suite du rapport de M. Viatte sur le projet de loi (n° 5340) relatif au régime des allocations familiales dans les départements d'outre-mer.

VII. — Rapport de M. Duquesne sur le projet de loi (n° 6818) relatif à la convention n° 81 de l'O. I. T. concernant l'inspection du travail.

VIII. — Rapport de M. Duquesne sur le projet de loi (n° 9281) relatif à la convention d'assistance sociale et médicale entre les pays signataires du traité de Bruxelles.

IX. — Rapport de M. Duquesne sur le projet de loi (n° 9616) relatif à la convention de sécurité sociale avec la Suisse.

X. — Rapport de Mme Darras sur le projet de loi (n° 4145) relatif à la convention n° 3 de l'O. I. T.

XI. — Suite du rapport de M. Ninine sur la proposition de loi (n° 7139) de M. Leenhardt concernant les restaurants sociaux.

XII. — Rapport de M. Boutavant sur la proposition de loi (n° 7271) de M. Rosenblatt tendant au cumul des pensions du régime local et du régime général de sécurité sociale

XIII. — Rapport de M. Bonnet sur le projet de loi (n° 6890) concernant la prévention des accidents du travail.

XIV. — Vote sur le rapport de M. Gérard Duprat sur la proposition de loi (n° 4263) de M. Henri Meck portant institution du tiers payant, et examen du rapport de M. Coffin sur les propositions de loi de M. Coffin et de M. Beugniez (n°s 9098 et 9370) concernant les rapports entre la sécurité sociale et le corps médical.

XV. — Rapport de M. Duquesne sur le projet et les propositions de loi de Mme Roca et de M. Beugniez (n°s 4956, 5713 et 9188) concernant les allocations prénatales.

XVI. — Rapport de M. Patinaud sur sa proposition de loi (n° 8796) relative au reçu pour solde de tout compte.

XVII. — Rapport de Mme Claeys sur sa proposition de loi (n° 8618) concernant la prime de tablier.

XVIII. — Rapport de M. Besset sur les propositions de loi et de résolution de M. Allonneau, de M. Morand, de M. Besset et de Mme Darras relatives à la silicose professionnelle (n°s 6223, 6680, 7719 et 7811).

XIX. — Rapport de Mme Claeys sur sa proposition de loi (n° 9211) concernant l'allocation aux vieux.

XX. — Rapport de M. Viatte sur sa proposition de loi (n° 8963) concernant l'assurance décès dans les professions artisanales.

XXI. — Rapport de Mme Darras sur les propositions de loi de M. Alfred Petit et de M. Siefridt concernant les allocations d'assistance aux infirmes et incurables (n°s 3155 et 4559).

XXII. — Rapport de Mme Darras sur la proposition de loi (n° 4338) de Mme Péri concernant les allocations familiales.

XXIII. — Rapport de M. Duquesne sur sa proposition de loi (n° 9189) concernant les allocations de salaire unique.

XXIV. — Questions diverses.

La commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par M. le président du conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 se réunira (local de la commission n° 255):

1° Le mardi 23 mai 1950, à quinze heures.

Echange de vues sur les travaux de la commission.

2° Le jeudi 25 mai 1950, à quatorze heures trente.

Audition de MM. Anxionnaz, Chamant, Michelet et le colonel Morand.

La commission chargée d'enquêter sur les incidents survenus en Côte d'Ivoire se réunira le mardi 23 mai 1950, à dix-huit heures (local de la commission n° 251):

I. — Constitution du bureau.

II. — Organisation des travaux.

Réunions de commissions du mardi 23 mai 1950.

Commission des affaires étrangères, à dix heures. — Local du 7e bureau.

Commission de l'agriculture, à seize heures. — Local n° 232.

Commission de la famille, de la population et de la santé publique, à dix-sept heures. — Local n° 219.

Commission des finances, à seize heures. — Local de la commission.

Commission de la justice et de législation, à neuf heures trente et à quatorze heures trente. — Local n° 250.

Commission des pensions, à quinze heures trente. — Local n° 206.

Commission de la production industrielle, à onze heures trente. — Local n° 264.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, à vingt et une heures. — Local n° 208.

Commission des territoires d'outre-mer, à seize heures. — Local n° 254.

Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par M. le président du conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950, à quinze heures. — Local n° 255.

Commission chargée d'enquêter sur les incidents survenus en Côte d'Ivoire, à dix-huit heures. — Local n° 254.

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1950

Ordre du jour du mardi 23 mai 1950.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des ministres aux questions orales suivantes:

I. — M. Bordeneuve rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques les assurances que celui-ci lui avait données d'élargir et de desserrer les crédits bancaires aux industriels saisonniers des conserves de légumes (*Journal officiel* du 25 mai 1949, p. 1205); lui signale que les dispositions prises à cet effet durant la campagne de fabrication de 1949 se sont avérées manifestement insuffisantes et qu'une très grave crise a durement frappé cette catégorie d'industriels; lui demande, en conséquence, à la veille de la nouvelle saison, quelles mesures nouvelles et vraiment efficaces le Gouvernement entend prendre pour élargir les crédits bancaires aux conserveurs de produits agricoles afin de leur permettre de payer les achats à la ferme, la main-d'œuvre de leurs entreprises et les frais de leurs fabrications, lui rappelant que ces payements très élevés doivent être faits comptant et que le règlement des produits fabriqués ne peut s'effectuer qu'au fur et à mesure de leur écoulement; lui signale qu'à défaut de crédits bancaires largement ouverts il sera impossible aux conserveurs d'absorber la récolte de fruits et primeurs qui s'annonce très importante cette année; et que cette pénible situation entraînera inéluctablement l'arrêt des fabrications, la fermeture des usines et provoquera, en conséquence, la mévente des produits agricoles, le chômage des ouvriers et une crise commerciale fort préjudiciable à l'intérêt général. (N° 124.)

II. — M. Henri Maupoil expose à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme que l'industrie de construction du matériel ferroviaire se trouve dans une situation grave faute de commandes et de régularité dans les commandes; que l'industrie de réparation soumise à la concurrence des ateliers de la Société nationale des chemins de fer français se trouve dans une situation tout aussi sérieuse; et demande quelle politique il entend mener à l'égard de cette branche de l'industrie française. (N° 129.)

III. — M. Héline demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre quelles mesures il va prendre: 1° pour éviter les longs retards constatés dans la liquidation définitive des pensions des victimes de la guerre; 2° pour hâter le payement des augmentations résultant des décisions législatives ou gouvernementales améliorant le taux des pensions des victimes de la guerre; 3° pour corriger les dispositions draconiennes de la loi qui oppose la forclusion à la reconnaissance d'une aggravation de maladie quand cette aggravation est constatée plus de cinq années après l'attribution de la pension définitive. (N° 130.)

IV — Mme Devaud signale à M. le ministre de la justice les regrettables incidents auxquels a donné lieu une récente inspection de la maison centrale de Lambèse et lui demande quelles mesures il entend prendre pour en éviter le retour. (N° 131.)

V. — M. Georges Maurice demande à M. le ministre d'Etat chargé de l'information comment une personne nommément visée ou suffisamment désignée dans une émission de la radiodiffusion française peut obtenir le texte officiel de ladite émission. (N° 132.)

2. — Discussion de la question orale avec débat suivante:

M. Louis Gros demande à M. le secrétaire d'Etat aux finances (affaires économiques) s'il est dans ses intentions de renouveler le contingent d'admission en franchise des conserves marocaines (décret interministériel du 13 septembre 1948 et décret du 1er juin 1949) pour la période du 1er juin 1950 au 31 mai 1951, un tel renouvellement ou augmentation s'inscrivant dans le cadre d'une politique de libération des échanges, alors qu'une réduction ou une suppression du contingent aurait pour conséquence une élévation du prix d'une denrée de première nécessité pour les consommateurs français.

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager, versé au titre d'un régime de sécurité sociale. (Nos 286 et 310, année 1950. — M. Vourc'h, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre le Gouvernement français et le gouvernement de la zone française d'occupation, en ce qui concerne le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers, signée le 26 mars 1949. (Nos 208 et 291, année 1950. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques, en vue de protéger la santé publique. (Nos 173 et 324, année 1950. — M. Alfred Paget, rapporteur; et n° , année 1950. — Avis de la commission du ravitaillement et des boissons. — M. Breton, rapporteur; et n° 327, année 1950. — Avis de la commission des affaires étrangères. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 2, 7 et 8 de la loi du 18 août 1948 créant le conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux. (Nos 243 et 293, année 1950. — M. Brettes, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er *étage*. — Depuis M. Grégory, jusques et y compris M. François Labrousse.

Tribunes. — Depuis M. de Lachomette, jusques et y compris M. Pierre Marty.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 23 mai 1950.

N° 268. — Proposition de loi de M. Denvers tendant à modifier la loi relative au régime d'assurance des marins.

N° 273. — Rapport de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre sur les propositions de résolution relatives à une politique du logement et à la construction d'immeubles neufs avec les fonds de l'aide Marshall.

N° 289. — Proposition de résolution de M. Biatarana tendant à mettre à la disposition de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine les moyens nécessaires à l'exploitation du périmètre pétrolifère de Lacq.

N° 302. — Proposition de loi de M. Restat tendant à modifier la législation relative à l'assurance contre la grêle.

N° 305. — Rapport de M. Cozzano sur la proposition de résolution tendant à l'intégration dans un cadre métropolitain de tout fonctionnaire relevant du ministère de la France d'outre-mer reconnu, en cours de carrière, inapte à servir outre-mer.

N° 309 — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi fixant les contingents annuels de Légion d'honneur et médaille militaire à attribuer aux personnels militaires de la France d'outre-mer.

N° 310 (1). — Rapport de M. Vourc'h sur la proposition de loi tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente d'un régime de sécurité sociale.

N° 313. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour l'exercice 1950.

N° 317. — Proposition de loi de M. Saller relative au statut des chefs autochtones en Afrique.

N° 321. — Proposition de résolution de M. Chochoy tendant à rouvrir les délais d'admission dans la gendarmerie.

N° 322. — Rapport de M. Léger sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République.

N° 324 (1). — Rapport de M. Alfred Paget sur la proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques.

N° 327 — Avis de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre sur la proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques.

N° 328. — Projet de loi relatif à la fête des mères.

N° 329. — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur le projet de loi tendant à approuver la cession gratuite au département de Meurthe-et-Moselle du bâtiment de la cour d'appel de Nancy.

N° 330. — Projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et la république de Saint-Marin sur la sécurité sociale.

N° 331. — Projet de loi tendant à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus entre la France et le Luxembourg.

N° 332. — Projet de loi tendant à ratifier la convention franco-suisse relative à la construction de l'aéroport de Bâle-Mulhouse à Blotzheim.

N° 333 — Projet de loi portant création de postes de magistrats dans certains tribunaux du ressort de la cour d'appel d'Alger.

N° 334. — Projet de loi modifiant l'article 11 de la loi accordant des indemnités aux agents d'assurances par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » à la sécurité sociale.

N° 335 — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédit pour l'organisation d'une exposition internationale du sceau et du blason.

N° 336. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 381 et 386 du code pénal.

---

(1) NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 22 mai 1950.

Convocations de commissions.

La commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales se réunira le mercredi 24 mai 1950, à dix heures trente (local n° 274):

I. — Examen du projet de rapport pour avis de M. Laffargue sur le projet de loi (n° 262, année 1950) relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (prêts et garanties).

II. — Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 274, année 1950) portant modification des lois du 14 janvier 1933 et du 19 février 1908 sur les élections consulaires et suppression des chambres consultatives des arts et manufactures.

III. — Questions diverses.

La commission des affaires étrangères se réunira le vendredi 26 mai 1950, à dix heures trente (local n° 201):

Audition de M. le ministre des affaires étrangères sur la proposition du Gouvernement français tendant à placer en commun la production franco-allemande de charbon et d'acier ainsi que sur les résolutions et déclarations adoptées à l'issue de la conférence de Londres, le 12 mai, et à la réunion du conseil de l'Atlantique, le 18 mai 1950.

La commission de l'agriculture se réunira le mercredi 24 mai 1950, à quinze heures (local n° 214, salle Jules-Méline):

I. — Examen de l'aspect agricole du projet de loi (n° 262, année 1950) relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (prêts et garanties).

II. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 308, année 1950) tendant à compléter la loi du 8 juin 1949 sur l'élection des conseils d'administration de la mutualité agricole.

III. — Examen des conclusions à donner à l'étude du marché « blé-farine-pain ».

La commission des moyens de communication, des transports et du tourisme se réunira le mercredi 24 mai 1950, à dix heures (local n° 214, salle Jules-Méline):

I. — Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 306, année 1950), relatif à la perception d'une indemnité à titre de sanction des infractions à la police des chemins de fer;

II. — Examen des rapports:

a) De M. Pinton, sur la proposition de loi (n° 269, année 1950) relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises;

b) De M. Pic, sur la proposition de résolution (n° 195, année 1950) de M. Biatarana, relative à la franchise postale en faveur des conseillers généraux dans l'exercice de leurs fonctions.

III. — Questions diverses.

La commission de la production industrielle se réunira le mercredi 24 mai 1950, à quatorze heures trente (local n° 274):

I. — Examen du projet de rapport pour avis de M. Armengaud sur le projet de loi (n° 262, année 1950) relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (prêts et garanties).

II. — Questions diverses.

La commission du travail et de la sécurité sociale se réunira le mercredi 24 mai 1950, à dix heures quinze (local n° 213):

I. — Examen du rapport de M. Ruin sur la proposition de loi (n° 201, année 1950) modifiant les articles 54 *g* et 54 *j* du livre II du code du travail.

II. — Examen du rapport de M. Ruin sur la proposition de loi (n° 181, année 1950) tendant à compléter l'article 107 du livre Ier du code du travail.

III. — Suite de l'examen du rapport de M. Boulangé sur la proposition de résolution (n° 98, année 1950) de M. Naveau, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de croix de chevalier de la Légion d'honneur mis à la disposition de M. le ministre du travail en vue de récompenser les vieux travailleurs ayant plus de soixante ans d'activité salariée dans la même entreprise.

IV. — Examen du rapport pour avis de M. Saint-Cyr sur la proposition de loi (n° 237, année 1950) portant modification de l'article 1er de l'acte dit loi du 2 septembre 1941 sur la protection de la naissance et constatation de la nullité de l'acte dit loi du 18 décembre 1941. — Rapport (n° 319, année 1950) de Mme Cardot.

Réunions de commissions du mardi 23 mai 1950.

Commission de la famille, de la population et de la santé publique, à quatorze heures trente. — Local n° 207.

Commission des finances, à seize heures. — Local de la commission.

Commission du ravitaillement et des boissons, à onze heures. — Local n° 214 (salle Jules-Méline).

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour du mardi 23 mai 1950.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

Discussion de la proposition de Mme Malroux, Mlle Le Ber, MM. Perier, Touré, membres de la mission aux Antilles et à la Guyane, et de M. Camprasse, Polycarpe et Sylvestre, tendant à inviter le Gouvernement à participer à l'érection d'un monument à la gloire de Félix Eboué, à Cayenne, sa ville natale. (Nos 91 et 115, année 1950. — Mme Malroux, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 23 mai 1950.

N° 101. — Proposition de résolution de M. Daniel Boisdon tendant à faire instituer par l'Assemblée de l'Union française une commission spéciale chargée d'étudier l'organisation du suffrage universel dans les pays d'outre-mer (renvoyée à la commission de politique générale).

N° 110 (1). — Demande d'avis de M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, étendant aux territoires d'outre-mer et aux territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo l'application de la loi n° 49-226 du 19 février 1949 ayant pour objet de mettre la législation française en harmonie avec les dispositions de la convention de Bruxelles sur les privilèges et les hypothèques maritimes (renvoyée à la commission du plan, de l'équipement et des communications).

N° 114. — Demande d'avis de M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi (A. N. n° 9611) de M. Lodéon, sénateur, tendant à compléter la loi n° 48-340 du 28 février 1948 sur l'organisation de la marine marchande (renvoyée à la commission du plan, de l'équipement et des communications).

N° 115 (2). — Rapport par Mme Malroux, au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition (n° 91, année 1950) de Mme Malroux, tendant à inviter le Gouvernement à participer à l'érection d'un monument à la gloire de Félix Eboué à Cayenne, sa ville natale.

N° 116 (2). — Rapport par M. Paul Simon, au nom de la commission du règlement et des pétitions, sur la proposition de résolution (n° 44, année 1950) de M. Alphonse Juge tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à modifier l'article 35 du règlement.

NOTA. — (1) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers et des services de l'Assemblée de l'Union française le 16 mai 1950.

(2) Ces documents ont été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers et des services de l'Assemblée de l'Union française le 22 mai 1950.

Convocation de commission.

La commission d'information se réunira le vendredi 26 mai 1950, à dix heures, à l'annexe du secrétariat général de l'Assemblée, 27, rue du Mont-Thabor, Paris:

I. — Suite de l'examen du rapport préliminaire.

II. — Adoption d'une méthode de classement en liaison avec les services compétents.

III. — Détermination d'un premier ordre d'étude relevant de la commission d'information.

IV. — Examen de la demande d'un membre de la commission d'information se proposant d'effectuer un voyage en Afrique du Nord

INFORMATIONS

RELATIVES

AU CONSEIL ECONOMIQUE

DEUXIÈME SESSION DU MOIS DE MAI 1950.

Séance du mardi 23 mai 1950.

A QUINZE HEURES

Ordre du jour.

1. — Propositions de loi n° 8123 tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature et n° 9274 tendant à modifier la législation en matière de vente avec primes, de façon à prévenir et à réprimer les fraudes.

2. — Questions diverses

Durée probable de la session: un jour.

AVIS FT COMMUNICATIONS

Présidence du conseil.

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation).

La direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e), a fait paraître dans la semaine du 15 au 22 mai 1950:

1° *Notes et études documentaires.*

N° 1326 Les terres australes et l'Antarctide française..... 100 F.

Abonnement aux « Notes et études documentaires »: six mois, 2.800 F; un an, 5.500 F.

2° *Chroniques étrangères.*

N° 147 Etats-Unis..... 60 F.

Abonnement à chacune des six chroniques étrangères: six mois, 200 F; un an, 380 F.

3° *Articles et documents.*

N° 1858 Scandinavie (*La langue française en Suède. Le Danemark et le Slesvig méridional*)..... 20 F

N° 1859 Europe orientale (*La lutte contre les koulaks en Hongrie. Le gouvernement Plastiras*)..... 20

N° 1860 Etats-Unis (*Le général MacArthur parle du Japon. La culture de la peur*)..... 20

N° 1861 La vie culturelle de la jeunesse allemande..... 20

N° 1862 L'U. R. S. S. et les Etats-Unis (*Vaisseaux fantômes rouges. Deux mondes, deux presses*)..... 20

N° 1863 Orient-Occident (*La Grande-Bretagne en Lybie. Les églises chrétiennes en Israël*)..... 35

Abonnement aux « Articles et documents »: six mois, 1.600 F; un an, 3.000 F.

4° *Problèmes économiques.*

(Sélection de presse française et étrangère.)

N° 124 du 16 mai 1950 présente notamment: concurrence japonaise et concurrence allemande; le cinquième emprunt d'Etat en U. R. S. S. Le numéro..... 30 F.

Abonnement aux « Problèmes économiques »: six mois, 775 F; un an, 1.500 F.

5° *Cahiers français d'information.*

N° 156 du 15 mai 1950 présente notamment: l'expédition française à l'Himalaya; le virus du cancer est-il découvert? Le numéro ..... 30 F.

Abonnement aux « Cahiers français d'information »: six mois, 360 F; un an, 700 F.

6° *Bulletin hebdomadaire de statistique.*

N° 107 du 20 mai 1950 présente notamment: premiers résultats d'une enquête par sondage sur les conditions de vie des personnes âgées. Abonnement au « Bulletin hebdomadaire de statistique »: six mois, 520 F; un an, 1 000 F.

Vente au numéro et par abonnement à la direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e).

Versements au régisseur des recettes, 16, rue Lord-Byron, Paris (Paris C. C. P. 9060-98).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

TARIFS DE TRANSPORT
SUR LES CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL

1° Propositions de tarifs de transport présentées à l'homologation ministérielle.

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de proroger jusqu'au 31 décembre 1950, les dispositions faisant l'objet du chapitre 103 (§ 3) du tarif n° 12. (*Paris, le 18 mai 1950.*)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de modifier comme suit, à partir du 1er juillet 1950, le tarif n° 31 et le recueil T.

TARIF N° 31

. . . . . .

Conditions d'application.

. . . . . .

IV. — Livraison et enlèvement à domicile dans le cadre d'un programme de transports concerté.

Les marchandises, taxées à un barème par wagon au chapitre 1er, *littera* A du présent tarif, peuvent faire l'objet d'une livraison à domicile et les emballages en retour, taxés aux conditions du *littera* B dudit chapitre, d'un enlèvement à domicile, dans un rayon de 25 km... (le reste sans changement).

RECUEIL T

TABLEAU II. — Prix nos 1001 et au delà.

NUMÉROS de prix.	PRIX A PERCEVOIR
. . . . .	. . . . .
	TARIF N° 31
2251	Chapitre 1er, par tonne..... 290 F.
2252	Chapitre 1er, par tonne..... 350
2253	Chapitre 1er, par tonne..... 400
2254	Chapitre 1er, par tonne..... 460
2255	Chapitre 1er, par tonne..... 520
2256	Chapitre 1er, par tonne..... 580
. . . . .	. . . . .

(*Paris, le 18 mai 1950.*)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition d'insérer, à partir du 1er juillet 1950, dans le chapitre 1er du tarif n° 10 et dans le recueil T, les dispositions indiquées ci-dessous:

§ I. — Marchandises désignées ci-après:

. . . . . .

§ II. — **Matériel moteur roulant sur rails** (991) (2) **matériel non moteur roulant sur rails** (990) circulant sur leurs propres roues au cours du transport (3), acheminés par train spécial, d'une gare quelconque à une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français.

Par train spécial: prix du chapitre 1er (§ 1), sans que la taxe obtenue pour le train spécial puisse être inférieure à celle résultant de l'application des prix du barème 356.

Dispositions spéciales.

L'expéditeur est tenu de faire connaître, à l'appui de sa demande de transport adressée à la gare expéditrice: la nature, le poids, les dimensions (avec croquis coté, s'il y a lieu) du matériel à expédier, ainsi que sa destination.

Après étude, le chemin de fer fait connaître si le transport peut être accepté et dans quelles conditions.

Après acceptation, par écrit, de ces conditions par l'expéditeur, la gare informe celui-ci de la date à laquelle le transport pourra être effectué.

RECUEIL T

TABLEAU I. — Barèmes nos 1 à 369 et 501 à 669.

Barème 356.

COUPURES de distances.	PRIX par train spécial.	COUPURES de distances.	PRIX par train spécial.
kilomètres.	francs.	kilomètres.	francs.
0 à 25	53.153	360 à 369	280.443
26 à 28	54.572	370 à 379	286.923
29 à 31	56.700	380 à 389	293.402
32 à 34	58.829	390 à 399	299.882
35 à 37	60.958	400 à 409	306.306
38 à 40	63.086	410 à 419	312.616
41 à 43	65.215	420 à 429	318.986
44 à 46	67.353	430 à 439	325.326
47 à 49	69.472	440 à 449	331.666
50 à 54	72.261	450 à 459	348.006
55 à 59	75.695	460 à 469	344.347
60 à 64	79.126	470 à 479	350.687
65 à 69	82.558	480 à 489	357.027
70 à 74	85.989	490 à 499	363.367
75 à 79	89.420	500 à 519	372.752
80 à 84	92.852	520 à 539	385.153
85 à 89	96.283	540 à 559	397.555
90 à 94	99.714	560 à 579	409.957
95 à 99	103.146	580 à 599	422.358
100 à 104	106.556	600 à 619	434.634
105 à 109	109.935	620 à 639	446.757
110 à 114	113.314	640 à 659	458.880
115 à 119	116.694	660 à 679	471.003
120 à 124	120.073	680 à 699	483.126
125 à 129	123.452	700 à 719	495.124
130 à 134	126.831	720 à 739	506.968
135 à 139	130.210	740 à 759	518.812
140 à 144	133.589	760 à 779	530.656
145 à 149	136.968	780 à 799	542.500
150 à 154	140.347	800 à 819	554.315
155 à 159	143.726	820 à 839	566.189
160 à 164	147.105	840 à 859	578.033
165 à 169	150.484	860 à 879	589.877
170 à 174	153.863	880 à 899	601.722
175 à 179	157.243	900 à 919	613.566
180 à 184	160.622	920 à 939	625.410
185 à 189	164.001	940 à 959	637.254
190 à 194	167.380	960 à 979	649.098
195 à 199	170.759	980 à 999	660.943
200 à 209	175.434	1.000 à 1.019	672.787
210 à 219	182.053	1.020 à 1.039	684.631
220 à 229	188.672	1.040 à 1.059	696.475
230 à 239	195.290	1.060 à 1.079	708.320
240 à 249	201.909	1.080 à 1.099	720.164
250 à 259	208.528	1.100 à 1.119	732.008
260 à 269	215.147	1.120 à 1.139	743.852
270 à 279	221.766	1.140 à 1.159	755.697
280 à 289	228.385	1.160 à 1.179	767.541
290 à 299	235.003	1.180 à 1.199	779.385
300 à 309	241.566	1.200 à 1.249	800.112
310 à 319	248.046	1.250 à 1.299	829.723
320 à 329	254.525	1.300 à 1.349	859.333
330 à 339	261.005	1.350 à 1.399	888.944
340 à 349	267.484	1.400 à 1.449	918.555
350 à 359	273.964	1.450 et au delà	948.165

(*Paris, le* 18 *mai* 1950.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition d'insérer, à partir du 1er juillet 1950, dans le chapitre 2 du tarif n° 3, un nouveau paragraphe dont les dispositions sont reproduites ci-après:

CHAPITRE 2. — Société nationale des chemins de fer français.

§ I. — . . . . . .

§ II. — . . . . . .

§ III. — **Levure** (151) en régime accéléré, d'une gare quelconque à une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français, par wagon.

Lorsque le tonnage des envois reçus dans une même gare, par un même destinataire, dépassera annuellement 1.000 tonnes, il sera accordé à ce destinataire, par voie de détaxe sur les taxes de transport payées par application des prix du chapitre 1er (§ 1) à l'exclusion du droit d'enregistrement et de timbre, une réduction dont le taux sera égal au taux moyen résultant, pour l'ensemble des tonnages reçus par ledit destinataire, des réductions suivantes:

10 p. 100 pour la fraction de tonnage comprise entre 1.000 et 2.000 tonnes;

20 p. 100 pour la fraction de tonnage en excédent de 2.000 tonnes, sans que la réduction appliquée puisse être supérieure à 10 p. 100.

(*Paris, le* 18 *mai* 1950.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition d'insérer dans le tarif n° 103, à partir du 1er juillet 1950, un nouveau chapitre 3 et une annexe dont les dispositions sont reproduites ci-après:

TARIF N° 103

CHAPITRE 3

Echanges industriels réguliers à courte distance.

Définition et admission des échanges industriels réguliers à courte distance.

Art. 14. — On entend par échanges industriels réguliers à courte distance, les envois par wagon en provenance d'une carrière ou d'un établissement industriel, situé sur le territoire français, expédiés à une distance inférieure à 25 km à destination d'un établissement industriel également situé sur le territoire français, effectués suivant un programme mensuel établi par le chemin de fer, compte tenu de ses possibilités d'exploitation et remis classés et étiquetés à des heures déterminées par groupe de wagons d'un tonnage fixé pour chaque relation.

La liste des marchandises admises au bénéfice des présentes dispositions fait l'objet de l'annexe au présent tarif.

Les échanges industriels réguliers à courte distance doivent emprunter exclusivement des lignes à voie normale et être en provenance d'un embranchement particulier relié directement par aiguilles aux voies de la Société nationale des chemins de fer français.

Calcul du prix de transport.

Art. 15. — Le prix de transport de chaque envoi est fixé par application des dispositions de l'article 14 (1°, *b*) du cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français, dans la limite:

D'une part, des prix prévus, sur une distance de 25 km, d'après la condition de tonnage la plus élevée par wagon au chapitre 1er du tarif applicable à la marchandise transportée;

D'autre part, ces mêmes prix, réduits d'une somme qui ne peut excéder les taux ci-après:

POUR LES PARCOURS	EN WAGONS des administrations de chemins de fer.	EN WAGONS de particuliers.
	francs.	francs.
N'excédant pas 7 km.	80	170
De 8 à 10 km	66	156
De 11 à 13 km	52	142
De 14 à 16 km	38	128
De 17 à 19 km	24	114
De 20 à 22 km	10	100

Dispositions spéciales.

Art. 16. — Par dérogation aux dispositions du tarif n° 104, il n'est alloué aucune redevance pour les transports en wagons de particuliers.

ANNEXE AU TARIF N° 103

Liste des marchandises admises au bénéfice des dispositions prévues au chapitre 3.

Tarif n° 7.

Tous les combustibles minéraux dénommés à ce tarif.

Tarif n° 8.

Bois destinés à des travaux de soutènement.
Bois destinés à la distillation, à la trituration ou au défibrage.

Tarif n° 11.

Briques non émaillées en laitier.
Briques réfractaires.
Pierres à macadam.

Tarif n° 12.

Castine.
Débris de briques réfractaires.
Laitier de hauts fourneaux, spongieux.
Scories de forges, de hauts fourneaux ou de verreries.

Tarif n° 13

Poussières de gueulards.

Tarif n° 11.

Acier, fer ou fonte brute en lingots.
Acier ou fer laminé ou profilé non dénommé.
Alliages ferro-métalliques.
Câbles et fils métalliques non dénommés.
Clous, pointes et rivets.
Déchets d'acier, de fer ou de fonte.
Demi-produits métallurgiques.
Fer-blanc en feuilles, imprimé ou non.
Fonte d'acier ou de fer moulée non dénommée.
Tôle d'acier ou de fer non ouvrée.
Tubes et tuyaux métalliques.

Tarif n° 22.

Chlorure de potassium pour engrais.
Sylvinite pour engrais.

(*Paris, le* 18 *mai* 1950.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de substituer, à partir du 28 mai 1950, les dispositions suivantes aux dispositions actuelles du chapitre 103 du tarif n° 7.

CHAPITRE 103. — Société nationale des chemins de fer français.

Combustibles désignés ci-après, en provenance d'une houillère située sur le territoire français expédiés directement par cette houillère de la gare la desservant, à une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français desservant un port de mer et exportés par ce port de mer:

MARCHANDISES	BARÈMES APPLICABLES PAR WAGON CHARGÉ DE :	
	15 tonnes.	20 tonnes.
Charbon de terre aggloméré ou non (240)	.....	Jusqu'à 99 km.... 77 De 100 à 199 km.. 173 Au delà..... 267
Coke (243) (1).....	Jusqu'à 99 km.... 75 De 100 à 199 km.. 171 Au delà..... 265	

(1) Pour l'application des articles 51 et 53 des conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises aux envois de coke chargés dans plusieurs wagons ou remis par rames, la charge normale à considérer, pour chaque wagon, est réduite de 25 p. 100.

Conditions d'application communes.

1° Aux chapitres 3, 5, 7... et 103.

Les prix de chacun de ces chapitres, ne peuvent être combinés ni entre eux, ni avec aucun autre prix, soit par soudure, soit en vertu d'un ordre de réexpédition.

(*Paris, le* 18 *mai* 1950.)

2° *Décisions ministérielles intervenues sur les propositions de tarifs.*

(La date indiquée en tête de chaque affaire est celle de la décision ministérielle. La date du *Journal officiel* mentionnée est celle du numéro qui a publié la proposition.)

A — **Homologations.**

8 *mai* 1950. — **Société nationale des chemins de fer français** et **Compagnie du tramway de Pontcharra à la Rochette et à Allevard-les-Bains.** — Proposition tendant à supprimer la surtaxe de 60 F et la ristourne correspondante prévues dans le recueil T pour les transports effectués aux conditions des tarifs ci-après:

Tarif n° 7. — Chapitre 52 (§§ III et 59, §§ II et IV).
Tarif n° 8. — Chapitre 52 (§§ III et 59).
Tarif n° 11. — Chapitre 59 (§ I).
Tarif n° 12 — Chapitre 52 (§ IV).
Tarif n° 14. — Chapitre 64.
Tarif n° 15. — Chapitre 52 (§ III).
Tarif n° 17 — Chapitres 52 et 59 (§§ I et II).
Tarif n° 18. — Chapitre 52 (§ V).
Tarif n° 19. — Chapitre 52 (§§ 1 et 59).
Tarif n° 23. — Chapitre 52 (§ 1).
Tarif n° 25. — Chapitre 52 (§ 1) (*Journal officiel* du 12 avril 1950.)

8 *mai* 1950. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition tendant à supprimer le chapitre 2 du tarif n° 31 et à modifier corrélativement les dispositions du chapitre 1er (*Journal officiel* du 12 avril 1950.)

8 *mai* 1950. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition tendant à compléter les dispositions du recueil R (barèmes et taxes accessoires prévus dans les tarifs de réglementation) correspondantes au tarif n° 101 (masses indivisibles et objets de dimensions exceptionnelles) par la désignation des taxes à percevoir pour les transports à destination définitive de l'Autriche. (*Journal officiel* du 12 avril 1950.)

16 *mai* 1950. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition tendant à faire bénéficier des facilités de circulation prévues au tarif n° 24 les transports de mobilier non dénommé, usagé, lorsque ces envois de mobilier font partie d'un groupe de cadres taxé aux conditions d'un tarif autre que le présent tarif. (*Journal officiel* du 18 avril 1950.)

16 *mai* 1950. — **Société nationale des chemins de fer français** et **Compagnie générale des voies ferrées d'intérêt local** (ligne d'Achiet à Bapaume et à Marcoing). — Proposition tendant à créer, au chapitre 51 du tarif n° 3, une tarification commune pour le transport des pommes de terre, par wagon, en régime ordinaire, d'une gare de la Société nationale des chemins de fer français à une gare du chemin de fer d'Achiet à Bapaume et à Marcoing, ou inversement, et à compléter, corrélativement, le recueil T. (*Journal officiel* du 18 avril 1950.)

16 *mai* 1950. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition tendant à la création, au chapitre 3 du tarif n° 11, d'une tarification réduite en faveur de certaines catégories de l'aluminium, d'alliages en aluminium et des câbles en aluminium expédiés par wagon chargé de 20 tonnes d'une gare de la Société nationale des chemins de fer français desservant une usine productrice ou transformatrice à une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français (*Journal officiel* du 18 avril 1950).

Homologation accordée à titre provisoire, sous les réserves suivantes acceptées par la Société nationale des chemins de fer français:

1° La réduction prévue dans la formule d'abonnement sera accordée non seulement sur les prix résultant de l'application du paragraphe proposé, mais aussi sur les prix résultant de l'application du chapitre 1er;

2° La liste des produits auxquels s'applique la tarification proposée sera remplacée par la suivante:

Aluminium brut, laminé ou profilé (118).
Aluminium en feuilles brutes de laminage, ni décorées, ni imprimées, ni vernies (118).
Alliages d'aluminium contenant au moins 75 p. 100 d'aluminium, bruts, laminés ou profilés (118).
Câbles en aluminium (112).
Tubes en aluminium ou en alliages d'aluminium contenant au moins 75 p. 100 d'aluminium (117).

B. — **Décision complémentaire.**

8 *mai* 1950. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 22 décembre 1949 tendant à supprimer la condition de poids unitaire à laquelle est subordonnée l'application des prix du chapitre 1er du tarif n° 10 aux tracteurs automobiles et à insérer dans ce chapitre de nouvelles dispositions en faveur des chargements de véhicules routiers vides superposés (*Journal officiel* du 28 décembre 1949.)

La décision homologative du 27 janvier 1950 (*Journal officiel* du 31 janvier 1950) est complétée par la réserve suivante demandée par la Société nationale des chemins de fer français:

« La dénomination « tracteurs automobiles » inscrite au chapitre 1er du tarif n° 10, sera remplacée par la dénomination « tracteurs automobiles, tracteurs agricoles ».

Ministère de la défense nationale.

Avis de vacance d'emplois dans le personnel enseignant de l'école polytechnique.

Modificatif à l'avis paru au *Journal officiel* du 11 mai 1950, page 5165, 1re colonne:

La date limite de remise des candidatures aux postes de professeur de chimie et de maître de conférences à l'école polytechnique est reportée du 21 mai 1950 au 4 juin 1950.

Ministère des finances et des affaires économiques.

Avis relatif au tirage de la vingtième tranche de la loterie nationale 1950.

Le tirage de la vingtième tranche de la loterie nationale 1950 aura lieu le mercredi 24 mai 1950, à vingt heures trente, en présence du public.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Résultats de l'exercice 1949 au 31 mars 1950.

(En millions de francs.)

Recettes	1.431.566 (a)
Dépenses	1.265.213
Excédent des recettes	169.353

Etat de développement par ministère des dépenses budgétaires de l'exercice 1949.

BUDGET ORDINAIRE

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES	MONTANT des dépenses
I. — *Services civils.*	
Affaires étrangères	8.343
Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes	5.493
Agriculture	25.645
Anciens combattants et victimes de la guerre	40.405
Finances et affaires économiques:	
Affaires économiques	4.325
Finances	284.879
Education nationale	122.837
France d'outre-mer	2.229
Intérieur	50.020
Justice	11.796
Haut commissariat de la République française en Sarre	862
Présidence du conseil:	
Services administratifs de la présidence du conseil	1.957
Secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne	20
Direction des Journaux officiels	403
Etat-major de la défense nationale	413
Services de documentation extérieure et contre-espionnage	595
Groupement des contrôles radioélectriques	413
Commissariat général au plan	79
A reporter	560.684

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES	MONTANT des dépenses
Report	560.684
Présidence du conseil (*suite*):	
Services chargés de la presse et de la liquidation de l'information	1.297
Etat-major de l'Europe occidentale	182
Haut commissariat au ravitaillement	21.816
Industrie et commerce	31.891
Reconstruction et urbanisme	9.517
Santé publique et population	25.792
Travail et sécurité sociale	19.917
Travaux publics, transports et tourisme:	
Travaux publics, transports et tourisme	78.169
Aviation civile et commerciale	7.508
Marine marchande	6.172
Total des dépenses des services civils	765.975
II. — *Dépenses militaires.*	
Forces armées:	
Section commune	40.325
Air	31.006
Guerre	105.961
Marine	35.049
France d'outre-mer	34.396
Total des dépenses militaires	246.737
Totaux	1.012.712

(a) Y compris le montant des décimes supplémentaires prévus par l'article 8 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948.

BUDGET EXTRAORDINAIRE

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES	MONTANT des dépenses.
I — *Services civils.*	
Affaires étrangères	27
Agriculture	5.391
Anciens combattants et victimes de la guerre	15
Education nationale	9.628
Finances	9.755
France d'outre-mer	18.205
Industrie et commerce	2.675
Intérieur	4.669
Justice	196
Présidence du conseil:	
Services de documentation extérieure et de contre-espionnage	2
Groupement des contrôles radioélectriques	1
Reconstruction et urbanisme	2.582
Santé publique et population	296
Travail et sécurité sociale	96
Travaux publics et transports:	
Travaux publics et transports	35.763
Aviation civile et commerciale	15.385
A reporter	104.587

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES	MONTANT des dépenses.
Report	104.587
Marine marchande	498
Affaires économiques	2.112
Présidence du conseil: services administratifs	2.205
Haut commissariat de la République française en Sarre	17
Total des services civils	109.419
II. — *Dépenses militaires*	
Forces armées:	
Dépenses communes	2.160
Air	29.391
Guerre	11.154
Marine	16.320
France d'outre-mer	1.674
Total des dépenses militaires	60.699
Total des dépenses du budget extraordinaire	170.118

RECAPITULATION DES DEPENSES

Dépenses du budget ordinaire « Imputation définitive	1.012.712 (1)
Dépenses du budget extraordinaire « Imputation définitive »	170.118 (1)
Total	1.182.830
Derniers renseignements parvenus des territoires d'outre-mer à l'exception de l'Afrique du Nord	68.004 (2)
Dépenses à imputer	14.379 (3)
Total	1.265.213

(1) Dépenses effectuées dans les départements de la métropole et en Afrique du Nord. Chiffres résultant des documents comptables.
(2) Chiffres résultant des documents comptables.
(3) Dépenses effectuées dans les départements de la métropole et en Afrique du Nord. Chiffres résultant d'évaluations statistiques.

Etat de développement des recettes budgétaires de l'exercice 1949 au 31 mars 1950.

DÉSIGNATION	MONTANT des recettes.
Produits recouvrables en France.	
§ 1er. — Impôts et monopoles.	
1° Produits des contributions directes et taxes assimilées	356.177
2° Produits de l'enregistrement	79.747
3° Produits du timbre	16.194
4° Produits de l'impôt sur les opérations de Bourse	1.627
5° Produits de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	20.462
6° Produits de l'impôt de solidarité nationale	8.472
7° Produits des douanes	99.909
8° Produits des contributions indirectes	52.606
9° Produit de la taxe sur le chiffre d'affaires	478.786
10° Produit de la taxe sur les transactions	140.880
11° Produits du monopole des poudres à feu	2.380
Total du paragraphe 1er	1.257.240
§ 2. — Exploitations industrielles	60.574
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat	11.592
§ 4. — Produits divers	86.546
§ 5. — Ressources exceptionnelles	5.610
Total des produits recouvrables en France	1.421.562

DÉSIGNATION	MONTANT des recettes.
Report	1.421.562
Produits recouvrables en Algérie.	
Divers produits	476
Total	1.422.038
RECAPITULATION DES RECETTES DE L'EXERCICE 1949	
Imputation définitive	(1) 1.422.038
Derniers renseignements parvenus des territoires d'outre-mer à l'exception de l'Afrique du Nord	(1) 6.385
Total	1.428.423
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères n'ayant pas encore donné lieu à annulation de dépenses	6.143
Total des recettes du budget	1.434.566

(1) Chiffres résultant des documents comptables.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Résultats de l'exercice 1950 au 31 mars 1950.

(En millions de francs.)

Recettes	455.794(a)
Dépenses	435.380
Excédent des recettes	20.414

Etat de développement par ministère et parties de ministère des dépenses budgétaires de l'exercice 1950.

BUDGET ORDINAIRE

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES	TITRE I								TITRE II	TOTAL
	1re partie	2e partie.	3e partie.	4e partie.	5e partie.	6e partie.	7e partie.	8e partie.	Dépenses résultant des hostilités.	général.
	Dette publique.	Dette viagère.	Pouvoirs publics.	Personnel.	Matériel.	Charges sociales.	Subventions.	Dépenses diverses.		
I. — *Services civils.*										
Affaires étrangères	»	»	»	105	50	4	195	560	»	914
Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes	»	»	»	605	43	57	14	131	»	850
Agriculture	»	»	»	1.425	113	171	964	5	»	2.678
Anciens combattants et victimes de la guerre.	»	7.131	»	524	41	200	1.276	309	»	9.481
Finances et affaires économiques:										
Affaires économiques	»	»	»	679	28	75	6	1	»	789
Finances	32.618	33.173	1.289	13.111	754	2.054	»	3.725	»	86.769
Education nationale	»	»	»	23.763	665	1.754	1.115	82	»	27.379
France d'outre-mer	»	»	»	155	44	23	6	7	»	235
Intérieur	»	»	»	5.718	432	883	108	473	»	7.614
Justice	»	»	»	1.521	161	296	7	278	»	2.263
Haut commissariat de la République française en Sarre	»	»	»	108	16	6	14	9	»	153
Présidence du conseil:										
Services administratifs de la présidence du conseil	»	»	»	42	6	3	506	454	»	1.011
Secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne	»	»	»	4	»	»	»	»	»	4
Direction des Journaux officiels	»	»	»	3	60	1	»	»	»	64
Service de la défense nationale, état-major militaire et civil du président du conseil.	»	»	»	4	5	»	1	»	»	10
Services de documentation extérieure et contre-espionnage	»	»	»	85	4	4	»	»	»	93
Groupement des contrôles radioélectriques	»	»	»	77	2	9	»	»	»	88
Commissariat général au plan	»	»	»	12	2	1	»	»	»	15
Service de presse	»	»	»	6	1	1	291	237	»	536
Etat-major de l'Europe occidentale	»	»	»	5	1	»	»	»	»	6
Liquidation des services du ravitaillement.	»	»	»	3	»	»	»	»	»	3
Industrie et commerce	»	»	»	395	22	26	3.908	3.506	»	7.857
Reconstruction et urbanisme	»	»	»	1.317	79	132	441	113	»	2.082
Santé publique et population	»	»	»	200	13	5.316	175	1.122	»	6.866
Travail et sécurité sociale	»	»	»	670	34	2.556	640	87	»	3.987
Travaux publics, transports et tourisme:										
Service des travaux publics, transports, tourisme	»	»	»	3.915	1.325	778	14.766	1	»	20.785
Aviation civile et commerciale	»	»	»	699	65	72	262	1	»	1.099
Marine marchande	»	3	»	112	6	1.024	52	110	»	1.367
Total des dépenses des services civils.	32.618	40.312	1.289	55.302	3.972	15.476	24.718	11.241	»	184.988
II. — *Dépenses militaires.*										
Forces armées:										
Section commune	»	»	»	8.166	603	33	»	49	1.378	10.229
Air	»	»	»	3.658	2.252	»	14	»	»	5.924
Guerre	»	»	»	12.838	6.647	»	»	104	»	19.589
Marine	»	»	»	3.692	4.053	»	»	224	»	7.969
France d'outre-mer	»	»	»	2.182	1.825	»	»	122	»	4.129
Total des dépenses militaires	»	»	»	30.536	15.380	33	14	499	1.378	47.840
Total	32.618	40.312	1.289	85.838	19.352	15.509	24.762	11.740	1.378	232.828

(a) Y compris le montant des décimes supplémentaires prévus par l'article 13 de la loi n° 50-135 du 31 janvier 1950.

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES	MONTANT des dépenses.
RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT	
Services civils.	
Agriculture	313
Anciens combattants et victimes de la guerre	4
Education nationale	124
Finances:	
Finances	4
Affaires économiques	142
France d'outre-mer	6.152
Industrie et commerce	1.062
Intérieur	7
Présidence du conseil:	
Services administratifs	323
Reconstruction et urbanisme	99
Travail et sécurité sociale	13
Travaux publics et transports:	
Services des travaux publics et transports	286
Marine marchande	11
Aviation civile et commerciale	(1) — 93
Total des services civils	8.477
Report	8.477
Dépenses militaires.	
Forces armées:	
Dépenses communes	43
Air	10.171
Guerre	(1) — 86
Marine	2.456
France d'outre-mer	46
Total des dépenses militaires	12.600
Total des dépenses de reconstruction et d'équipement	21.077
RÉPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE ET OPÉRATIONS DE PRÊTS ET DE GARANTIES	
Finances:	
Versement à la caisse autonome de la reconstruction	40.613
Autres opérations du ministère des finances	9.000
Marine marchande: reconstitution de la flotte de commerce et de pêche	11.192
Finances:	
Versements du Trésor au fonds de modernisation et d'équipement	76.312
Prêts à des organismes d'habitation	4.437
Opérations de garanties	1.726
Total	143.310

(1) Ces négatifs proviennent d'annulations effectuées dans les écritures de l'agent comptable central du Trésor.

RECAPITULATION DES DEPENSES

Budget ordinaire « Imputation définitive »	232.828 (1)
Reconstruction et équipement « Imputation définitive »	21.077 (1)
Dépenses d'investissement (réparation dommages guerre et prêts et garanties) « Imputation définitive »	143.310 (1)
Total	397.215
Derniers renseignements parvenus des territoires d'outre-mer à l'exception de l'Afrique du Nord	12.851 (2)
Dépenses à imputer	25.314 (3)
Total général	435.380

(1) Dépenses effectuées dans les départements de la métropole et en Afrique du Nord. Chiffres résultant des documents comptables.
(2) Chiffres résultant des documents comptables.
(3) Dépenses effectuées dans les départements de la métropole et en Afrique du Nord. Chiffres résultant d'évaluations statistiques.

Etat de développement des recettes budgétaires de l'exercice 1950 au 31 mars 1950.

DÉSIGNATION	MONTANT des recettes.
Produits recouvrables en France.	
§ 1er. — Impôts et monopoles.	
1° Produits des contributions directes et taxes assimilées	138.790
2° Produits de l'enregistrement	15.804
3° Produits du timbre	2.862
4° Produits de l'impôt sur les opérations de Bourse	388
5° Produits de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	4.656
6° Produits de l'impôt de solidarité nationale	918
7° Produits des douanes	28.625
8° Produits des contributions indirectes	12.502
9° Produit de la taxe sur le chiffre d'affaires	123.433
10° Produit de la taxe sur les transactions	35.362
11° Produits du monopole des poudres à feu	221
Total du paragraphe 1er	363.561
§ 2. — Exploitations industrielles	119
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat	1.959
§ 4. — Produits divers	19.889
Total des paragraphes 1, 2, 3 et 4	385.528
Report	385.528
§ 5. — Ressources exceptionnelles.	
Produit de la liquidation des biens italiens en Tunisie	67
Sommes à provenir de l'application de l'accord franco-italien du 29 novembre 1947	375
Produit du prélèvement exceptionnel et de l'emprunt libératoire de ce prélèvement, institués par les lois nos 48-30 et 48-31 du 7 janvier 1948 et par les lois subséquentes	585
Intérêts et amortissement des prêts consentis en exécution de l'article 42 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948	707
Ressources affectées à la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane	1.933
Recettes affectées à la caisse autonome de la reconstruction	294
Contre-valeur de l'aide consentie par le gouvernement des Etats-Unis en application de l'accord du 28 juin 1948 (art. 4, § 6, alinéa *a*)	40.000
Total des ressources exceptionnelles	43.961
Total	429.489
RECAPITULATION DES RECETTES DE L'EXERCICE 1950	
Imputation définitive	(1) 429.489
Derniers renseignements parvenus des territoires d'outre-mer à l'exception de l'Afrique du Nord	(1) 493
Recettes à imputer	(2) 22.818
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères n'ayant pas encore donné lieu à annulation de dépenses	2.994
Total des recettes du budget	455.794

(1) Chiffres résultant des documents comptables.
(2) Chiffres résultant des documents statistiques.

BULLETIN DES RECETTES DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PUBLICATION DES RECETTES

I. — **Evaluation des recettes de la 18e semaine du 29 avril au 5 mai 1950** (En milliers de francs.)

NATURE DU TRAFIC	1950 — Recettes évaluées	1949 — Recettes comptables	DIFFERENCE EN FAVEUR DE 1950 — En valeur absolue	1950 — Pourcentage	1949 — En valeur absolue	1949 — Pourcentage
1	2	3	4	5	6	7
Voyageurs	1.229.060	1.136.432	92.628	8,2	»	»
Bagages et consigne	25.120	25.774	»	»	654	2,5
Colis postaux, petits colis	159.070	168.560	»	»	9.490	5,6
Marchandises (détail et wagons)	2.761.000	3.540.704	»	»	779.704	22
Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français	4.174.250	4.871.470	»	»	697.220	14,3

II. — **Evaluation des recettes au 5 mai 1950.**

NATURE DU TRAFIC	RECETTES comptables du 1er janvier au 28 février 1950	RECETTES évaluées du 1er mars au 5 mai 1950	TOTAL des recettes du 1er janvier au 5 mai 1950	RECETTES comptables du 1er janvier au 5 mai 1949	DIFFERENCE EN FAVEUR DE 1950 — En valeur absolue	1950 — Pourcentage	1949 — En valeur absolue	1949 — Pourcentage
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Voyageurs	8.383.148	11.765.480	20.148.628	19.415.431	733.197	3,8	»	»
Bagages et consigne	156.906	236.940	393.846	438.523	»	»	44.677	10,2
Colis postaux, petits colis	1.337.473	1.751.940	3.089.413	3.014.302	75.111	2,5	»	»
Marchandises (détail et wagons)	28.159.466	28.785.380	56.944.846	66.329.725	»	»	9.384.879	14,1
Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français	38.036.993	42.539.740	80.576.733	89.197.981	»	»	8.621.248	9,7

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7e). — *Le Préfet, Directeur des Journaux officiels :* PIERRE CASSAGNEAU.

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Dernier cours cotés en Bourse	19 mai — Cours relevés après Bourse	DEVISES	22 mai 1950 — Cours relevés avant Bourse	22 mai 1950 — Cours cotés en Bourse	Dernier cours cotés en Bourse	19 mai — Cours relevés après Bourse	DEVISES	22 mai 1950 — Cours relevés avant Bourse	22 mai 1950 — Cours cotés en Bourse
349 90	349 90	Etats-Unis (1 dollar)	.... ..	349 80	8147 50	8147 50	Suisse (100 francs)	.... ..	8150 ..
699 ..	.... ..	Belgique (100 francs)	.... ..	698 75	164 ..	.... ..	Côte Fse des Somalis (100 f. Djib.)	.... ..	163 ..
1206 ..	.... ..	Portugal (100 escudos)	.... ..	1206 50					

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS
DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 2.000 F ET DE 5.000 F 4 0/0 1942
DE LA
Société Energie électrique de la Moyenne Dordogne.
En liquidation par suite de sa nationalisation (loi du 8 avril 1946 et décret d'application du 12 janvier 1947).

Amortissement 1950.

1° 520 obligations de 2.000 F et 340 obligations de 5.000 F rachetées et amorties;

2° Listes numériques: *a*) des 245 obligations de 2.000 F sorties au tirage du 12 mai 1950, remboursables à partir du 15 juin 1950 avec le coupon du 15 décembre 1950 attaché à 2.000 F, ainsi que les numéros de celles restant à rembourser de l'amortissement 1947; *b*) des 154 obligations de 5.000 F sorties au tirage du 12 mai 1950, remboursables à partir du 15 juin 1950 avec le coupon du 15 décembre 1950 attaché à 5.000 F, ainsi que celles restant à rembourser de l'amortissement 1947.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
a) OBLIGATIONS DE 2.000 F			
1.151 et 1.152	50	12.001 à 12.006	50
3.354 à 3.358	47	12.010 à 12.050	50
3.372 et 3.373	47	12.077	47
3.389 à 3.395	47	12.093 et 12.094	47
4.202 à 4.204	47	13.759 et 13.760	47
4.208 et 4.209	47	13.798	47
4.217 à 4.224	47	17.801 à 17.808	50
4.227	47	17.840 à 17.850	50
4.237 à 4.246	47	18.901 à 18.950	50
6.951	50	23.351 à 23.400	50
6.955 à 7.000	50		
b) OBLIGATIONS DE 5.000 F			
28.897	47	45.895 à 45.897	47
28.902 à 28.905	47	46.501	47
32.551 et 32.555	47	46.503 à 46.505	47
32.766 à 32.785	50	47.112 à 47.113	47
32.966 à 32.985	50	47.121 et 47.122	47
33.015 à 33.019	47	50.586 à 50.588	47
33.021	47	50.599 à 50.602	47
34.166 à 34.185	50	50.632 à 50.643	47
34.622 et 34.623	47	50.646 et 50.647	47
34.986 à 35.005	50	50.649 et 50.650	47
37.652 et 37.653	47	50.655 et 50.656	47
37.656	47	51.486 à 51.496	50
37.925	47	51.500 à 51.505	50
42.426 à 42.429	47	52.626 et 52.627	50
42.437 à 42.443	47	52.630 à 52.645	50
43.326 à 43.345	50	53.868 à 53.872	47
43.371 à 43.385	47	53.883 à 53.885	47
44.946 à 44.955	50	55.610 à 55.616	47
44.957 à 44.965	50	55.930 et 55.931	47
45.149 à 45.151	47	55.934 et 55.935	47
45.889	47		

VERRERIES A BOUTEILLES DU NORD

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 132 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 4, RUE CAMBACÉRÈS, PARIS
Registre du commerce: Seine n° 72766.

Obligations 4 1/4 0/0 1944.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse les 140 obligations dont l'amortissement était prévu pour le 1er août 1950.
En conséquence, il n'a pas été effectué de tirage au sort.
Il ne reste pas d'obligations à rembourser sur tirages antérieurs.

VERRERIES A BOUTEILLES DU NORD

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 132 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 4, RUE CAMBACÉRÈS, PARIS
Registre du commerce: Seine n° 72766.

Obligations 4 1/4 0/0 1946.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse les 135 obligations dont l'amortissement était prévu pour le 1er juillet 1950.
En conséquence, il n'a pas été effectué de tirage au sort.
Les amortissements antérieurs ont été effectués par voie de rachats en Bourse.

CREDIT HYPOTHECAIRE DE L'INDOCHINE

(Ancien Crédit foncier agricole de l'Indochine.)

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2 MILLIONS DE PIASTRES INDOCHINOISES
SIÈGE SOCIAL: A SAIGON, 10, BOULEVARD DE LA SOMME

Obligations 4 1/2 0/0 1930.

Le Crédit hypothécaire de l'Indochine s'était engagé à amortir, entre le 1er juin 1949 et le 1er juin 1950, 1.892 obligations de son emprunt 4 1/2 0/0 1930, soit par voie de rachats au-dessous du pair, soit par tirage au sort.
Les 1.892 obligations en question ayant été rachetées au-dessous du pair, il ne sera procédé à aucun tirage au sort en 1950.
Les amortissements antérieurs ont été effectués par voie de rachats en Bourse.

ATELIERS VAUCANSON

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 22 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 11, RUE DU SURMELIN, PARIS
Registre du commerce: Seine 117433.

Obligations 4 0/0 1945 de 2.000 F.

Cinquième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 1er juillet 1950.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.
Les amortissements des années 1946 à 1949 ont été couverts par rachats en Bourse.

DISTILLERIES DE L'AUBE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 30 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 41, RUE ETIENNE-MARCEL, PARIS

Registre du commerce: Seine 291325 B.

Emprunt obligataire 4 1/2 0/0 1946.

MM. les porteurs d'obligations sont informés que le tirage prévu pour le 30 juin 1950 n'aura pas lieu; il a été procédé au rachat de 121 obligations.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Kleimann (Henri), né le 28 juillet 1909 à Paris, directeur commercial, demeurant à Paris (17e), 11 *bis*, boulevard Berthier, et M. Kleimann (Raymond), né le 5 novembre 1917 à Paris, gérant de société, demeurant à Paris (13e), 20, rue du Docteur-Lucas-Championnière, déposent une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à leur nom patronymique celui de Clement.

M. Victor Girmounsky ou Zyrmunski, né le 3 septembre 1895 à Minsk (Russie), naturalisé Français par décret n° 12776×27 en date du 21 mars 1928, domicilié en Angleterre, 46, Queen Anne's Gate, Londres, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet d'obtenir l'autorisation de changer son nom patronymique Girmounsky ou Zirmunski en celui de Girmounsky.

Mlle Guirschowitsch (Ida), née le 14 juillet 1900 à Paris (12e) et demeurant à Paris (14e), 119, rue Didot, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique de Guirschowitsch celui de Hirsch.

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

24 avril 1950. Déclaration à la préfecture de Loir-et-Cher. **Amicale artistique des élèves et anciens élèves de l'école publique de Châteauvieux.** But: grouper les élèves et anciens élèves autour de leur école; resserrer entre eux les liens d'amitié et de solidarité; leur offrir un lieu de réunion; leur procurer des distractions saines; les récréer par des distractions saines, des promenades, la préparation d'une fête annuelle. Siège social: école de Châteauvieux.

24 avril 1950. Déclaration à la sous-préfecture du Blanc. **Amicale des anciens potaches blancois.** But: réunir amicalement les anciens élèves de « Petit Ami » et les anciens qu'ils ont connus. L'amicale écarte tous les sujets religieux ou politiques. Siège social: café du Théâtre, le Blanc.

24 avril 1950. Déclaration à la sous-préfecture de la Tour-du-Pin. **Groupement amical des sapeurs-pompiers de la région de la Tour-du-Pin.** But: resserrer les liens entre sapeurs-pompiers et contribuer à leur perfectionnement technique dans la lutte contre les sinistres et calamités. Siège social: au domicile du président, M. François Arbaretaz, à Chimilin.

24 avril 1950. Déclaration à la préfecture d'Albi. **Association locale des aides familiales rurales de Lombers.** But: aider matériellement et moralement les aides familiales qui se consacrent au service des familles. Siège social: mairie de Lombers.

25 avril 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Avallon. **Foyer rural de Montillot.** But: émancipation intellectuelle et sociale de ses membres au moyen d'activités récréatives et éducatives. Siège social: mairie de Montillot.

26 avril 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Club sportif et récréatif des établissements E. Bousquet et Cie.** But: pratique des sports en général et occupation des loisirs. Siège social: 90, rue La Fayette, Paris.

26 avril 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Comité de vigilance des intérêts de Montmartre.** But: sauvegarde des intérêts de Montmartre. Siège social: 1, rue Lapeyrère, Paris.

26 avril 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Association des parents d'élèves du collège de jeunes filles de Courbevoie.** But: défense des intérêts des enfants des adhérents. Siège social: 5, boulevard Aristide-Briand, Courbevoie.

27 avril 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Dole. **Amicale des réseaux Buckmaster du Jura.** But: défense des intérêts des membres. Siège social: café National, rue des Arènes, Dole.

27 avril 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Amicale Auteuil-Blériot.** But: défense des intérêts collectifs des locataires de l'immeuble sis 161, quai Louis-Blériot, Paris. Siège social: 161, quai Louis-Blériot, Paris.

27 avril 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Cercle Claude-Bernard.** But: grouper les étudiants en médecine et les médecins, sans distinction d'opinion politique ou religieuse, dans un but de progrès scientifique. Siège social: 3, rue Récamier, à Paris.

29 avril 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Dunkerque. **Groupements des parents d'élèves catholiques des collèges Jean-Bart et Lamartine de Dunkerque.** But: procéder à toute étude, organisation, démarche et réalisation de l'organisation matérielle de l'enseignement religieux des enfants. Siège social: 2, rue de Furnes, Dunkerque.

3 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Chateau-Chinon. **Association de tir et préparation militaire de Châtillon-en-Bazois.** But: entraînement au tir, pratique des sports et préparation militaire. Siège social: hôtel de ville de Châtillon-en-Bazois.

3 mai 1950. Déclaration à la préfecture de l'Hérault. **Tambourin-Club cournonterralais.** But: réunir dans un même élan vraiment sportif jeunes et vieux s'intéressant à ce sport. Siège social: café de la Paix, Cournonterral.

3 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **La Printanière.** But: éducation populaire de toutes les personnes désirant apprendre tambour, trompette et clairon et établir entre ses membres des relations amicales. Siège social: chez M. Jubault, hôtel des Bons-Laboureurs, Ruaudin.

3 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Argelès-Gazost. **Comité régional de ski des Pyrénées-Ouest.** But: contrôle et direction des activités du ski sur l'ensemble du territoire Pyrénées-Ouest. Siège social: château fort, Lourdes.

3 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Centre universitaire radiophonique.** But: soutenir et développer la radio universitaire par la réalisation d'émissions radiophoniques; initiation et formation radiophoniques ou toute autre manifestation rentrant dans le cadre de ses préoccupations. Siège social: 15, rue Soufflot, Paris.

3 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. Astra-Sports change son titre, qui devient **Astra-Sports** (groupement sportif réunissant le personnel des sociétés Astra-Nouvelles Huileries Calvé-Delft, Savonneries Lever, Compagnie du Niger français et de leurs filiales), et transfère son siège social du 37, rue La Boétie, au 6, avenue Delcassé, Paris.

4 mai 1950. Déclaration à la préfecture de l'Indre. **Etoile sportive de Préaux.** But: pratique de l'éducation physique, basket, football, athlétisme, tir. Siège social: mairie de Préaux.

4 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Stade saint-médardais.** But: pratique du football et de l'athlétisme. Siège social: café du Centre, Saint-Médard-d'Eyrans.

4 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Bourg. **Union sportive de Revonnas.** But: pratique du basket. Siège social: mairie de Revonnas.

4 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Syndicat d'initiative de Nogent-sur-Marne.** But: augmentation de la prospérité de Nogent-sur-Marne. Siège social: place du Général-Leclerc, Nogent-sur-Marne.

4 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Meaux. **Société de chasse communale de Torcy.** But: pratique de la chasse; protection du gibier; répression du braconnage. Siège social: mairie de Torcy, salle de la perception, à Torcy.

5 mai 1950. Déclaration à la préfecture de l'Ardèche. **Moto-Club du Bas-Vivarais.** But: répandre le goût des sports mécaniques par la motocyclette, le sidecar et le cyclecar; étudier les questions de nature à en favoriser le développement. Siège social: café du Rond-Point, avenue Expilly, Vals-les-Bains.

5 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Automobile-Club des Lions.** But: grouper tous les propriétaires de voitures Peugeot en vue de développer entre eux des liens de solidarité, d'entr'aide et de sympathie par la mise à leur disposition d'avantages multiples: conseils techniques, renseignements touristiques, réduction et, en général, tout ce qui est susceptible d'améliorer et de rendre plus agréable l'usage de la voiture Peugeot. Siège social: 7, rue du Ranelagh, Paris.

6 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Alès. **Cyclo-Club bességeois.** But: encourager et développer le cyclotourisme. Siège social: chez M. Borie, 1, rue Barry, Bessèges.

6 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Drôme. **Association locale des aides familiales rurales d'Etoile.** But: aide aux familles rurales. Siège social: mairie d'Etoile.

6 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Vienne. **Ville de Pont-de-Chéruy: Union des commerçants, artisans et professions libérales.** But: défense du commerce local et aide aux déshérités de la commune. Siège social: hôtel Bretagnole, à Pont-de-Chéruy.

6 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. Le Comité départemental de l'Union des sociétés d'éducation physique et de préparation au service militaire (fédération des sociétés du département de la Seine) change son titre et devient **Union fédérative des sociétés d'éducation physique et de préparation militaire (métropole et France d'outre-mer)** (comité départemental de la Seine). Siège social: 23, rue de la Sourdière, Paris.

8 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Charente-Maritime. **Association des déportés et internés de la Résistance du département de la Charente-Maritime.** But: défense des intérêts des déportés et internés. Siège social: café du Théâtre, 3 et 5, rue Chef-de-Ville, la Rochelle.

8 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Nazaire. **Comice agricole du canton d'Herbignac.** But: favoriser l'élevage des races d'animaux et la bonne tenue des exploitations agricoles. Siège social: mairie d'Herbignac.

8 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Brioude. **Saint-Hubert de Cohade.** But: protection et repeuplement du gibier, protection des biens des cultivateurs, destruction des nuisibles. Siège social: café communal, à Cohade.

8 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Creuse. **La Pédale marchoise.** But: développer le sport cycliste. Siège social: café Lopez, à la Forêt, commune de Montboucher.

8 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Grasse. **Amicale des anciens élèves du petit séminaire Saint-Paul.** But: continuation des relations amicales établies au séminaire; soutien moral et même matériel. Siège social: petit séminaire Saint-Paul, à Cannes.

9 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Alès. **Foyer des Nord-Africains de la Grand'Combe.** But: procurer à ses membres un lieu de réunion agréable où ils pourront se distraire pendant les heures de détente. Siège social: rue des Carrières, la Grand'Combe.

9 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Clamecy. **Société amicale des sapeurs-pompiers de Lormes.** But: subvenir aux frais des fêtes et concours ayant pour objet le perfectionnement de l'instruction du corps; porter à ses membres actifs un secours immédiat en cas d'accident, de maladie ou de misère. Siège social: mairie de Lormes.

9 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Nièvre. **Les Dames de la Charité** transfèrent leur siège social du 10, rue de la Porte-du-Croux, au 15, rue Adam-Billault, Nevers.

9 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Compiègne. **Compagnie d'arc de Chevincourt.** But: pratique du tir à l'arc. Siège social: mairie de Chevincourt.

9 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Dole. **Association Jeanne-d'Arc de Commenailles.** But: formation morale et civique de la jeunesse; développement et sauvegarde physique de sa santé par la pratique des sports, l'organisation des loisirs et toutes œuvres d'éducation populaire. Siège social: chez M. Cattet, curé de Commenailles.

10 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Loire. **Comité de bienfaisance musulman du canton de Saint-Chamond.** But: aide aux Nord-Africains chômeurs ou autres. Siège social: hôtel de l'Autostrade, place Fourvieux, à Saint-Chamond.

10 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Montbrison. **Tennis-Club montrondais.** But: pratique du tennis et des exercices physiques. Siège social: établissement thermal, à Montrond-les-Bains.

10 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Castelsarrasin. **Société de chasse de Saint-Beauzeil.** But: défense des intérêts cynégétiques de la commune de Saint-Beauzeil; répression de tous les faits de braconnage, destruction de tous les nuisibles. Siège social: mairie de Saint-Beauzeil.

10 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Melun. **Jeunesse sportive de la caisse d'allocations familiales de Seine-et-Marne.** But: pratique de tous les sports. Siège social: 30, rue Rosa-Bonheur, Melun.

10 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Vienne. **Union des syndicats d'initiative et groupements de tourisme réceptif du département de la Vienne.** But: coordonner l'action des groupements adhérents, les conseiller et les aider financièrement dans leurs réalisations. Siège social: 35, rue du Marché, Poitiers.

10 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Châteaudun. **Comité des fêtes de Sancheville.** But: aménagement, embellissement, entretien et administration de la salle communale des fêtes. Siège social: mairie de Sancheville.

10 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. Association **Bridge-Club Nord.** But: pratique du jeu de bridge. Siège social: 25, rue de Dunkerque, Paris.

11 mai 1950. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Association de prévoyance des professions libérales de l'Afrique du Nord.** But: faciliter aux adhérents la constitution de garanties en cas de retraite, décès, maladie, accident ou invalidité et, plus généralement, contre tous les risques professionnels. Siège social: 5, rue Colonna-d'Ornano, à Alger.

11 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Lisieux. **Comité des fêtes de la cité-jardin et du Camp-Franc.** But: organiser des fêtes en vue de venir en aide à la cantine, arbre de Noël, repas des vieux, colonies de vacances, livret d'épargne. Siège social: école maternelle, cité-jardin, à Lisieux.

11 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Cambrai. **Société de chasse de Morenchies.** But: organisation et exercice de la chasse sur le territoire de Morenchies. Siège social: 6, rue des Capucins, Cambrai.

11 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Manche. **Syndicat d'initiative de Portbail.** But: faire connaître aux estivants les hôtels; organiser les fêtes et réjouissances populaires. Siège social: hôtel de ville de Portbail.

11 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Toulon. **Club nautique de la Marine,** à Toulon. But: donner aux officiers les moyens de pratiquer les sports nautiques et, plus particulièrement, la voile. Siège social: quai de la Consigne, Toulon.

12 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Nazaire. **Association catholique de chefs de famille de Montoir-de-Bretagne.** But: défense de la famille. Siège social: patronage, Montoir-de-Bretagne.

12 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Club haltérophile et athlétique lillois.** But: pratique des poids et haltères. Siège social: 28, rue de Wazemmes, Lille.

12 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Club de lutte de Lille.** But: pratique de la lutte et de l'éducation physique. Siège social: 28, rue de Wazemmes, Lille.

12 mai 1950. Déclaration à la préfecture de l'Eure. **Union des maires et des élus de l'Eure.** But: relations amicales; amélioration de l'administration communale et départementale, en union avec les représentants du Gouvernement; aider et soutenir les maires; aucun caractère politique ni religieux. Siège social: mairie d'Evreux.

12 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Châteaulin. **Aéro-Club de Lanvéoc-Poulmic.** But: développement des sports aériens. Siège social: école navale, Lanvéoc.

13 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Meaux. **Association populaire et familiale de Villeparisis.** But: toutes œuvres d'éducation et de sports. Siège social: 7, passage des Preux, à Villeparisis.

13 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Union des chanteurs de Lille.** But: vulgariser et perfectionner le chant d'ensemble pour hommes et pour dames et établir des liens d'estime et de confraternité entre les membres. Siège social: 27, rue des Buisses, Lille.

15 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Loire-Inférieure. **Association des amis des marins.** But: aide aux marins sous toutes ses formes. Siège social: 13, quai Ernest-Renaud, Nantes.

15 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Comité des fêtes du Boulevard et des rues adjacentes.** But: organisation de festivités. Siège social: 122, avenue Saint-Maur, la Madeleine-lez-Lille.

15 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Haute-Vienne. **Club amateur d'expansion artistique.** But: développement des talents artistiques populaires. Siège social: 15, rue des Combes, Limoges.

15 mai 1950. Déclaration à la préfecture des Pyrénées-Orientales. **Association mutuelle des préparateurs en pharmacie des Pyrénées-Orientales.** But: resserrer les liens d'amitié entre tous les membres et venir en aide à tous ceux qui se trouvent dans l'ennui, moral et matériel. Siège social: place des Orfèvres, Perpignan.

16 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Loire-Inférieure. **Automobile-Club du Palais de la Loire-Inférieure.** But: faciliter la pratique de l'automobile aux membres de la famille judiciaire. Siège social: palais de justice, Nantes.

16 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Vaucluse. **Le Godet rhodanien.** But: conserver et renforcer les liens de camaraderie qui unissent les anciens marins dans le cadre des entreprises des grands travaux hydrauliques. Siège social: 6, rue Emile-Zola, Bollène.

16 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Grande Harmonie de Marcq-en-Barœul.** But: faire de la musique et contribuer à tout ce qui se rapporte à cet art; association d'éducation populaire; enseignement gratuit et public, individuel et collectif de la musique. Siège social: hôtel de ville, Marcq-en-Barœul.

16 mai 1950. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. **Société de pêche de Bourg-Lastic.** But: protection et multiplication du poisson dans les ruisseaux et rivières traversant la commune. Siège social: mairie de Bourg-Lastic.

16 mai 1950. Déclaration à la préfecture d'Indre-et-Loire. **Club sportif du ball-trap de Touraine.** But: entraînement de tir aux armes de chasse; organisation de compétitions locales, régionales et, éventuellement, nationales. Siège social: chez M. Darce, 32, rue Victor-Hugo, Tours.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire